



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 OCTOBRE 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 12th, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annoncés, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"A. E. Gauthier, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Arthur-Edgar Gauthier, Jean-Louis Gauthier, commerçants, et Georgette Gauthier, commis, fille majeure, tous des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de charbon, huile, bois de chauffage, bois de construction, bois de mine, traverses de chemins de fer, billots et produits de la forêt, manufacturés ou non de toute description;

Faire le commerce de systèmes de chauffage;

Faire le commerce de ferronnerie et de manufacturier, de bois de construction et autres produits similaires utiles à la construction et au chauffage, sous le nom de "A. E. Gauthier, Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Letters Patent

"A. E. Gauthier, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Arthur-Edgar Gauthier, Jean-Louis Gauthier, merchants, and Georgette Gauthier, clerk, spinster, all of the city and district of Chicoutimi, Province of Québec, for the following purposes:

To deal in coal, oil, firewood, lumber, mine-wood, railroad ties, logs and forest products of every description, whether manufactured or otherwise;

To engage in the business of heating-systems;

To deal in ironware and act as manufacturer of lumber and other similar products useful for building and for heating, under the name of "A. E. Gauthier, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16098-o L. DESILETS.

"Regal Amusements, Limited"
"Amusements Regal, Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1946, constituant en corporation: Marcel Pigeon, Mario-E. Lattoni, Raymond-G. Décary, Gérard Raymond, procureurs, et Lionel Lefebvre, comptable, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, prendre à bail, louer, faire le commerce ou autrement acquérir ou disposer ou utiliser des pellicules de vues animées, des négatifs et positifs photographiques et autres objets en mouvement et au repos, soit sonores ou silencieux;

Acheter, vendre, prendre à bail, louer, détenir ou exploiter des théâtres de vues animées ou autres théâtres et lieux d'amusement ou d'instruction de toute sorte, caractère et description;

Acheter, posséder, produire et présenter et donner des permis à d'autres pour produire et présenter des spectacles musicaux, vues animées, pièces de théâtre et opéras, et acquérir, détenir, vendre, céder et transférer de la musique avec ou sans droits réservés, vues animées, pièces de théâtre et opéras. Construire et posséder, louer, arrenter ou acquérir des théâtres, salles de spectacles ou halls; présenter des spectacles publics ou privés de toute sorte dans ceux ou ailleurs, sous le nom de "Regal Amusements, Limited", — "Amusements Regal, Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16099 L. DESILETS.

"Archambault et Roy, Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Joseph Octave Archambault, entrepreneur en construction, de la cité de Montréal, Paul-Emile Roy, entrepreneur en construction, et Roger McCutcheon, notaire tous deux de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toitures et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec le pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant un commerce semblable, et aussi exercer tout autre commerce de même nature ou se rapportant au précédent, sous le nom de "Archambault et Roy, Limitée" avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DESILETS,
16098 Deputy Attorney General.

"Regal Amusements, Limited"
"Amusements Regal, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1946, incorporating: Marcel Pigeon, Mario-F. Lattoni, Raymond-G. Décary, Gérard Raymond, barristers, and Lionel Lefebvre, accountant all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, hire, lease, deal in or otherwise acquire or dispose of or use motion picture films, photographic and other negatives and positives, of objects in motion and objects at rest, and whether sound or silent:

To buy, sell, hire, lease, hold or operate motion picture theatres or other theatres and places of amusement or instruction of every kind, character and description;

To purchase, own, produce and present, and to license others to produce and present, musical entertainments, motion pictures, theatrical plays and operas, and to acquire and hold, sell, assign and transfer, copywrited and uncopywrited, music, motion pictures, theatrical plays and operas. To build and own, lease, rent or acquire theatres, playhouses, or halls; to give public or private performances of any kind therein or elsewhere, under the name of "Regal Amusements, Limited" — "Amusements Regal, Limitée", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1946.

L. DESILETS,
16099-o Deputy Attorney General.

"Archambault et Roy, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1946, incorporating: Joseph-Octave Archambault, building contractor, of the City of Montreal, Paul-Emile Roy, building contractor, and Roger McCutcheon, notary, both of the City of Longueuil, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders, or roofers, with power to act as agents for other persons or corporations carrying on a similar business, and also to carry on any other business of a like nature, or incidental to the foregoing, under the name of "Archambault et Roy, Limitée", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16100 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16100-o Deputy Attorney General.

"Association des Pères de Famille Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Romuald Gagné, instituteur, Paul-Emile Vézina, agent de navigation, Emile-O. Toupin, militaire, J.-Ovila Rivard, employé civil, Louis-Gérard Pleau, marchand, Eugène Jalbert, insulateur, Alexandre Montpetit, employé civil, Fernand Turcotte, technicien, Jean-Baptiste Tison, commis, et Armand Thibeault, cordonnier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper en corporation tous les pères de famille de la paroisse de Ste-Brigitte;

Combattre le cinéma immoral, les endroits louches, les lupanards et autres endroits de perdition pour la jeunesse, sous le nom de "Association des Pères de Famille Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16101-o L. DÉSILETS.

"Association des Pères de Famille Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of August, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Romuald Gagné teacher, Paul-Emile Vézina, shipping agent, Emile-O. Toupin, soldier, J.-Ovila Rivard, civil servant, Louis-Gérard Pleau, merchant, Eugène Jalbert, insulator, Alexandre Montpetit, civil servant, Fernand Turcotte, technician, Jean-Baptiste Tison, clerk, and Armand Thibeault, shoemaker, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into a corporation all the fathers of families of the parish of Ste-Brigitte;

To carry on a campaign against immoral moving pictures, questionable resorts, disorderly houses and other premises of ruination to youth, under the name of "Association des Pères de Famille Incorporée".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16101 Deputy Attorney General.

"Barmont Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Thérèse Kingsley, comptable, fille majeure, de la ville de Montréal-Est, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonner, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Barmont Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

"Barmont Mines Limited"
(No personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Company's Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the tenth day of September, 1946, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Thérèse Kingsley, accountant, spinster, of the Town of Montreal-East, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Barmont Mines Limited" (No personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16102 L. DÉSILETS.

"Chester Holdings Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'hypothèques, balances de prix garanties par privilèges ou autrement, contrats d'achat et de vente et obligations d'aucune nature et description, et aussi des obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce, récépissés d'entrepôts de tout gouvernement ou municipalité ou corporation scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, administrer et vendre, louer, transporter, échanger ou autrement disposer de tous genres d'immeubles, biens immobiliers et droits réels. Développer, améliorer, construire, bâtir, réparer, modifier et organiser les immeubles que la compagnie peut posséder de temps en temps, sous le nom de "Chester Holdings Inc."

Le capital de la compagnie consistera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16103 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16102-o Deputy Attorney General.

"Chester Holdings Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1946, incorporating: Samuel Chait, Harry-L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description, and also bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, of any Government or municipality or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation;

To purchase or otherwise acquire and to hold, administer, and sell, lease, convey, exchange, or otherwise dispose of all manner of real estate, immovables and real rights. To develop, improve, construct, build, repair, alter and equip such real estate holdings as the Company may from time to time possess, under the name of "Chester Holdings Inc."

The capital stock of the company shall consist of 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16103-o Deputy Attorney General.

"Montreal Philatelic Company Ltd."
"Compagnie Philatélique de Montréal Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, conseil en loi du Roi, Jacqueline Bastien, et Louise Héon, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre l'importation, l'exportation et agir comme agents à commission, encanteurs, en gros et en détail, de toutes choses, transactions se rapportant à la science de la philatélie;

Editer et publier des albums, catalogues, périodiques, accessoires, publications relatifs et se rapportant à la science de la philatélie, sous le nom de "Montreal Philatelic Company Ltd." — Compagnie Philatélique de Montréal Ltée, avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16104 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1946, incorporating: Gerald MacPherson Almond, King's Counsel, Jacqueline Bastien and Louise Héon, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the import, export and to act as commission agents, auctioneers, wholesale as well as retail in all matters, transactions pertaining to philatelic stamps;

To edit and publish albums, catalogues, periodicals, furnishings, publications in connection with and pertaining to philatelic stamps, under the name of "Montreal Philatelic Company Ltd." — "Compagnie Philatélique de Montréal Ltée", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of a par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16104-o Deputy Attorney General.

"D. Lamothe Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, commis, et Françoise Séguin, sténographe, fille majeure, tous domiciliés en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, industries et activités de charretiers, expéditeurs, voituriers et transporteurs de marchandises, fret et passagers sur terre, sur l'eau et dans l'air, d'entrepreneurs pour le transport de marchandises, fret et passagers et de l'emmagasinage et l'entreposage de marchandises et fret, gardiens d'anses, gardiens de quais, cours, magasins, entrepôts, hâvres, étales et autres endroits;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et passer des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire des travaux de toutes descriptions et exercer, pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "D. Lamothe Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisée en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16105 L. DESILETS.

"D. Lamothe Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of September, 1946, incorporating: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, clerk, and Françoise Séguin, stenographer, spinster, all residing in the Town of Noranda, in the District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, the businesses, trades and activities of carters, forwarders, carriers and transporters of goods, freight and passengers on land, on water and in the air, contractor for the transportation of goods, freight and passengers, and the storage and warehousing of goods and freight, covekeepers, keepers of wharves, yards, storehouses, warehouses, harbours, stables and other places;

To carry on the business of general contractors and to enter into contracts to construct, execute, own and to works of all description and to carry on for the purposes aforesaid the business of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private, under the name of "D. Lamothe Ltd.", with a total capital stock of \$150,000.00, divided into 1500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the Town of Noranda, in the District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1946.

L. DESILETS,
16105-o Deputy Attorney General.

"Donnell Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce, soit en gros ou en détail, exporter et importer, acheter et vendre des robes, blouses, jupes, pantalons de sport, habits, costumes, gilets, manteaux, foulards, articles de mode, vêtements de sport, sous-vêtements pour bébés, enfants, femmes et demoiselles et vêtements de toutes descriptions pour femmes et enfants;

Manufacturer et faire le commerce, soit en gros et en détail, exporter et importer, acheter et vendre des nouveautés ainsi que des vêtements de sport et vêtements de toutes descriptions pour hommes, sous le nom de "Donnell Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16106 L. DESILETS.

"Donnell Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Fanny Roman, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in, either wholesale or retail, to export and import, buy and sell, infants', children's, women's and misses' dresses, blouses, skirts, slacks, suits, costumes, jackets, coats, scarves, millinery, sportswear, underwear and women's and children's wearing apparel of all descriptions;

To manufacture and deal in either wholesale and retail, to export and import, buy and sell, novelties, as well as men's sportswear and wearing apparel of all descriptions, under the name of "Donnell Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DESILETS,
16106-o Deputy Attorney General.

"D & H Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: David Grobstein, comptable, Harry Grobstein, importateur, et Dame Ethel Cossman Grobstein, ménagère épouse séparée de biens de David Grobstein et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce et importer et exporter des vêtements de toute description pour hommes et femmes;

Etablir, maintenir et diriger un commerce et une agence générale concernant lesdits articles sous le nom de "D & H Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16107

L. DÉSILETS.

"D & H Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1946, incorporating: David Grobstein, accountant, Harry Grobstein importer, and Dame Ethel Cossman Grobstein, housewife, wife separate as to property of David Grobstein, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, deal in and import and export, men's and women's wearing apparel of every description;

To establish, maintain and conduct a jobbing and generally agency business, with regard to the said articles, under the name of "D & H Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16107-0

Deputy Attorney General.

"Edgar Dechene Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Edgar Dechène, marchand de fourrure, Dame Yvonne Déchène Dechène, épouse contractuellement séparée de biens du dit Edgar Dechène, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Marcel Dechène, comptable tous de Château-d'Eau, district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à emmagasiner, nettoyer, altérer, réparer, vendre en gros ou en détail, les fourrures, peau ou vêtements en fourrures; emmagasiner, altérer et réparer les confections et vêtements de toute nature et description; s'occuper de l'élevage des animaux à fourrure et en général s'occuper de toutes choses ayant trait ou se rapportant à la fourrure, sous le nom de "Edgar Dechene Limitée", avec un capital-total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 80, rue St-Joseph, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16108-0

L. DÉSILETS.

"Edgar Dechene Limitée"

Notice is hereby given that, under part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1946, incorporating: Edgar Dechène, furrier, Dame Yvonne Déchène Dechène, wife separate as to property by marriage contract of said Edgar Dechène, and duly authorized by him for the purposes hereof, Marcel Dechène, accountant, all of Château-d'Eau, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the storing, cleaning, alteration, repairing, wholesale or retail selling of furs, pelts or fur garments; to store, alter and repair clothing and garments of every kind and description; to engage in the breeding of fur-bearing animals, and, generally, in anything incidental to or connected with fur, under the name of "Edgar Dechene Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 80 St-Joseph street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16108

Deputy Attorney General.

"Embassy Enterprises Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1946 constituant en corporation: Samuel Kantor, marchand, de la cité d'Outremont, Nathan Weinstein, marchand, Max Weinstein, vendeur Benjamin Kantor, marchand, Louis Orenstein, avocat, et Bernard Diamond, avocat, les cinq derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Embassy Enterprises Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1946, incorporating: Samuel Kantor, Merchant, of the City of Outremont, Nathan Weinstein, Merchant, Max Weinstein, Salesman, Benjamin Kantor, Merchant, Louis Orenstein, Advocate, and Bernard Diamond, advocate, the five latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes d'automobiles, camions, autobus, aéroplanes, motocyclettes, véhicules-moteurs de toutes sortes et descriptions, tracteurs, remorques, machines, radios, moteurs, machinerie, outils, pneus, chambres à air et tous accessoires neufs ou usagés, pièces et outillage ou appareils d'aucune sorte en rapport avec ceux, sous le nom de "Embassy Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2134 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16109

L. DÉSILETS.

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of automobiles, trucks, autobusses, aeroplanes, motorcycles, motor-vehicles of all kinds and descriptions, tractors, trailers, machines, radios, motors, machinery, tools, tires, tubes, and all accessories new or used, parts and equipment or apparatus of any kind used in connection therewith, under the name of "Embassy Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 2134 St. Catherine St. West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16109-o

Deputy Attorney General.

"Eurique Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Edmond-Jean Boissonnault, D-Adjutor Ménard, comptables agréés, Charles-Eugène Laforest, comptable, et Yvon Clermont, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, transformer, acheter, louer, échanger, troquer ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer, importer, exporter et/ou autrement faire commerce de tissus de soie, de rayonne, de nylon, de laine, de coton et de tous produits textiles, de dentelles, d'articles de lingerie, de fourrures, de chaussures et de vêtements de toutes sortes pour hommes, femmes et enfants, d'articles de ménage, de fournitures de bureau, d'ameublements de maison, de bureau, et/ou de magasin, d'articles de toilette, de cosmétiques, de parfums et en général de tous produits de beauté, de montres, de diamants, de pierres précieuses et/ou semi-précieuses, d'articles d'orfèvrerie et de bijouterie, d'articles de quincaillerie, de batteries de cuisine, d'ustensiles de cuisine, de coutelleries, de verreries, d'argenteries, de poteries, de faïenceries et porcelaines, d'objets d'art, d'articles de luxe, d'articles en métal, en minéral, en bois, en cuir, en verre, en plastique en plâtre, en caoutchouc, en cire, en papier et/ou en autres matières semblables, de denrées alimentaires et produits comestibles de toutes sortes, de matières chimiques, d'articles de fantaisie et de nouveauté, de jouets et de bibeloteries, d'instruments de musique, d'instruments et d'appareils électriques, de machineries de toutes sortes, sous le nom de "Eurique Inc.", avec un capital total de \$5,000.00, divisé en 200 actions de \$25,00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16110-o

L. DÉSILETS.

"Eurique Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of September, 1946, incorporating: Edmond-Jean Boissonnault, D-Adjutor Ménard, chartered accountants, Charles-Eugène Laforest, accountant, and Yvon Clermont, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, transform, buy, lease, exchange, barter or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, import, export and/or otherwise deal in silk fabrics, rayon, nylon, wool, cotton and any other textile products, laces, wearing apparel, furs, footwear and clothing of every description for men, women and children, household effects, office supplies, household furniture, office and/or store furniture, toilet requisites, cosmetics, perfume and generally all beauty products, watches, diamonds, precious and/or semi-precious stones, goldware and jewelry, hardware, kitchen batteries, kitchen utensils, cutlery, glassware, silverware, pottery, chinaware and porcelain, works of art, articles of luxury, articles of metal, mineral, wood, leather, glass, plastic, plaster, rubber, wax, paper and/or other similar materials, food products and foodstuffs of all kinds, chemicals, fancy goods and novelties, toys and knick-knacks, musical instruments, electric instruments and appliances, machinery of all kinds, under the name of "Eurique Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 200 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 60 St. James Street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16110

Deputy Attorney General.

"Fairmount Realities Ltd."

"Fairmount Realities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, Howard Weiner, étudiant, Verna Mae Sarjeant et Marie-E. Boutin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1946, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, Howard Weiner student, Verna Mae Sarjeant and Marie-E. Boutin, stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement, des lots de ville, fermes, irameubles et propriétés réelles d'aucune description; prendre, construire, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de ces lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles ou d'aucun intérêt en iceux faire le commerce de toute partie de terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir et en sites à bâtir pour fins commerciales ou autrement, et construire sur iceux pour fins commerciales ou autrement, sous le nom de "Fairmount Realities Ltd."

To acquire by purchase, lease, exchange, concession, or otherwise, city lots, farm lands, real estate, and real property of any description: to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve, or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate, and real property, or any interests therein, to deal with any portion of lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and building sites for commercial purposes, or otherwise, and to build upon same for commercial purposes or otherwise, under the name of "Fairmount Realities Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 40 common shares having a par value of \$100.00 each, and 360 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

Aucune action ou actions de la compagnie ne seront vendues ou transférées par aucun actionnaire à moins et jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie, à leur seule discrétion, aient, par résolution du bureau de direction, approuvé ou autorisé la vente ou le transfert;

No share or shares of the stock of the company shall be sold or transferred by any share holder unless and until the Directors of the company in their sole discretion have, by resolution of the Board, approved or authorized the sale or transfer;

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de septembre 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1946.

L'Assistant-procureur général,
16111 L. DESILETS.

L. DESILETS,
16111-o Deputy Attorney General.

"Farm Equipment Specialties Limited"

"Farm Equipment Specialties Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1946, constituant en corporation: Paul Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Anthony Flynn, comptable et Alexander Killin Coley, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1946, incorporating: Paul Charles Casey, Advocate and King's Counsel of the City of Westmount, Anthony Flynn, Accountant, and Alexander Killin Coley, Secretary both of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre et faire le commerce de moteurs, machinerie outils et instruments de toutes sortes, comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents, des instruments et appareils aratoires et électriques de tous genres;

To manufacture, repair, acquire, buy, sell and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds, including, but without limiting the generality of the foregoing, farm and electric implements and appliances of all types;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie;

To manufacture, purchase, sell and deal in hardware;

Exercer le commerce de fournisseurs et distributeurs de pétrole et produits et sous-produits pétroliers d'aucune sorte et description, sous le nom de "Farm Equipment Specialties Limited", avec un capital total de \$15,000, divisé en cent cinquante actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune

To carry on the business of suppliers and distributors of petroleum and petroleum products and by-products of every kind and description, under the name of "Farm Equipment Specialties Limited", with a total capital stock of \$15,000.00, divided into one hundred and fifty common shares of a par value of \$100.00 each

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal

The head office of the Company will be in the City and District of Montreal

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1946

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1946

L'Assistant-procureur général,
16112 L. DESILETS

L. DESILETS,
16112-o Deputy Attorney General.

"Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de septembre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Castonguay, gérant d'usines, Arthur Duchesne, assistant-gérant général, Banque d'Économie de Québec, tous deux de la cité de Québec, et A.-René Gobeil, ingénieur forestier, de Sillery, tous du district de Québec province de Québec, dans les buts suivants:

Unir et affilier les associations et les clubs de chasse et de pêche de la province de Québec, encourager la fondation et l'organisation de telles associations à travers la province; collaborer avec les autres sociétés pour la conservation du gibier, du poisson et des autres ressources naturelles, sous le nom de "Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16113-o L. DÉSILETS.

"Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Bernard Castonguay, plant manager, Arthur Duchesne, assistant general manager, "Banque d'Économie de Québec", both of the city of Quebec, and A. René Gobeil, forestry engineer, of Sillery, all of the district of Quebec, Province of Québec, for the following purposes:

To unite and affiliate the hunting and fishing associations and clubs of the Province of Quebec. To encourage the foundation and organization of such associations throughout the province; collaborate with other societies for the preservation of game, fish and other natural resources under the name of "Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of, Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16113 Deputy Attorney General.

**"Fort Chimo Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Edward Philip Tilley, George Reith Mackie, procureurs, et Emma Pearl King, secrétaire, tous de la cité de Toronto, dans le comté de York, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Fort Chimo Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000, d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16114 L. DÉSILETS.

**"Fort Chimo Mines Limited"
(No personal liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Edward Philip Tilley, George Reith Mackie, solicitors, and Emma Pearl King, secretary, all of the City of Toronto, in the County of York, Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Fort Chimo Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16114-o Deputy Attorney General.

"Gareau-Perrault Motors Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

"Gareau-Perrault Motors Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1946, constituant en corporations: Paul Perrault, vendeur, Bernard Diamond, avocat, et Marcel Gareau, manufacturier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes d'automobiles, camions, autobus, aéroplanes, motocyclettes, véhicules-moteurs de toutes sortes et descriptions, tracteurs, remorques, machines, radios, moteurs, machinerie, outils pneumatiques, chambres à air et tous accessoires, neufs ou usagés, pièces et outillage ou appareils de toute sorte utilisés en rapport avec ceux, sous le nom de "Gareau-Perrault Motors Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général.

16115

L. DESILETS.

Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the tenth day of September, 1946, incorporating: Paul Perrault, salesman, Bernard Diamond, advocate, and Marcel Gareau, manufacturer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of automobiles, trucks, autobuses, aeroplanes, motorcycles, motor-vehicles of all kinds and descriptions, tractors, trailers, machines, radios, motors, machinery, tools, tires, tubes and all accessories new or used, parts and equipment or apparatus of any kind used in connection therewith under the name of "Gareau-Perrault Motors Ltd.", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at St. Jerome, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of September, 1946

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

16115-o

"George Klein Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce de lainages, coton, soieries, teile, plastiques et pellicules plastiques; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements pour hommes, dames et enfants, ainsi que des nouveautés, jouets, vêtements de sport, uniformes, produits faits en plastique et pellicules plastiques; produits imperméables, coiffeurs, accessoires de maison, sous-vêtements, chaussures, robes de bain, robes de chambre, robes et chemises de nuit, sous le nom de "George Klein Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général.

16116

L. DESILETS.

"George Klein Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1946, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, advocates and Max Padber, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in and with woollens, cottons, silks, linens, plastics and film plastics; to carry on the business of manufacturing, buying and selling, clothing whether men's, ladies' or children's, as well as novelties, toys, sportswear, uniforms, products made of plastics and film plastics; waterproof products, head-wear, household accessories, underwear, footwear, bathrobes, dressing gowns, jackets and nightwear, under the name of "Georges Klein Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

16116-o

"Hill Express Depot Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Roger Lacoste, Conseil en Loi du Roi, Paul Gelin, avocats, de la cité d'Outremont, et Julien Latendresse, gérant, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Construire et opérer un vaste entrepôt dans la cité de Montréal, afin d'y entreposer les mar-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1946, incorporating: Roger Lacoste, King's Counsel, Paul Gelin, advocates, of the city of Outremont, and Julien Latendresse, manager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct and operate a large warehouse in the city of Montreal, for the storing of mer-

chandises destinées ou devant être transportées hors de Montréal, dans la Province de Québec ou dans la Province d'Ontario, et à cette fin, avoir les pouvoirs suivants:

Faire affaires comme voituriers, garagistes et entrepositaires;

Posséder autobus, automobiles, camions et autres véhicules et leurs accessoires et en faire le commerce et la location;

Exploiter terminus, entrepôts, postes de stationnement, garages et ateliers de réparations, et débits d'essence, sous le nom de "Hill Express Depot Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16117-o

L. DÉSILETS.

"Hy Cooper Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Lillian Steinhouse, dessinatrice, fille majeure, Morris Steinhouse, marchand, Hyman Cooper, manufacturier, et Dame Sylvia Miller Cooper, ménagère, épouse séparée de biens de Hyman Cooper et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de "Hy Cooper Reg'd."

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des tuniques, jupes, gilets et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, des robes, costumes, manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements d'aucune description quelconque pour femmes;

Exercer le commerce de négociants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus de toute description quelconque, et à cette fin, faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Hy Cooper Inc."

Le capital de la compagnie consistera en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Qu'aucune action du capital de la compagnie ne sera transférée sans l'approbation des directeurs de la compagnie attestée par une résolution du bureau de direction;

Que le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1946.

L'Assistant procureur général,

16118

L. DÉSILETS.

"Imprimerie St-Eustache Ltée"
"St-Eustache Printing Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1946, constituant

chandise destined for shipment or to be shipped out of Montreal, in the Province of Quebec or in the Province of Ontario, and for such purpose to be empowered as follows:

To carry on business as carters, garage-keepers and warehousemen;

To own autobusses, automobiles, trucks and other vehicles and their accessories and to deal in and rent the same;

To operate terminals warehouses, parking grounds, garages and repair shops and service stations, under the name of "Hill Express Depot Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16117

Deputy Attorney General.

"Hy Cooper Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1946, incorporating: Lillian Steinhouse, designer, fille majeure, Morris Steinhouse, merchant, Hyman Cooper, manufacturer, and Dame Sylvia Miller Cooper, housewife, wife separate as to property of Hyman Cooper, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of "Hy Cooper Reg'd".

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woolsens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same, under the name of "Hy Cooper Inc."

The capital stock of the Company shall consist of 100 common shares of a par value of \$100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

That no shares of the capital stock of the company shall be transferred without the approval of the directors of the company evidenced by a resolution of the Board of Directors;

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney, General, this twenty-sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16118-o

Deputy Attorney General.

"Imprimerie St-Eustache Ltée"
"St-Eustache Printing Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Jean Trudel.

en corporation: Jean Trudel, Eugène Simard, avocats, conseils en loi du Roi, Marcel Côté, notaire, tous trois de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre, exercer, exploiter tout commerce et toute industrie se rapportant aux arts graphiques, en particulier l'industrie et le commerce en gros et en détail d'imprimerie, de reliure, de réglage, de gravure, de lithogravure, de photogravure, de rotogravure, de librairie, de papeterie.

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, les machines, presses, caractères, appareils, ustensiles, outils, pièces, instruments, accessoires employés dans le commerce et l'industrie se rapportant aux arts graphiques.

Acheter, vendre, importer, exporter, publier, distribuer en gros et en détail des journaux, revues, livres, pamphlets, circulaires, catalogues, calendriers, étiquettes, gravures, enseignes, cartes de montre, images, illustrations, ayant caractère littéraire, scientifique, technique ou artistique, sous le nom de "Imprimerie St-Eustache Ltée" "St-Eustache Printing Limited", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général.

16119-o

L. DÉSILETS.

"Inbro Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Joyce Seltzer, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Horn, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, manifester, exercer l'industrie et le commerce comme marchands en gros et en détail de coton, toile, flanelle, lainages, étoffes, soieries, rayons et autres tissus textiles, marchandises caoutchoutées, articles en cuir et en caoutchouc, fourrures, marchandises imperméables, vêtements, cellulose, cellulofide, plastiques, cuir artificiel, courroies; exercer le commerce qui consiste à manifester, acheter et vendre les articles ci-dessus, ainsi que celui qui consiste à les teindre, préparer, garnir et traier; manifester, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, vêtements de toute description pour hommes, dames et enfants, de mercerie, fouritures, gants, mitaines, chaussures, pantoufles, coiffures, articles en caoutchouc, garnitures, nouveautés, ornements bijouterie, montres, horloges, papeterie et ferronnerie, sous le nom de "Inbro Incorporated".

Le capital autorisé et souscrit de la compagnie est de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16120

L. DÉSILETS.

Eugène Simard, advocates, both King's Counsel, Marcel Côté, notary, all three of the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, carry on and engage in any business or industry connected with graphic arts, and in particular the trade and business of wholesale and retail printing, binding, ruling, engraving, lithographing, photoengraving, rotogravure, stationery and paper;

To manufacture, buy, sell, import, export machines, presses, type, apparatus, utensils, tools, parts, instruments, accessories used in the business and industry connected with graphic arts;

To buy, sell, import, export, publish, distribute, wholesale and retail, newspapers, reviews, books, pamphlets, circulars, catalogues, calendars, labels, engravings, signs, display cards, pictures, illustrations, of a literary, scientific, technical or artistic nature, under the name of "Imprimerie St-Eustache Ltée" "St-Eustache Printing Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Inbro Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1946, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Joyce Seltzer, secretary spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Ruth Horn, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, manufacture, to carry on the trade and business as wholesale and retail merchants of cottons, linens, flannels, woollens, cloths, silks, rayons and other fabric textures, rubberized goods, leather and rubber goods, furs, waterproof goods, clothing, cellulose, celluloid, plastic, artificial leather, beltings; to carry on the business of manufacturing, buying and selling the above, as well as dyeing, dressing, trimming and processing of same; to manufacture, buy, sell, import, export and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves, mitts, shoes, slippers, head-gear, rubber goods, trimmings, novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, under the name of "Inbro Incorporated".

The authorized and subscribed capital of the company is \$50,000.00 divided into 250 shares of common stock of a par value of \$100.00 each and 250 shares of preferred stock of a par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16120-o

"Jackson Boat Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, avocats, et Verna Mae Sarjeant, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, dessinateurs et entrepreneurs en construction, marchands, locateurs, réparateurs, conditionneurs, nettoyeurs et entreposeurs de bateaux de vitesse, bateaux à force motrice, bateaux à moteur, barques, navires, vaisseaux et bateaux de toute description ou genre et mûs de quelque manière que ce soit, avions, vaisseaux aériens et choses semblables, aéroplanes et vaisseaux aériens de toutes sortes, automobiles, chars à moteur, motocyclettes, moteurs à combustion interne et véhicules de toutes sortes, soit mûs par une force motrice mécanique ou non et soit pour utilisation sur l'eau, sur terre ou dans l'air, et toute machinerie, instruments, ustensiles, dispositifs, instruments, machineries, appareils, lubrifiants, ciment, solutions, émaux et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux ou dans la fabrication, l'entretien ou le travail d'iceux, sous le nom de "Jackson Boat Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16121

L. DÉSILETS.

"Jano Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce, soit en gros ou en détail, exporter et importer, acheter et vendre des robes, blouses, jupes, pantalons de sport, habits, costumes, tuniques, manteaux, foulards, articles de mode, vêtements de sports, sous-vêtements pour femmes, demoiselles et enfants et vêtements de toutes descriptions pour femmes;

Manufacturer et faire le commerce, soit en gros ou en détail, exporter et importer, acheter et vendre des vêtements de sport et habits de toutes descriptions pour hommes, sous le nom de "Jano Inc."

Le montant du capital de la compagnie est de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées et en 200 actions ordinaires, les deux catégories d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16122

L. DÉSILETS.

"Jackson Boat Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Hyman Eric Feigelson, advocates, and Verna Mae Sarjeant, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of builders, designers and constructors, dealers in, hirers, repairers, conditioners, cleaners and storers of speed-boats, power-boats, motor-boats, launches, ships, vessels, and craft of every description or class and howsoever propelled, marine, aircraft, airships, and the like, aeroplanes and aircraft of all kinds, automobiles, motor-cars, motor-cycles, internal combustion engines, and vehicles of all kinds whether moved by mechanical power, or not, and whether for use on water, land or in the air, and all machinery, implements, utensils, appliances, instruments, gear, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance, or working thereof, under the name of "Jackson Boat Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16121-o

Deputy Attorney General.

"Jano Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, Advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, Advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Fanny Roman, Secretary, Spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To manufacture and deal in, either wholesale or retail, to export and import, buy and sell, women's, misses' and children's dresses, blouses, skirts, slacks, suits, costumes, jackets, coats, scarves, millinery, sportswear, underwear and women's wearing apparel of all descriptions;

To manufacture and deal in either wholesale and retail, to export and import, buy and sell, men's sportswear and wearing apparel of all descriptions, under the name of "Jano Inc."

The amount of the capital stock of the Company is \$40,000.00, divided into 200 preferred shares and 200 common shares, both of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16122-o

Deputy Attorney General.

**"La Cie de Bois A. Z. Limitée"
"A. Z. Lumber Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Arthur Zappa, commerçant de bois, Dame Marguerite Feeny Zappa, épouse contractuellement séparée de biens de Arthur Zappa, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, Emile-Gérard Durocher, voyageur de commerce, Joseph-Apolda, Durocher, bourgeois, tous deux d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'opérations forestières, marchand de bois de charpente, propriétaire de scieries et de pourvoyeurs et marchands de victuailles, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter, et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes, dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets du bois.

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "La Cie de Bois A. Z. Limitée" "A. Z. Lumber Company Limited", avec un capital-total de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au No 2127, rue Desjardins, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16123-o L. DÉSILETS.

**"La Cie de Bois A. Z. Limitée"
"A. Z. Lumber Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Arthur Zappa lumber merchant, Dame Marguerite Feeny Zappa, wife separate as to property by marriage contract of Arthur Zappa, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, Emile Gérard Durocher, commercial traveller, Joseph-Apolda Durocher, bourgeois, both of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering operations, lumber merchants, saw-mill owners, and victual dealer, and purchase, prepare for the market, manufacture, import, export and deal in timber and lumber of every kind and to manufacture and deal in any kind of articles in the making whereof timber or lumber is used and any articles capable of being made of or extracted from wood or wood-waste;

To carry on generally in all the specialties thereof, the business of general builders and contractors, under the name of "La Cie de Bois A. Z. Limitée" "A. Z. Lumber Company Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 2127 Desjardins street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16123 Deputy Attorney General.

"La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Albert Houde, commerçant, Albert Royer, manufacturier, Léon Lussier, boulanger, Alphonse Brière, cuisinier, Validor Marcoux, forgeron, Paul Fontaine, garagiste, et Omer Fortin, marchand, tous de St-Gérard-de-Wolfe, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acquérir, posséder, louer, exploiter, vendre, échanger des terrains, des bâtisses de toutes sortes, des résidences privées, des maisons de rapport et des propriétés immobilières en général, agir comme agent d'immeubles, le tout pour fins d'établissement à St-Gérard de Wolfe et ailleurs dans le Comté de Wolfe et dans la Province de Québec, d'industries, manufactures, ateliers et usines de toutes sortes;

Activer par tous moyens légaux le progrès et le développement de St-Gérard et du Comté de Wolfe, au point de vue industriel, commercial, économique, social et culturel, sous le nom de "La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 5,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gérard-de-Wolfe, dans le district de Saint-François.

"La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of August, 1946, incorporating: Albert Houde, trader, Albert Royer, manufacturer, Léon Lussier, baker, Alphonse Brière, cook, Validor Marcoux, blacksmith, Paul Fontaine, garage-keeper, and Omer Fortin, merchant, all of St-Gérard-de-Wolfe, district of St-François, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, acquire, own, lease, operate, sell, exchange lots of land, buildings of all kinds, private residences, apartment houses and immovable properties in general, to act as real estate agent, in all for the purpose of establishing at St-Gérard de Wolfe and elsewhere in the County of Wolfe and in the Province of Quebec, industries, factories, shops and plants of all kinds;

To stimulate by all legal means the progress and development of St-Gérard and the County of Wolfe, from an industrial, commercial, economic, social and cultural viewpoint, under the name of "La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Gérard-de-Wolfe, in the district of Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16124-0 L. DÉSILETS.

**"La Compagnie d'Importation Valleyfield
Limitée"
"Valleyfield Import Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph Cousineau, Wilfrid Daignault, Joseph-Henri Latour, Edgard Vallée, Rosario Léger, tous marchands et Dame Sophranie Laniel, veuve non remariée de M. Adélard Monette, marchande tous de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, dans toutes ses spécialités, le commerce d'épiciers, en gros, faire dans toutes ses spécialités le commerce de fruitiers en gros, soit comme mandants, soit comme agents, à commission, par consignation ou autrement;

Acquérir et obtenir à titre d'industrie en exploitation le commerce d'épicier et fruitier en gros maintenant exercé dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, province de Québec, sous le nom de "La Compagnie d'Importation Valleyfield" — Valleyfield Import Company".

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "La Compagnie d'Importation Valleyfield Limitée" — Valleyfield Import Company Limited."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16125-0 L. DÉSILETS.

"Laiterie Montmagny Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Yvon Dugré, beurrier, Bertrand Turcotte, agronome, tous deux de Montmagny, et J.-Arthur Turcotte, homme d'affaires, de St-Léonard, tous du district de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, sous toutes formes, en gros et en détail, à titre de manufacturier, de fabricant, travailleur, entreposeur, acheteur, vendeur, exportateur, importateur, agent, agent à commission, courtier, distributeur, représentant, le commerce, l'industrie et le négoce, des objets suivants:

Le lait et ses sous-produits, tels que le beurre, la crème, le fromage, la crème à la glace, le lait pasteurisé, le lait stérilisé, le lait condensé, le lait en poudre, le lait évaporé et tous les produits du lait ou à base de lait ou dans la composition desquels entre le lait ou les ingrédients du lait;

Empaqueter du beurre, du fromage, de la crème à la glace et tous autres produits de la ferme sous toutes formes et en tous récipients quelconques pour distribution, entreposage ou exportation;

Acheter des animaux, en faire l'élevage, en faire commerce, ainsi que le commerce des sous-produits des dits animaux et leurs dérivés, tel que

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16124 Deputy Attorney General.

**"La Compagnie d'Importation Valleyfield
Limitée"
"Valleyfield Import Company Limited"**

Notice is hereby given that, under part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1946, incorporating: Joseph Cousineau, Wilfrid Daignault, Joseph-Henri Latour, Edgar Vallée, Rosario Léger, all merchants, and Dame Sophranie Laniel, unmarried widow of Mr. Adélard Monette, merchant, all of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale grocery business in all the specialties thereof, carry on the wholesale fruit business, whether as principals or as agents, on commission, consignment or otherwise;

To acquire and secure, as a going concern, the wholesale grocery and fruit business actually carried on in the city of Salaberry-de-Valleyfield, Province of Quebec, under the name of "La Compagnie d'Importation Valleyfield" — Valleyfield Import Company".

The corporate name of the present company is: "La Compagnie d'Importation Valleyfield Limitée" — Valleyfield Import Company Limited."

The amount of the company's capital stock will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16125 Deputy Attorney General.

"Laiterie Montmagny Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1946, incorporating: Yvon Dugré, butter-maker, Bertrand Turcotte, agronomist, both of Montmagny, and J.-Arthur Turcotte, businessman, of St-Léonard, all of the district of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, under all forms, wholesale and retail, as manufacturer, maker, worker, warehouseman, buyer, seller, exporter, importer, agent, commission agent, broker, distributor, representative, the business, industry of and trading in the following:

Milk and its by-products, such as butter, cream, cheese, ice cream, pasteurized, sterilized, condensed, powdered, evaporated milk and all milk products or products having a milk basis, or, in the composition whereof milk or milk ingredients may enter;

To pack butter, cheese, ice-cream and any other farm products, under all forms and in any containers whatsoever, for distribution, storage or exportation;

To buy livestock, engage in the breeding and trading thereof, and also deal in the by-products of said livestock and the derivatives thereof

le commerce de vendre du lait, vendre de la viande, vendre des peaux, vendre des œufs, et ainsi de suite non limitativement, sous le nom de "Laiterie Montmagny Inc."

Le capital-actions de la compagnie se partagera comme suit: "Classe A": comprenant 180 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50.00 chacune. "Classe B": comprenant 310 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16126-o

L. DÉSILETS.

such as the sale of milk, meat, pelts, eggs and so on, without any limitation, under the name of "Laiterie Montmagny Inc."

The capital stock of the company will be divided as follows: Class "A": comprising 180 common shares of a par value of \$50 each, Class "B": comprising 310 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16126

Deputy Attorney General.

"L'Auberge des Monts Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Napoléon Beaudet, avocat, de Charlesbourg, Wilbrod Bherer, avocat, Jacques Juneau, étudiant, tous deux de la cité de Québec, tous du district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme hôtelier, et à cette fin, être possesseur ou propriétaire d'une ou plusieurs hôtelleries, opérer tous commerces ou procurer tous services nécessaires ou utiles au confort et l'agrément du public voyageur ou sportif, sous le nom de "L'Auberge des Monts Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en deux cents actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Beauport, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16127-o

L. DÉSILETS.

"L'Auberge des Monts Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1946, incorporating: Napoléon Beaudet, advocate, of Charlesbourg, Wilbrod Bherer, advocate, Jacques Juneau, student, both of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as hotel-keeper, and for such purpose, to own or be proprietor of any or several hotels, to operate any business or provide any services which may be necessary or useful for the comfort and pleasure of the travelling or sportive public, under the name of "L'Auberge des Monts Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into two hundred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Beauport, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16127

Deputy Attorney General.

"L'Avenir de Mégantic, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Antonio Bédard, rentier, Henri Audet, agent, Philippe Brulotte, employé civil, Alcide Dupuis, Henri Ouellette et Fernand Ouellette, journaliers, Ernest Beaudoin, menuisier, et Paul Laporte, commis, tous de Lac Mégantic, district de Saint-François, Province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir dans les limites de la Ville de Mégantic, un projet de construction, de réparation ou d'entretien de maisons d'habitation devant servir à loger les militaires vétérans qui ont servi dans les forces armées de Sa Majesté pendant les deux dernières grandes guerres, que ce soit dans l'armée, dans la marine ou dans l'aviation, sous le nom de "L'Avenir de Mégantic, Limitée."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$20,000.00, divisé en 200 actions communes ayant une valeur nominale de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Mégantic, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16128-o

L. DÉSILETS.

"L'Avenir de Mégantic, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Antonio Bédard, annuitant, Henri Audet, agent, Philippe Brulotte, civil servant, Alcide Dupuis, Henri Ouellette and Fernand Ouellette, laborers, Ernest Beaudoin, joiner, and Paul Laporte, clerk, all of Lake Mégantic, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote within the limits of the Town of Mégantic, a project for building, repairing or maintaining dwelling houses to be used to lodge veterans who served with His Majesty's armed forces during the two last great wars, whether in the army, the navy or the airforce, under the name of "L'Avenir de Mégantic, Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$20,000 divided into 200 common shares having a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Mégantic, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16128

Deputy Attorney General.

"La Visonnière de Laterrière Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onzième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Arnold Schoch, Jean-Baptiste Claveau et Peter Schoch, éleveurs, tous de la paroisse de Laterrière, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

S'engager principalement dans l'industrie de l'élevage du vison et aussi de tous animaux à fourrure et autres ou de tout élevage servant ou connexe à cette industrie, sous le nom de "La Visonnière de Laterrière Ltée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Laterrière, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16129-o L. DÉSILETS.

"La Visonnière de Laterrière Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of September, 1946, incorporating: Arnold Schoch, Jean-Baptiste Claveau and Peter Schoch, breeders, all of the parish of Laterrière, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage mainly in the breeding of mink and also any fur-bearing or other animals and any breeding connected with or useful to the said industry, under the name of "La Visonnière de Laterrière Ltée", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Laterrière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16129 Deputy Attorney General.

**"Les Epiceries Coronet Ltée"
"Coronet Groceries Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuvième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Louis-Philippe Lalonde, vendeur, Dame Pauline Frécault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Lalonde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Joseph-Eugène Tessier, courtier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, vendre, importer et faire commerce comme principaux ou comme agents, de toutes espèces d'effets, d'articles, de marchandises, manufacturés ou non manufacturés se rattachant au commerce d'épicerie en gros et en détail, sous le nom de "Les Epiceries Coronet Ltée — Coronet Groceries Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé comme suit:

400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$14,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16130-o L. DÉSILETS.

**"Les Epiceries Coronet Ltée"
"Coronet Groceries Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of September, 1946, incorporating: Louis-Philippe Lalonde, salesman, Dame Pauline Frécault, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Louis-Philippe Lalonde, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Joseph Eugène Tessier, broker, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, sell, import and deal, as principals or agents, in all kinds of goods, wares and merchandise, whether manufactured or otherwise, connected with the wholesale and retail grocery business, under the name of "Les Epiceries Coronet Ltée — Coronet Groceries Ltd."

The capital stock of the company is divided as follows:

400 preferred shares of a par value of \$100 each, and 2,000 common shares without nominal value, and the amount with which the company will begin its business shall not be less than \$14,000.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16130 Deputy Attorney General.

"Les Meubliers Canadiens Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Pierre Laporte, avocat, Jean-Jacques Beauchamp, meublier, et René Laporte, médecin, tous des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants:

"Les Meubliers Canadiens Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating: Pierre Laporte, advocate, Jean-Jacques Beauchamp, furniture maker and dealer, and René Laporte, physician, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Fabriquer en tout ou en partie, vendre ou autrement faire le commerce des meubles neufs en bois, recouverts ou non, en gros ou en détail; Acheter, vendre, transformer, capitonner, recouvrir, réparer ou autrement faire le commerce des meubles usagés, en bois, ou en bois et en métal, sous le nom de "Les Meubliers Canadiens Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$45,000.00 divisé en 4,500 actions de \$10.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$25,000.00, divisée en 2,500 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16131-o L. DÉSILETS.

To manufacture in whole or in part, sell or otherwise deal in new wooden furniture whether covered or not, wholesale and retail;

To buy, sell, transform, stuff, recover, repair or otherwise deal in used furniture, whether in wood or wood and metal, under the name of "Les Meubliers Canadiens Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$45,000, divided into 4,500 shares of \$10 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16131 Deputy Attorney General.

"L'Industrie Linière Salaberry Limitée"
"Salaberry Linen Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Raymond Guindon, fonctionnaire, Albert Leblanc, avocat, Jean-Claude Lefebvre, journaliste, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, Province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir, exploiter, diriger, surveiller, gérer et généralement exercer et entreprendre les commerces, industries et activités qui consistent à manufacturer, détenir, emmagasiner, entreposer, traiter, nettoyer, carder, finir, blanchir, teindre, imprimer, tisser, filer, doubler, tricoter, crocheter, mailer, gaufrir, colorier, brider, repousser, préparer, adapter, composer, convertir, manipuler, le lin, le mélanger à d'autres fibres textiles;

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement négocier, importer, exporter, faire le commerce en gros et en détail, distribuer, toutes sortes de textiles, tissus, étoffes, habits et vêtements de lin ou tissus dans la composition desquels le lin peut entrer, sous le nom de "L'Industrie Linière Salaberry Limitée" "Salaberry Linen Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 1600 actions de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16132-o L. DÉSILETS.

"L'Industrie Linière Salaberry Limitée"
"Salaberry Linen Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1946, incorporating: Raymond Guindon, employee, Albert Leblanc, advocate, Jean-Claude Lefebvre, journalist, all three of Salaberry-de-Valleyfield, in the district of Beauharnois, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, operate, direct, supervise, manage and in general carry on and undertake the businesses, industries and activities which consist in manufacturing, holding, storing, warehousing, treating, cleaning, carding, finishing, bleaching, dyeing, printing, weaving, spinning, plaiting, knitting, looping, netting, crimping, coloring, binding, sorting, preparing, adapting, compounding, converting and handling linen, and to combine it with other fibrous textiles;

To buy or otherwise acquire, sell or otherwise trade in, import, export, deal wholesale and retail in, distribute all kinds linen textiles, fabrics, cloth, garments and wearing apparel or fabrics in the composition of which linen may enter, under the name of "L'Industrie Linière Salaberry Limitée" "Salaberry Linen Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16132 Deputy Attorney General.

"Lindys Recreation Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1946 constituant en corporation sans capital-actions: Hyman Michaels et Harvey Shapiro, marchands, et Jack Michaels, constructeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Former une association ou un club dans un but de récréation et de délassement du corps et de l'esprit de ses membres;

"Lindys Recreation Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1946, incorporating without share capital: Hyman Michaels and Harvey Shapiro, merchants, and Jack Michaels, builder, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To form an Association or Club for the recreation and relation of the body and mind of its members;

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux d'argent, jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, le tout en contravention du code criminel et que la compagnie n'est pas autorisée à obtenir ou détenir un permis de club accordé par la Commission des liqueurs de Québec, sous le nom de "Lindys Recreation Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de quinze mille dollars (\$15,000).

Le siège social de la corporation sera en les cités et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16133 L. DÉSILETS.

The powers granted must not be interpreted as permitting games for money, games of chance or mixed games of chance and skill, the whole in contravention to the Criminal Code and that the Company is not authorized to obtain or retain a permit of Club granted by the Quebec Liquor Commission, under the name of "Lindys Recreation Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifteen thousand (\$15,000.00) dollars.

The head office of the Corporation will be held at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16133-c Deputy Attorney General.

"Martin Sales Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Mortimer Winfield, avocats, et Made-moiselle Sarah Miller, sténographe, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de textiles, vêtements, machinerie, meubles, chaussures et crêpins, ferronnerie, outillage et accessoires mécaniques et électriques, métaux, produits chimiques, denrées alimentaires, bijouterie, nouveautés, cuir et produits du cuir, papier et enduit mural, matières plastiques, articles de maison, matériaux de construction, bois de construction et produits du bois, caoutchouc et produits en caoutchouc, verrerie et produits en fer et en acier; exercer un commerce général d'exportation et d'importation se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Martin Sales Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16134 L. DÉSILETS.

"Martin Sales Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1946, incorporating: Samuel David Rudenko, Mortimer Winfield, Advocates, and Miss Sarah Miller, Stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in textiles, wearing apparel, machinery, furniture, shoes and shoe findings, hardware, mechanical and electrical equipment and supplies, metals, chemicals, food products, jewellery, novelties, leather and leather products, paper and paper-board, plastic materials, household wares, building equipment, lumber and products of wood, rubber and rubber products, glassware and iron and steel products; and to carry on a general exporting and importing business in connection with the business of the Company, under the name of "Martin Sales Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montréal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16134-o Deputy Attorney General.

"Miners' and Drillers' Supply Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juillet 1946 constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Louis-Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, courtiers ou agents à commission de toutes sortes d'accessoires et outillage pour mineurs, entrepreneurs et foreurs, machinerie, moteurs, accessoires, outillage électrique, instruments et appareils scientifiques, camions, automobiles, machi-

"Miners' and Drillers' Supply Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1946, incorporating: René Chênevert, Barrister, of the City of Westmount, Louis-Philippe Lortie, Accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, Stenographer, Spinster, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dealer, importer, exporter, wholesaler, retailer, broker or commission agent, in all kinds of miners', contractors' and drillers' supplies and equipment, machinery, motors, accessories, electrical equipment, scientific instruments and appliances, trucks, automobiles, road building machinery and equip-

nerie et outillage pour la construction de chemins, aéroplanes, bateaux, remorqueurs, allèges, minéraux, produits chimiques et produits connexes, sous le nom de "Miners' and Drillers' Supply Company Ltd."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar chacune.

La partie du capital qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille dollars divisée en cinq mille actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
16135 L. DÉSILETS.

"Mines Electrical Service Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, commis, et Françoise Séguin, sténographe, fille majeure, tous de la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et d'entrepreneurs;

Manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce de machinerie électrique de toutes catégories et descriptions, manufacturer et faire le commerce de moteurs électriques, dynamos et autres machines électriques, dispositifs et usines, sous le nom de "Mines Electrical Service Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16136 L. DÉSILETS.

"Montmorency Birch Square Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Téléphore Duclos, Rosario Duclos, Gérard Crépeault, de St-Tite-des-Caps, Lorne G. Power et Jean Papillon, de la cité de Québec, tous commerçants de bois, du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de bois, de manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de produits de bois, articles et marchandises et de commercer sur ces dits produits, et spécialement toutes opérations de quelque façon reliées avec le commerce ou l'industrie du bois, sous le nom de "Montmorency Birch Square Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16137-0 L. DÉSILETS.

ment, aéroplanes, boats, tugs, lighters, minerals, chemicals and allied products, under the name of: "Miners' and Drillers' Supply Company Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$60,000.00, divided into 10,000 common shares of the par value of one dollar each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is fifty thousand dollars divided into five thousand shares of ten dollars each.

The head office of the Company will be at Ste-Agathe-des-Monts, County of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
16135-o Deputy Attorney General.

"Mines Electrical Service Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1946, incorporating: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, clerk, and Françoise Séguin, stenographer, spinster, all of the Town of Noranda, in the District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of electricians and contractors;

To manufacture, buy and sell, import and export and generally deal in electrical machinery of all classes and descriptions, to manufacture and deal in electric motors, dynamos and other electrical machinery, appliances and plants, under the name of "Mines Electrical Service Company Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the Town of Noranda, in the District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16136-o Deputy Attorney General.

"Montmorency Birch Square Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1946, incorporating: Téléphore Duclos, Rosario Duclos, Gérard Crépeault, of St-Tite-des-Caps, Lorne G. Power and Jean Papillon, of the city of Quebec, all lumber merchants of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business, manufacture, purchase, sell, import and export all kinds of wooden products, wares and merchandise, and to deal in said products, and especially, to carry on any business in any way connected with the lumber business or trade, under the name of "Montmorency Birch Square Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"National Accessories Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1946, constituant en corporation: Robert Stewart Willis, étudiant en droit, Ethel Mae McGovern, secrétaire, veuve, John William Loudon, vendeur, tous de la cité de Montréal, et Kathleen Dorothy Kierans, secrétaire, fille majeure, de la cité de Westmount, et William Edward White, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre le commerce général de négoce, d'importation et d'exportation présentement exercé par William Edward White de la cité d'Outremont, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les nom et raison sociale de National Accessories Company Reg'd.;

Importer, exporter, manufacturer, acheter vendre et faire le commerce d'articles, objets, marchandises et produits naturels pour consommateurs, sous le nom de "National Accessories Company Limited".

Le capital de la compagnie consistera en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$2,000.

Et il est ordonné et déclaré que:

Aucune action ou actions du capital de la compagnie ne seront vendues ou transférées par aucun actionnaire à moins et jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie, à leur seule discrétion, aient, par résolution du bureau de direction, approuvé ou autorisé la vente ou ce transfert;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix (10);

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16138 L. DESILETS.

"National Accessories Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1946, incorporating: Robert Stewart Willis, student-at-law, Ethel Mae McGovern, secretary, widow, John William Loudon, salesman, all of the city of Montreal, and Kathleen Dorothy Kierans, secretary, spinster, of the city of Westmount, and William Edward White salesman, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over the general trading, importing, and exporting business now carried on by William Edward White, of the city of Outremont, in the County of Hochelaga, district of Montreal, under the firm name and style of National Accessories Company Reg'd.;

To import, export, manufacture, buy, sell, and deal in consumers' goods, wares, merchandise, and natural products, under the name of "National Accessories Company Limited".

The capital stock of the company shall consist of 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 200 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$2,000.00.

And it is hereby ordained and declared that:

No share or shares in the stock of the company shall be sold or transferred by any shareholder unless and until the Directors of the company in their sole discretion have by resolution of the Board approved or authorized the sale or such transfer;

The number of shareholders of the company shall be limited to ten (10).

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1946.

L. DESILETS,
16138-0 Deputy Attorney General.

"Norwegian Woodcraft Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1946, constituant en corporation: Timothy Patrick Slattery, avocat, Kathleen Mackenzie, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jeannette Bissonnette, sténographe, fille majeure de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir et prendre comme une industrie en exploitation le commerce et l'entreprise ci-devant exercé en la cité de Montréal et ailleurs de Finn Hylland et Arthur Olsen, entrepreneurs des cité et district de Montréal et y exerçant le commerce en société sous la raison sociale de "The Norwegian Woodcraft Reg'd." avec tous ou aucun des biens et dettes d'icelle et la payer en actions entièrement acquittées ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et celui d'immeubles dans toutes ses spécialités et passer des contrats, construire, exécuter, posséder, dessiner, faire, installer, mo-

"Norwegian Woodcraft Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1946, incorporating: Timothy Patrick Slattery, advocate, Kathleen Mackenzie, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Jeannette Bissonnette, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over, as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the city of Montreal and elsewhere of Finn Hylland and Arthur Olsen, contractors of the city and district of Montreal, and therein doing business in partnership under the firm name of "The Norwegian Woodcraft Reg'd." with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for the same in fully paid shares or in bonds, debentures or other securities of the company;

To carry on the business of general contractors and builders and of real estate in all its branches and to enter into contracts for, construct, execute, own, design, carry out, equip, alter, repair.

difier, réparer, améliorer, décorer, remodeler, travailler, développer, meubler, entretenir, démolir, administrer, gérer, contrôler, acheter ou autrement acquérir, échanger, arrenter, louer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer, comme mandants et/ou comme agents, de travaux publics et privés, bâtisses, résidences, maisons, cottages, logements, appartements, bureaux, manufactures, entrepôts, hôtels, boutiques, théâtres, navires, vaisseaux et bateaux d'aucune nature, terrains, concessions forestières, immeubles et propriétés réelles ou tous intérêts et droits en ceux, comprenant des hypothèques et nantissements et tous droits et privilèges s'y rapportant;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs, commerçants, distributeurs, manufacturiers, entrepreneurs, agents, opérateurs de moulins de bois de charpente et bois de toutes sortes, d'articles de toutes sortes dans lesquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets du bois, leurs substituts, produits et sous-produits, toutes choses s'y rapportant et leurs accessoires, sous le nom de "Norwegian Woodcraft Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,500 actions d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,

16139

L. DÉSILETS.

improve, decorate, remodel, work, develop, furnish, maintain, demolish, administer, manage, control, buy, purchase or otherwise acquire, exchange, rent, lease, mortgage, sell or otherwise dispose of, as principals and/or as agents, public and private works, buildings, dwellings, house cottages, tenements, apartments, offices, factories, warehouses, hotels, shops, theatres, ships, vessels and boats of every nature, lands, timber limits, real estate and real property or any interest and rights therein, including mortgages and mortgages, and all rights and privileges connected therewith;

To carry on the business of wholesale and retail merchant, importer, exporter, dealer, distributor manufacturer, contractor, agent, mill operator, in timber and wood of all kinds, in articles of all kinds in which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood, their substitutes, products and by-products, all things incidental thereto and the accessories thereof, under the name of "Norwegian Woodcraft Limited", with a total capital stock of \$75,000.00, divided into 1,500 shares of a par value of \$50.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1946.

L. DÉSILETS,

16139-o

Deputy Attorney General.

"Noseworthy Fuel Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1946, constituant en corporation: Marcel Gaboury, Maurice-H. Fortier, avocats, et Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de charbon et de coke, marchands de toutes sortes de combustible, comprenant le pétrole, huiles et gaz, matériaux et articles nécessaires de toutes sortes pour constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Noseworthy Fuel Company Limited", avec un capital total de \$12,000, divisé en 2,400 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16140

L. DÉSILETS.

"Noseworthy Fuel Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1946, incorporating: Marcel Gaboury, Maurice-H. Fortier, advocates, and Marcelle Flamand, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of coal and coke merchants, dealers in all kinds of fuel, including petroleum, oils and gases, builders' and contractors' supplies and requisites of all kinds, under the name of "Noseworthy Fuel Company Limited", with a total capital stock of \$12,000.00, divided into 2,400 shares of a par value of \$5.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16140-o

Deputy Attorney General.

"Overseas Chemicals Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, et Ethel E. Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exporter et importer, acheter et vendre, en gros et en détail, toutes sortes et genres de produits chimiques d'aucune descrip-

"Overseas Chemicals Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1946, incorporating: Samuel E. Schwisberg, advocate and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, and Ethel E. Schwisberg, secretary, a spinster of the full age of majority, all of the city of Outremont, district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, export and import, buy and sell, wholesale and retail, all manners and types of chemicals of every description, under the name

tion, sous le nom de "Overseas Chemicals Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général.

16141

L. DÉSILETS.

of "Overseas Chemicals Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into Two hundred shares of One hundred dollars each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16141-o

Deputy Attorney General.

"Provisions Chateaubriand Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinquième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Madeleine Brisebois, secrétaire, Madeleine Mailloux, Stella Poirier, comptables, filles majeures, toutes trois de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce des viandes, victuailles, épicerie, denrées, comestibles en général, articles nécessaires pour contenir et conserver les aliments, tous articles ou ingrédients destinés au nettoyage, au chauffage, à l'éclairage, à l'entretien et à la conservation des habitations, en gros et en détail, sous le nom de "Provisions Chateaubriand Limitée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 6609, rue Chateaubriand, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16142-o

L. DÉSILETS.

"Provisions Chateaubriand Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of September, 1946, incorporating: Madeleine Brisebois, secretary, Madeleine Mailloux, Stella Poirier, accountants, spinsters, all three of the city of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in meat, victuals, groceries, wares, foodstuffs in general, articles required for canning and preserving, any articles or ingredient used for the cleaning, heating, lighting, maintenance and preservation of buildings, wholesale and retail, under the name of "Provisions Chateaubriand Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 6609 Chateaubriand street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,

16142

Deputy Attorney General.

"Rustic Art Products Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Létourneau, avocat, Gérard-F. Verreault, notaire public, et Colette Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Importer et exporter, manufacturer, améliorer et développer et généralement acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, vendre ou autrement disposer et faire le commerce de marchandises sèches, tissus de coton, scieries, toiles, rayons, lainages, étoffes, textiles, tissus, garnitures, ornements, bibelots, vêtements, vêtements de sport, nouveautés, fournitures d'aucune sorte et description, articles faits à la main et objets d'art, porcelaine, verrerie, argenterie, bijouterie, antiques, parfums, peintures et généralement toutes sortes d'articles et marchandises se rapportant directement ou indirectement aux précédents, sous le nom de "Rustic Art Products Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en quatre mille actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9 rue Buade, en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16143

L. DÉSILETS.

"Rustic Art Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1946, incorporating: Roger Létourneau, advocate, Gérard-F. Verreault, notary public, and Colette Green, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To import and export, manufacture, improve and develop, and generally to purchase or otherwise acquire, own, rent, sell or otherwise dispose of and deal in dry goods, cotton goods, silks, linens, rayons, woollens, cloth, textiles, fabrics, trimmings, ornaments, notions, wearing apparel, sportswear, novelties, furnishings of every kind and description, handicraft and art products, china, glassware, silverware, jewelry, antiques, perfumes, paintings, and generally all kinds of goods and merchandise directly or indirectly related to the foregoing, under the name of: "Rustic Art Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into four thousand shares of ten dollars each.

The head office of the Company will be at 9 Buade Street, in the City of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16143-o

Deputy Attorney General.

"Rustic Art Shop Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Létourneau, avocat, Gérard F. Verreault, notaire public, et Colette Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et améliorer, développer, manufacturer, détenir, louer, échanger, vendre, disposer, mettre en valeur et généralement faire le commerce de marchandises sèches, tissus de coton, soieries, toiles, rayons, lainages, étoffes, textiles, tissus, garnitures, ornements, bibelots, vêtements, vêtements de sport, nouveautés, fournitures d'aucune sorte et description, articles faits à la main et objets d'art, porcelaine, verrerie, argenterie, bijouterie, antiques, parfums, peintures et généralement toutes sortes d'articles et marchandises se rapportant directement ou indirectement aux précédents, sous le nom de "Rustic Art Shop Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9 rue Buade, en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16144

L. DÉSILETS.

"Rustic Art Shop Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1946, incorporating: Roger Létourneau, advocate, Gérard F. Verreault, notary public, and Colette Green, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to improve, develop, manufacture, hold, rent, exchange, sell, dispose of, turn to account, and generally deal in dry goods, cotton goods, silks, linens, rayons, woollens, cloth, textiles, fabrics, trimmings, ornaments, notions, wearing apparel, sportswear, novelties, furnishings of every kind and description, handicraft and art products, china, glassware, silverware, jewelry, antiques, perfumes, paintings, and generally all kinds of goods and merchandise directly or indirectly related to the foregoing, under the name of: "Rustic Art Shop Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 shares of ten dollars each.

The head office of the Company will be at 9 Buade Street, in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16144-o

"Sabiston & Company Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi du Roi, Helen Hague et Betty Jobling, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, vendre, nantir, recevoir et généralement négocier des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée ou exerçant le commerce dans quelque endroit que ce soit, ou par tout gouvernement, commissaires, corps publics ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement, soit au Canada ou ailleurs, sous le nom de "Sabiston & Company Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16145

L. DÉSILETS.

"Sabiston & Company Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1946, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and King's Counsel, Helen Hague and Betty Jobling, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, buy, sell, pledge, receive and generally deal in shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company wheresoever constituted, or carrying on business, or by any Government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere, under the name of "Sabiston & Company Incorporated", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 common shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16145-o

"Sherbrooke Music and Novelty Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: C. Omer Biron, notaire, L. Georges Lemay et Léonce Côté, procureurs, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

"Sherbrooke Music and Novelty Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August, 1946, incorporating: C. Omer Biron, notary, L. Georges Lemay and Léonce Côté, attorneys, all of the city of Sherbrooke, in the district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

La vente en gros et en détail, l'exploitation, la location et la distribution de phonographes automatiques, disques, musique en feuilles, instruments et leurs pièces, dispositifs musicaux et toutes sortes de jeux d'amusement, sous le nom de "Sherbrooke Music and Novelty Company Limited", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16146 L. DÉSILETS.

"Stanray Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Stanley Raymond Rosenberg, surintendant, Dame Laure May McGaw Rosenberg, épouse séparée de biens dudit Stanley Raymond Rosenberg et dûment autorisée par les présentes, et Rolland-J. Brady, manufacturier, tous de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer des robes, jupes, blouses et vêtements pour dames, demoiselles et enfants et, en général, des vêtements prêts à porter pour dames; acheter, acquérir et obtenir la matière première consistant en textiles, garnitures et articles semblables qui entrent dans la fabrication de vêtements prêts à porter en général; et diriger, en général, le commerce qui consiste à acheter, vendre et manufacturer ces vêtements et marchandises semblables, sous le nom de "Stanray Company Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de vingt mille dollars divisé en deux cents actions de cent dollars chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$15,000, divisée en cent cinquante actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16147 L. DÉSILETS.

"Stewart Machine Works Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du septième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, commis, et Françoise Séguin, sténographe, fille majeure, tous domiciliés dans la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, en général, tout commerce de nature mécanique;

Manufacturer, créer, construire, compléter, réparer, emmagasiner, louer, donner à bail, importer, exporter, utiliser, exploiter, acheter.

The wholesale and retail sale, operating, rental and distribution of automatic phonographs, records, sheet music, instruments and the parts thereof, musical devices and all kinds of amusement games, under the name of "Sherbrooke Music and Novelty Company Limited", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 300 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the city of Sherbrooke, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16146-o Deputy Attorney General.

"Stanray Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1946, incorporating: Stanley Raymond Rosenberg, superintendent, Dame Laura May McGaw Rosenberg, wife separate as to property from said Stanley Raymond Rosenberg, duly authorized by the present, and Rolland J. Brady, manufacturer, all of the city of Drummondville, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing ladies', misses' and children's dresses, skirts, blouses and garments, and generally all ladies' ready-to-wear; to purchase, acquire and obtain raw material consisting of textiles, trimmings and similar articles that enter into the manufacture of ladies' ready-to-wear generally; and to all generally conduct the business of buying, selling and manufacturing such garments and similar merchandise, under the name of "Stanray Company Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be Twenty thousand dollars divided into Two hundred shares of One hundred dollars each;

The part of the Capital stock to be issued as preferred shares is \$15,000.00, divided into One hundred and Fifty shares of One hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16147-o Deputy Attorney General.

"Stewart Machine Works Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of September, 1946, incorporating: Maurice M. Cullen, agent, Renaud Lagacé, clerk, and Françoise Séguin, stenographer, spinster, all residing in the Town of Noranda, district of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally any business of a mechanical nature;

To manufacture, create, construct, complete, repair, store, lease, give on lease, import, export, use, operate, purchase, sell, exchange

vendre, échanger ou autrement acquérir, détenir ou disposer, commercer, négocier et faire le commerce de toutes sortes de machinerie, outils, usines et appareils, instruments, outillage, pièces requises pour le soin, l'exploitation, l'entretien, la réparation desdits produits ou machinerie en général;

Etablir et maintenir un atelier mécanique pour pièces de machinerie, outillage, instruments mécaniques et pour des réparations de toutes sortes de machinerie, outillage et instruments mécaniques, sous le nom de "Stewart Machine Works Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de cent mille dollars (\$100,000) divisé comme suit:

- a) Vingt mille (20,000) actions privilégiées d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) par action.
- b) Trente mille (30,000) actions privilégiées d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) par action.
- c) Cinquante mille (50,000) actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) par action.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Noranda, district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16148 L. DÉSILETS.

"St. Helen's School Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Francis Campbell Cope, George Hugh Montgomery, Jr., George Swan Challies, André Forget, Ralph Wilson Becket, Paul-Fernand Renault et John Gildersleeve Kirkpatrick, tous avocats, William Patrick Creagh, commis en loi, Ernest William Mockridge et Clifford George Meek, teneurs de livres, William Allan Grant, William Shirley Tyndale et Raymond Harry Jay, étudiants en droit, et Glacia Miller et Catherine Crawford, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir, administrer, et diriger une ou des écoles, un ou des collèges anglicans primaires, élémentaires, secondaires ou autrement où les étudiants peuvent obtenir une instruction élémentaire, classique, mathématique, technique et/ou générale et donner des cours dans tous les domaines de la littérature, des arts et des sciences et accorder ou émettre les certificats ou diplômes appropriés, sous le nom de "St. Helen's School Corporation".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera dans le village de Dunham, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16149 L. DÉSILETS.

"Street Photographic Supply Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1946

or otherwise acquire, hold or dispose of, trade, deal in and deal with all sorts of machinery, tools, plants and apparatus, instruments equipment, parts required for the care, operating, maintenance, repair of the said products or machinery in general;

To establish and maintain a mechanics shop for machinery parts, equipment and mechanical instruments and for repairs and all kinds of machinery, equipment and mechanical instruments, under the name of "Stewart Machine Works Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be One Hundred Thousand dollars (\$100,000.00) divided as follows:

- a) Twenty Thousand (20,000) preferred shares of a par value of One dollar (\$1.00) per share.
- b) Thirty Thousand (30,000) preferred shares of a par value of One dollar (\$1.00) per share.
- c) Fifty Thousand (50,000) common shares of a par value of One dollar (\$1.00) per share.

The head office of the Company will be at the Town of Noranda, in the district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16148-o Deputy Attorney General.

"St. Helen's School Corporation"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1946, incorporating without share capital: Francis Campbell Cope, George Hugh Montgomery, Jr., George Swan Challies, André Forget, Ralph Wilson Becket, Paul-Fernand Renault and John Gildersleeve Kirkpatrick, all advocates, William Patrick Creagh, law clerk, Ernest William Mockridge and Clifford George Meek, bookkeepers, William Allan Grant, William Shirley Tyndale and Raymond Harry Jay, students at law, and Glacia Miller and Catherine Crawford, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, carry on and conduct an Anglican school or schools, college or colleges, primary, elementary, secondary or otherwise, where students may obtain an elementary, classical, mathematical, technical and/or general education and to give instruction in all branches of literature, arts and science and to grant or issue appropriate certificates or diplomas, under the name of "St. Helen's School Corporation".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the Corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.00.

The head office of the Corporation will be in the village of Dunham, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16149-o Deputy Attorney General.

"Street Photographic Supply Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1946, incorporating: Archibald

constituant en corporation: Archibald Stalker, avocat et conseil en loi du Roi, et Alexander McTavish Stalker, avocat, tous deux de la cité de Westmount, et Helen Agnes Van Luven, secrétaire, fille majeure, de la cité de Westmount tous du district de Montréal, province de Québec dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, produire, manufacturer, importer, exporter, ou autrement acquérir, disposer, utiliser, négocier et faire le commerce, en gros ou en détail, ou par aucune manière quelconque, de films, papiers et accessoires de photographie, produits chimiques, caméras, agrandisseurs, imprimeurs, projecteurs, lentilles, lumières et autres appareils, dispositifs, attachements accessoires, outillage, revues, périodiques, albums et tous accessoires, matières, substances objets, machinerie, outils et dispositifs se rapportant à toute spécialité ou procédé de photographie ou aux industries connexes. Négocier et faire le commerce, en gros ou en détail, ou par aucune manière quelconque, de tous instruments, appareils, dispositifs, substances ou procédés se rapportant à la chimie, la lumière, l'optique (sauf les verres ophtalmiques en détail), l'électricité, l'acoustique, la photographie et la mécanique; posséder, louer, acquérir, disposer, exploiter ou autrement négocier et faire le commerce de tout endroit ou endroits de représentations dans lesquelles des photographies ou des vues animées de toutes sortes sont exhibées ou montrées, et entreprendre l'exhibition, la présentation ou la projection de photographies, plaques illustrées et vues animées par aucun moyen quelconque, sous le nom de "Street Photographic Supply Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en quatre cents actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16150

L. DÉSILETS.

"The Cormac Chinchilla Ranch Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1946, constituant en corporation: Ronald E. R. Macdonald, Paul Corbin, vendeurs, et John Jarvis, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce de chinchillas et autres animaux à fourrure de toute sorte et description;

Élever, accoupler et soigner des chinchillas et autres animaux à fourrure de toute sorte et description et entreprendre le commerce d'élevage d'animaux à fourrure, sous le nom de: "The Cormac Chinchilla Ranch Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de trente mille dollars (\$30,000), divisé en vingt mille (20,000) actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune et en deux mille (2,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

16151

L. DÉSILETS.

Stalker, Advocate and King's Counsel, and Alexander McTavish Stalker, Advocate, both of the city of Westmount, and Helen Agnes Van Luven, Secretary, Spinster of the full age of majority, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, produce, manufacture, import, export, or otherwise acquire, dispose of, utilize, deal in and deal with wholesale or retail, or in any way whatsoever, films, photographic papers and supplies, chemicals, cameras, enlargers, printers, projectors, lenses, lights, and other apparatus, appliances, attachments, accessories, equipment, magazines, periodicals, albums, and all supplies, materials, substances, objects, machinery, tools and devices relating to any branch or process of photography or allied industries. To deal in and deal with, wholesale or retail, or in any way whatsoever, any instruments, apparatus, appliances, substances or processes relating to chemistry, light, optics, (save opthalmic glasses by retail), electricity, acoustics, photography and mechanics; to own, lease, acquire, dispose of, operate or otherwise deal in and deal with any place or places of exhibition in which photographs or motion pictures of any kind are exhibited or projected, and to engage in the exhibiting, showing or projecting of photographs, lantern slides and motion pictures in any way whatsoever, under the name of: "Street Photographic Supply Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00 divided into four hundred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1946.

L. DÉSILET

16150-o

Deputy Attorney General.

"The Cormac Chinchilla Ranch Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1946, incorporating: Ronald E. R. Macdonald, Paul Corbin, salesmen, and John Jarvis, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Buy, sell and deal in chinchillas and fur-bearing animals of every kind and description;

Raise, breed and board chinchillas and fur bearing animals of every kind and description and engage in the business of fur farming, under the name of: "The Cormac Chinchilla Ranch Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be Thirty Thousand dollars (\$30,000.00) divided into Twenty Thousand (20,000) common shares of the par value of one dollar (\$1.00) each and Two Thousand (\$2,000) preferred shares of the par value of Five dollars (\$5.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

16151-o

Deputy Attorney General.

**"Thetford Autos Loués Limitée"
"Thetford Drive Yourself Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de septembre 1946, constituant en corporation: Marcel Landry, Hector Simoneau, comptables, et Réjeanne Joubert, sténographe, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce de louages et locateurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voitures privés pour le transport de personnes, d'effets, denrées et marchandises, sous toutes ses formes et spécialités, et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être;

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxicabs, auto-cars, auto-camions, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés, sous le nom de "Thetford Autos Loués Limitée — Thetford Drive Yourself Limited", avec un capital total de \$65,000.00, divisé en 650 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16152-o L. DÉSILETS.

**"Thetford Autos Loués Limitée"
"Thetford Drive Yourself Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1946, incorporating: Marcel Landry, Hector Simoneau, accountants, and Réjeanne Joubert, stenographer, all of the city of Sherbrooke, district of St-François, Province of Quebec for the following purposes:

To engage in the renting and act as renters of automobiles and vehicles of every kind and description and as private carriers for the transportation of persons, chattels, wares and merchandise, under all forms and specialties and by any means actually known or which may become known;

To operate omnibuses, autobuses, taxicabs, autocars, motor-trucks, motor vehicles or other public or private means of transportation, under the name of "Thetford Autos Loués Limitée — Thetford Drive Yourself Limited", with a total capital stock of \$65,000, divided into 650 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1946.

L. DÉSILETS,
16152 Deputy Attorney General.

**"Union House Furnishing Company
Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Simon Wex, marchand, Hyman Myerson, gérant, et Dame Esther Wex, marchande publique, épouse séparée de biens de Adriel Silver, vendeur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, réparer, acheter, vendre, importer, exporter en gros ou en détail et autrement négocier et faire le commerce de meubles rembourrés et autres et matières de rembourrage, et de toutes autres choses se rapportant généralement au commerce de rembourrage, sous le nom de "Union House Furnishing Company Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16153 L. DÉSILETS.

**"Union House Furnishing Company
Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Simon Wex, merchant, Hyman Myerson, manager, and Dame Esther Wex, marchande publique, wife separate as to property of Adriel Silver, salesman and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing repairing, buying, selling, importing, exporting wholesale or retail and otherwise dealing in and with upholstered and other furniture and upholstering materials, and all other things generally connected with an upholstering business, under the name of "Union House Furnishing Company, Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of one hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16153-o Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, Conseil en Loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocats, et Marie Verschelden, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1946, incorporating: Lucien Roux, King's Counsel, Jean-Paul Verschelden, advocates, and Marie Verschelden, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de \$40,000.00, divisé en 3,500 actions de capital privilégié d'une valeur au pair de \$10.00 chacune et en 5,000 actions de capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingthuitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16154-o L. DÉSILETS.

To manufacture, repair, import, export, exchange deal generally either wholesale or retail in all kinds of automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggon, motorcycles, motors, as well as all parts, spare parts, pieces connected therewith, directly or indirectly, and all things capable of being used in connection with the said objects, or for the manufacture, maintenance and working respectively thereof, under the name of "United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd."

The capital stock of the company will be \$40,000, divided into 3,500 shares of preferred stock of a par value of \$10 each and 5,000 shares of common stock of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16154 Deputy Attorney General.

"Wood Exporters Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1946, constituant en corporation: Hannes Kjartansson, industriel, de la cité de New York, Camber L. Giberson, comptable, de Quincy, Mass., tous deux des États Unis d'Amérique, et John M. Byrne, industriel, de la municipalité de Charlebourg, district de Québec, province de Québec tous dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement mettre en valeur toutes sortes de bois de construction bois de charpente et bois de pulpe et tous produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Wood Exporters Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
16155 L. DÉSILETS.

"Wood Exporters Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1946, incorporating: Hannes Kjartansson, industrial of the city of New-York, Camber L. Giberson, accountant, of Quincy, Mass., both of United States of America, and John M. Byrne, industrial, of the municipality of Charlebourg, district of Quebec, Province of Quebec, all for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of lumber, timber and pulpwood and all products and by-products of the same, under the name of: "Wood Exporters Ltd.", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 250 shares of one hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
16155-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

N° 532-46

Québec, 1er octobre 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert Gallion, comté de Beauce, la partie du lot N° 613 du cadastre officiel d'Aubert Gallion, mesurant 70 par 125 pieds, appartenant à M. J. Ovila Roy, et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Georges, même comté.

Le Surintendant,
16065-40-2-o VICTOR DORÉ.

N° 609-46

Québec, 1er octobre 1946.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Bouchette-Sud, dans le comté de Gatineau, en celui de Blue Sea Lake.

Le Surintendant,
16066-40-2-o VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 532-46

Quebec, October 1st, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Aubert Gallion, county of Beauce, that part of lot No. 613 of the official cadastre for Aubert Gallion, measuring 70 by 125 feet, belonging to Mr. J. Ovila Roy, and to annex it to the school municipality of St-Georges, same county.

VICTOR DORÉ,
16065-40-2 Superintendent.

No. 609-46

Quebec, October 1, 1946.

Application is made to change the name of the school municipality of Bouchette-Sud, in the county of Gatineau, to that of Blue Sea Lake.

VICTOR DORÉ,
16066-40-2 Superintendent.

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédula déposée dans mon bureau, le 25e jour de septembre 1946, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la Cité de Montréal, le LUNDI, DEUXIEME jour de DÉCEMBRE, 1946, à DIX heures du matin, à raison d'une réclamation de la Cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales ou pour arrérages de taxes consolidées.

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter mentioned, and more particularly described in a schedule filed in my office, on the 25th day of September 1946, will be sold by me, at my office, in the City of Montreal, on MONDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the City of Montreal for annual or special real estate taxes and assessments or for arrears of consolidated taxes.

Compte N° Account N°	Division d'enregistrement — Registration Division	Ca- dastre	Subdivision	N° Civique, Rue — Civic No., Street	Nom du Propriétaire — Name of Proprietor	Taxes au 30 avril, 1946 Taxes as at 30 April, 1946
120216	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	p1624	.....	147 Nazareth. ...	Marion Hazel MacDonald et al.	209.13
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
120309	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	1325.	.....	301 Young.	Catherine Rossiter et al.	407.03
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
120609	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	p1170	.....	1726-32 Notre- Dame ouest.	Laura Beauchamp, vve de-wid. of Edmond Sawyer.	1,106.18
120736	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	p1617	.....	831-35 Wellington 100 Duke.	Marion Hazel MacDonald et al.	378.98
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
120738	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	p1628	.....	849-65 Wellington 115 Nazareth. ...	Marion Hazel MacDonald et al.	689.82
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
121745	Quartier Ste-Anne. St. Ann's Ward.	1530. p1544	.....	792-818 Wellin- gton. 91 Duke.	Marion Hazel MacDonald et al.	954.10
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
191226	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	p755A.	.....	Ave de l'Hôtel de Ville.	Howard E. Kennedy	6.69
210289	Quartier Ste-Marie. St. Mary's Ward.	1092.	.....	1845-53 Cham- plain	D.-Marcel Désormiers dit Cusson	365.09
220380	Quartier Ste-Marie. St. Mary's Ward.	P183	.....	925-31 Cartier. .	Gordon Leslie Houghton.	328.87
320703	Quartier Ste-Marie. St. Mary's Ward.	P393	.....	1486-90 Ste-Ca- therine Est.	Alexandre Cypihot, curateur à la succession vacante de feu- curator to the vacant estate of late Regis Dupras	1,732.33
220787	Quartier Ste-Marie. St. Mary's Ward.	P183	.....	Lagauchetière Est	Gordon Leslie Houghton.	100.33
240240	Par. Montréal.	2604.	.....	2736-48 Centre . 2761-67 Chateau- guay.	Be-st Realities Corporation.	558.23
240256	Par. Montréal.	2739.	.....	2506-16 Centre .	Be-st Realities Corporation.	580.53
240325	Par. Montréal.	P2626 P2626 P2625	.....	2776-86 Chateau- guay. 1121-25A D'Ar- gençon.	Be-st Realities Corporation.	613.14
240536	Par. Montréal.	3399.	183.	0900-02 Charle- voix. 2605 Knox.	Valentine Bélanger, vve de- wid. of Emile Bernier.	261.66

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

240537	Par. Montréal.....	3399..	184.....	0908-10 Charle- voix.	Valentine Bélanger, vve de- wid of Emile Bernier	130.43
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
241346	Par. Montréal.....	3369A 3370	19 60	2429-31 Coleraine.	Léda Michaud.	133.77
241347	Par. Montréal.....	3370..	61.....	2425-27 Coleraine.	Léda Michaud.	133.78
250292	Par. Montréal.....	P2210 P2209	.....	220-28 Bérard ...	Gustave Beauvais.	266.98
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
250293	Par. Montréal.....	P2210 P2209	.....	230-36 Bérard ...	Gustave Beauvais.	292.10
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
251064	Quartier St-Antoine... St. Antoine Ward.	87....	51.....	2247 Coursol	Joseph-Arthur Bissonnette	168.63
261791	Quartier St-Antoine... St. Antoine Ward.	1653..	p1	1184 Du Fort....	Succ.-Est. William David Green- shields.	44.37
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
281603	Quartier St-Louis St. Louis Ward.	917....	8-3, p7-3, 8-2 p7-2, 8-1, p7-1.	170-176 Roy Est. 3792-94 Ave de l'Hôtel de Ville.	Be-St-Realties Corporation. ...	523.96
311145	Village Hochelaga.	29....	872.....	2684-90 Aylwin..	Jean Carrino.....	570.09
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
311370	Village Hochelaga.	23....	414.....	Joliette.....	Joseph-Auguste Bourdon.	21.52
311371	Village Hochelaga.	23....	413.....	Joliette.....	Joseph-Auguste Bourdon.	21.51
311795	Village Hochelaga.	22....	618-2. 619-2 620-2 621-2	2233-39A Ave Valois.	Ernest Boulerville.	265.65
312564	Village Hochelaga.	29....	845.....	Hochelaga	Mary Elizabeth Kelly	383.03
332272	Village Hochelaga, ...	2.....	1286.....	Sicard.....	Meaillie Meunier, épouse de-wife of Logan J. Miller.	171.91
333289	Village Hochelaga.	3.....	395.....	Boyce	Alphonse Phaneuf.	21.52
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.				Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.		
350130	Par. Longue Pointe ...	5.....	132.....	Ville Marie.	Ludger Venne	144.05
350131	Par. Longue Pointe ...	5.....	133.....	Ville Marie.	J.-Valerio Venne.	124.46
350577	Par. Longue Pointe ...	393....	.....	BAT.-Building... Notre-Dame Est.	Annie Frail, vve de-wid. of James Morley	311.67
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.				Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.		
351321	Par. Longue Pointe ...	17....	83.....	45ième Avenue ..	Samuel George Percy Young ..	3.77
351322	Par. Longue Pointe ...	17....	84.....	45ième Avenue ..	Samuel George Percy Young ..	3.76
351385	Par. Longue Pointe ...	17....	481.....	45ième Avenue ..	Joseph Touchette.....	2.15
351569	Par. Longue Pointe ...	17....	363.....	Lemay.....	Rev. J. Alderic Milard.	2.15
351570	Par. Longue Pointe ...	17....	364.....	Lemay.....	Rev. J.-Aldéric Milard.	2.15
351842	Par. Longue Pointe ...	22....	.....	Blvd Rosemont..	Juliette Elisa Charlotte Hulin, vve de-wid. of Hon. Charles H. Cahan.	263.60
351843	Par. Longue Pointe ...	P23....	.....	Blvd Rosemont..	Hugh Munro.	319.05
351845	Par. Longue Pointe ...	30....	.....	Blvd Rosemont..	Juliette Elisa Charlotte Hulin, vve de-wid. of Hon. Charles H. Cahan.	199.04
351908	Par. Longue Pointe ...	17....	349.....	Beaubien	William H. Bradford	2.68
351909	Par. Longue Pointe ...	17....	348.....	Beaubien	William H. Bradford	2.70
352557	Par. Longue Pointe ...	21....	1382.....	Lacordaire	Irène Aumais, épouse de — wife of Armand Robert et al.....	83.31
352558	Par. Longue Pointe ...	21....	1383.....	Lacordaire	Irène Aumais, épouse de — wife of Armand Robert et al.....	83.30
352559	Par. Longue Pointe ...	21....	1384.....	Lacordaire	Irène Aumais, épouse de — wife of Armand Robert et al.....	83.30

352550	Par. Longue Pointe . . .	21..	1385.....	Lacordaire	Irène Aumais, épouse de — wife of Armand Robert <i>et al.</i>	83.30
352551	Par. Longue Pointe . . .	21..	1386.....	Lacordaire	Irène Aumais, épouse de — wife of Armand Robert <i>et al.</i>	83.30
353430	Par. Longue Pointe . . .	28....	719.....	Bossuet.	David Engelbert.	3.22
353552	Par. Longue Pointe . . .	28....	641.....	Cadillac	Henri Charlebois.	4.84
360930	Par. Longue Pointe . . .	326...	101.....	Hays Ave.	Mabel Helena Dunning, épouse de — wife of James C. Mooney	3.76
360931	Par. Longue Pointe . . .	326...	102.....	Hays Ave.	Mabel Helena Dunning, épouse de — wife of James C. Mooney	3.76
360932	Par. Longue Pointe . . .	326...	103.....	Hays Ave.	Mabel Helena Dunning, épouse de — wife of James C. Mooney	3.77
360933	Par. Longue Pointe . . .	326...	104.....	Hays Ave.	Mabel Helena Dunning, épouse de — wife of James C. Mooney	3.77
360934	Par. Longue Pointe . . .	326...	105.....	Hays Ave.	Mabel Helena Dunning, épouse de — wife of James C. Mooney	3.76
361020	Par. Longue Pointe . . .	327...	306.....	Hays Ave.	Harley S. Bateman.	3.23
361021	Par. Longue Pointe . . .	327...	305.....	Hays Ave.	Harley S. Bateman.	3.23
362852	Par. Longue Pointe . . .	390...	212, 213, 214.	Lepailleur.	Wilfrid-Arthur Larivière.	176.20
364231	Par. Longue Pointe . . .	394...	58.....	Beaugrand.....	Katheleen Maguire, épouse de — wife of Edouard Lavoie <i>et al.</i> ..	45.52
364232	Par. Longue Pointe . . .	394...	57.....	Beaugrand.....	Katheleen Maguire, épouse de — wife of Edouard Lavoie <i>et al.</i> ..	45.52
364360	Par. Longue Pointe . . .	394...	304.....	Omer.	Joseph Descôteaux.	48.96
365108	Par. Longue Poite	397...	751.....	Ave Mercier.	Napoléon Lebrun <i>et al.</i>	391.85
365826	Par. Longue Pointe . . .	399...	190.....	Azilda.	Solomon Laing	55.81
366132	Par. Longue Pointe . . .	398...	689.....	Marie Antoinette	Gertrude Amelia Smith.	9.68
366133	Par. Longue Pointe . . .	398...	690.....	Marie Antoinette	Gertrude Amelia Smith.	9.70
366136	Par. Longue Pointe . . .	398...	693.....	Marie Antoinette	Hazel Vern Smith.	9.68
366137	Par. Longue Pointe . . .	398...	694.....	Marie Antoinette	Hazel Vern Smith.	9.68
366804	Par. Longue Pointe . . .	398...	571	5160 Baldwin	Charles Lauzon.	44.26
375325	Par. Longue Pointe . . .	409...	78.....	Ave Gonthier.	Hermine Malo, vve de — wid. of J.-Bte Major.	67.58
375443	Par. Longue Pointe . . .	407...	93.....	Ave Du Buisson..	Gaston Dubreuil <i>et al.</i>	25.86
375749	Par. Longue Pointe . . .	407...	389.....	Boyce	Gaston Dubreuil <i>et al.</i>	72.08
376638	Par. Longue Pointe . . .	404...	1105.....	Robitaille.	John Squires	1.62
410771	Par. Montréal.....	4679..	34.....	Clifford Ave.	Avis Peters.....	4.84
411837	Par. Montréal.....	P3777	.....	6594-96 Hamilton	Yvonne Ouimet, vve de — wid. of Lucien Trempe.....	205.98

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

413170	Par. Montréal.....	3615..	108.....	Jogues.	Emily Crittenden, vve de—wid. of Richard Alfred Stapleton..	40.14
413171	Par. Montréal.....	3615..	107.....	Jogues.	Emily Crittenden, vve de—wid. of Richard Alfred Stapleton..	40.13
413172	Par. Montréal.....	3615..	106.....	Jogues.	Emily Crittenden, vve de—wid. of Richard Alfred Stapleton..	40.15
421056	Par. Montréal.....	1674..	79.....	739-41 Walnut. ..	Rupert E. Davies.	224.96

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

421390	Par. Montréal.....	1447-1448	1, 2 1, 3	4351-59 Riche-lieu.	J.-Henri Harnois <i>et al.</i>	501.66
431532	Par. Montréal.....	65....	349.....	Clanrahal Ave. .	Marie-Blanche-Gertrude Désautels, épouse de — wife of Antonio Godin <i>et al.</i>	59.72
435256	Par. Montréal.....	175....	386-1. 385-1.	3470 Oxford Ave.	Hugh Owen.....	296.52

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

* 435506	Par. Montréal.....	179....	137.....	Addington Ave ..	George Hopton.....	34.64
----------	--------------------	---------	----------	------------------	--------------------	-------

440709	Par. Montréal.....	174...	338.....	2279-81 Melrose Ave.	Jane Hill, vve de — wid. of John William Gates, maintenant — épouse de — wife of Joseph W. Ruddock.....	450.42
--------	--------------------	--------	----------	----------------------	---	--------

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

442714	Par. Montréal.....	165...	289-3 290-2	4077 Beaconsfield Ave.	Mark Andrew Kelly <i>et al.</i>	328.12
443068	Par. Montréal.....	165...	109.....	Beaconsfield Ave.	Succ.-Est. William S. Vipond..	213.27
444165	Par. Montréal.....	156...	324.....	Benny Ave.	Jacques Roux	66.14
444166	Par. Montréal.....	156...	323.....	Benny Ave.	Jacques Roux	66.14
444167	Par. Montréal.....	156...	322.....	Benny Ave.	Jacques Roux	66.14
445394	Par. Montréal.....	152A..	110.....	Prince of Wales Ave.	Arthur Savage.	28.89
445651	Par. Montréal.....	152...	577.....	Montclair Ave. ..	Hugh Doheny <i>et al.</i>	45.08
445652	Par. Montréal.....	152...	576.....	Montclair Ave. ..	Hugh Doheny <i>et al.</i>	45.09
445653	Par. Montréal.....	152...	575.....	Montclair Ave. ..	Hugh Doheny <i>et al.</i>	45.09
445654	Par. Montréal.....	152...	574.....	Montclair Ave. ..	Hugh Doheny <i>et al.</i>	45.09
445698	Par. Montréal.....	152...	211.....	Montclair Ave. ..	Elizabeth Gertrude Hamilton, vve de-wid. of Edward Kirk Greene	398.95
445699	Par. Montréal.....	152...	210.....	Montclair Ave. ..	Elizabeth Gertrude Hamilton, vve de-wid. of Edward Kirk Greene	398.93
445700	Par. Montréal.....	152...	209.....	Montclair Ave. ..	Elizabeth Gertrude Hamilton, vve de — wid. of Edward Kirk Greene	398.95
445701	Par. Montréal.....	152...	208.....	Montclair Ave. ..	Elizabeth Gertrude Hamilton, vve de — wid. of Edward Kirk Greene	398.94
445702	Par. Montréal.....	152...	207.....	Montclair Ave. ..	Elizabeth Gertrude Hamilton, vve de — wid. of Edward Kirk Greene	398.93
446110	Par. Montréal.....	163...	5.....	Bât.-Building... Grand Boulevard	Damase Leduc.....	100.61

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

451690	Par. Montréal.....	143...	487.....	Doherty	Walter Thomas Peterson.	12.82
--------	--------------------	--------	----------	---------------	------------------------------	-------

Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives Homologated line with all the active and passive et passives y attachées. servitudes attached thereto.

452444	Par. Montréal.....	142...	346.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.15
452445	Par. Montréal.....	142...	345.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452446	Par. Montréal.....	142...	344.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.15
452447	Par. Montréal.....	142...	343.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452448	Par. Montréal.....	142...	342.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452449	Par. Montréal.....	142...	341.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452450	Par. Montréal.....	142...	340.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452451	Par. Montréal.....	142...	339.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.15
452452	Par. Montréal.....	142...	338.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452453	Par. Montréal.....	142...	337.....	Westmore.	Roch Bélanger <i>et al.</i>	11.16
452933	Par. Montréal.....	142...	679.....	Patricia Ave.	Hubert Noiseux <i>et al.</i>	59.85
453350	Par. Montréal.....	P175 ..		Ferme-Farm... Upper Lachine Road.	Julie Gougeon, vve de — wid. of Théophile Prud'homme <i>et al.</i>	14,762.93
453407	Par. Montréal.....	P141 ..		Ferme-Farm... Upper Lachine Road.	Wilfrid Thomas Trenholme....	85.17
453805	Par. Montréal.....	142...	965.....	Sherbrooke West.	Rébecca Moise, vve de — wid. of Joseph-Marc-Armand Ouellette.	153.95
455357	Par. Montréal.....	168...	P412	Terrebonne.	Frank D. Jarvis	47.85
474468	Village Côte des Neiges	70A...	246.....	Bates Road	Virginia Lee Myers, vve de-wid. of Louis Samuel Humes.	8.63

474469	Village Côte des Neiges	70A...	245.....	Bates Road	Virginia Lee Myers, vve de-wid. of Louis Samuel Humes.	7.54
474558	Village Côte des Neiges	70A ..	351.....	Brinton Road ...	Grant A. Brown "et al".	10.78
474560	Village Côte des Neiges	70A ..	350.....	Brinton Road.	Grant A. Brown "et al".	10.77
474561	Village Côte des Neiges	70A ..	349.....	Brinton Road ...	Grant A. Brown "et al".	10.78
474562	Village Côte des Neiges	70A ..	348.....	Brinton Road ...	Grant A. Brown "et al".	9.70
474563	Village Côte des Neiges	70A ..	347.....	Brinton Road ...	Grant A. Brown "et al".	9.69
501596	Village St-Jean-Baptiste	8.....	43, 42 ...	4119-25 Mentana	Paule Allard, épse de-wife of Oscar Cormier.	634.57
521069	Village Côte St-Louis.	14....	139.....	Ave Mont-Royal Ouest.	Alfred-J.-Dit-Fred Gravel.	374.81

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

541525	Village Côte Visitation.	152...	P20, P21, P39, P40	4234 Ave De Lorimier.	Julienne Tremblay, épse de — wife of Lucien Meloche.	525.14
542695	Village Côte Visitation.	9.....	108.....	Marie-Anne Est.	Adéard-Charles Miller et al ...	198.62
542696	Village Côte Visitation.	9.....	109.....	Marie-Anne Est.	Adéard-Charles Miller et al ...	229.27
560033	Village Côte St-Louis.	12....	P8-26....	5369-73 Hutchison	Anne Jarry, vve de-wid. of Arthur Bastien.	382.20

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

560034	Village Côte St-Louis.	12....	P8-26....	5375-79 Hutchison	Anne Jarry, vve de-wid. of Arthur Bastien.	381.33
--------	------------------------	--------	-----------	-------------------	--	--------

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

560256	Village Côte St-Louis.	12....	P9-9, P10-49, P10-37.	Park Avenue....	Yeshivoth Tomche Tmimim. ...	350.38
560798	Village Côte St-Louis.	11....	P809	5641-45 Ave de l'Esplanade.	Be-St Realities Corporation. ...	455.70
580196	Par. St-Laurent	633...	680.....	Birnam	Donat Alarie	6.58
580197	Par. St-Laurent	633...	679.....	Birnam	Donat Alarie	6.59
580198	Par. St-Laurent	633...	678.....	Birnam	Donat Alarie	6.59
580199	Par. St-Laurent	633...	677.....	Birnam	Donat Alarie	6.59
580200	Par. St-Laurent	633...	676.....	Birnam	Donat Alarie	6.58
580225	Par. St-Laurent	633...	651.....	Birnam	Edward James Hunt	5.91
580339	Par. St-Laurent	633...	199.....	Birnam	Alfred George Long et al	16.74
580340	Par. St-Laurent	633...	198.....	7514 Birnam ...	Alfred George Long et al	55.74
580882	Par. St-Laurent	634...	316.....	Stuart Ave	Arthur W. Savage	25.08
580883	Par. St-Laurent	634...	317.....	Stuart Ave	Arthur W. Savage	25.08
580884	Par. St-Laurent	634...	318.....	Stuart Ave	Arthur W. Savage	25.08
580885	Par. St-Laurent	634...	319.....	Stuart Ave	Arthur W. Savage	25.08
580886	Par. St-Laurent	634...	320.....	Stuart Ave	Arthur W. Savage	25.08
580902	Par. St-Laurent	634...	408.....	Stuart Ave	Sam George Percival Young ..	16.73
580903	Par. St-Laurent	634...	409.....	Stuart Ave	Sam George Percival Young ..	16.72
583827	Village Côte St-Louis ..	12....	25-P100...	Jeanne Mance ..	Alphonsine Marenger, vve de-wid. of Samuel Godmaire ...	95.05
585249	Village Côte St-Louis ..	10....	1544.....	6665-71 Alma....	Paul Aime Lanoue	418.06
610828	Village Côte St-Louis ..	7.....	294-2	750-54 Beaubien est.	Angelo Gagliardi	609.45
612483	Village Côte St-Louis ..	4.....	223.....	Chambord	Maurice Farmer	25.73

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.

632001	Par. Sault au Récollet ..	482...	407, 408 ..	7970 Ave Papi-neau.	Joseph Édouard Laberge	58.45
632271	Village Côte Visitation.	210...	102.....	6701 Ave Papi-neau.	Carolina Gigliotti, épse de-wife of Gergorio Lucente	181.02
650653	Par. Sault au Récollet..	477...	698.....	Louis Hémon. ...	Ernest Boucher et al.	17.22
650657	Par. Sault au Récollet..	477...	827.....	Louis Hémon. ...	Ernest Boucher et al.	9.69

654089	Village Côte Visitation.	172...	1822, 1823	5702-04 6ème Avenue. 5694 6ème Avenue	Joseph Lépine.....	173.32
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
660082	Village Côte Visitation.	201...	93.....	6156 13ème Avenue.	Joseph-Adélard Peloquin.	127.42
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
661532	Village Côte Visitation.	199...	723.....	20ème Avenue. ...	William A. Bryson.....	8.62
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
663690	Village Côte Visitation.	189...	13.....	35ème Avenue. ...	Ronald A. McDonald.....	4.30
663725	Village Côte Visitation.	189...	997.....	36ème Avenue. ...	Charles Kellas et al.	6.63
664260	Village Côte Visitation.	188...	795.....	40ème Avenue. ...	William G. Lapraik	3.76
664542	Village Côte Visitation.	177...	256-2 257-2.	13ème Avenue. ...	Joseph Levesque.	557.19
670798	Village Côte Visitation.	172...	1987.....	Dandurand.....	Exilda Croteau, vve de — wid. of Charles Borromée de St-Ours	84.97
670799	Village Côte Visitation.	172...	1986.....	Dandurand.....	Exilda Croteau, vve de — wid. of Charles Borromée de St-Ours	121.55
670946	Village Côte Visitation.	172...	2208.....	2937-41 Holt	Paul René Handfield et al.	613.50
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
670947	Village Côte Visitation.	172...	2209.....	2931-35 Holt	Paul René Handfield et al.	530.61
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
671300	Village Côte Visitation.	189...	4.....	Boul. Rosemont.	Louis-J. Rouleau et al.	21.74
671816	Village Côte Visitation.	191...	382.....	4467 Beaubien est	Lucienne Duval.....	134.60
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
672060	Village Côte Visitation.	189...	885.....	St-Zotique est ...	Louis-J. Rouleau et al.	6.46
672061	Village Côte Visitation.	189...	886.....	St-Zotique est ...	Louis-J. Rouleau et al.	7.27
672092	Village Côte Visitation.	188...	1335.....	St-Zotique est ...	Marie Moullet, vve de — wid. of Martiens H. Roubaix.....	6.46
672515	Village Côte Visitation.	189...	1372.....	Bélanger est.	Joseph Perreault.....	15.64
682449	Par. Sault au Récollet..	489...	66, P65. .	7426-30 Ave de Châteaubriand.	Paul-Aimé Lanoue	282.94
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
683188	Par. St-Laurent.	2629..	P194, 193..	7401-03 St-Gérard	Paul-Aimé Lanoue	108.14
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
683357	Par. St-Laurent.	2629..	360.....	8002-06 St-Gérard	Omer Thibaudeau.....	337.80
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
684180	Village Côte St-Louis.	8.....	P451	7032 De St- Vallier.	Graziella Prairie, vve de — wid. of Harry Préfontaine.....	210.42
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
691289	Par. St-Laurent.	3...64	B-76	8141-45 St-Domi- nique.	Madeleine Auger.....	462.64
692047	Par. St-Laurent.	341... 342	1..... 153	Blvd St-Laurent.	Sarah M. Boyle, vve de — wid. of John W. Seekings.....	25.09
692376	Par. St-Laurent.	287...	813.....	St-Denis.	Thelrise Morrisette, vve de — wid. of Alfred Gaudreau	10.25
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
692563	Par. St-Laurent.	287...	646.....	St-Denis.	Paul-Emile Colin alias Collin. .	13.52
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of taxes arrears.						
695405	Par. Sault au Récollet..	217...	432.....	Ave Curotte.	Télesphore Lalonde	5.38
710219	Par. St-Laurent.	350	606.....	Louvain	Herbert W. Smith.....	3.77
710420	Par. St-Laurent.	350...	900.....	McEachran Ave	Paul Larue.	1.08
713132	Par. St-Laurent.	344...	351.....	Tolhurst.	Robert A. Cameron et al.	5.91
713133	Par. St-Laurent.	344...	350.....	Tolhurst.	Robert A. Cameron et al.	5.92

713134	Par. St-Laurent.	344	349	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713135	Par. St-Laurent.	344	348	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.91
713136	Par. St-Laurent.	344	347	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713137	Par. St-Laurent.	344	346	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713138	Par. St-Laurent.	344	345	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713139	Par. St-Laurent.	344	344	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713140	Par. St-Laurent.	344	343	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.91
713141	Par. St-Laurent.	344	342	Tolhurst.	Robert A. Cameron <i>et al.</i>	5.92
713667	Par. St-Laurent.	344	454	Dirval.	Clarithe Boivin, vve de — wid. of Samuel Charland.	8.87
713870	Par. St-Laurent.	344	473	Dirval.	William Taylor <i>et al.</i>	13.61
713871	Par. St-Laurent.	344	472	Dirval.	William Taylor <i>et al.</i>	13.63
713904	Par. St-Laurent.	344	300	Dirval.	Succ.-Est. W. J. Noley	19.40
714018	Par. St-Laurent.	343	118-29	Waverley	Charlotte Perry, vve de — wid. of Samuel T. Austin.	12.71
714257	Par. St-Laurent.	343	98-48	Waverley	Henri Piquette	14.66
715681	Par. Sault au Récollet..	126	549	Larose Ave.	Walter Smith.	1.08
715682	Par. Sault au Récollet..	126	550	Larose Ave.	Walter Smith.	1.08
721995	Par. Sault au Récollet..	164	733	Ave De Lorimier.	Eleanor Maud Wray, vve de — wid. of William Alexander.	16.30
721996	Par. Sault au Récollet..	164	734	Ave De Lorimier.	Eleanor Maud Wray, vve de — wid. of William Alexander.	16.28
722290	Par. Sault au Récollet..	164	P527	St-Firmin.	Joseph-A. Loyer	3.78
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives Homologated line with all the active and passive et passives y attachées. servitudes attached thereto:						
722291	Par. Sault au Récollet..	164	526	St-Firmin.	Joseph-A. Loyer	7.52
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives Homologated line with all the active and passive et passives y attachées. servitudes attached thereto.						
723650	Par. Sault au Récollet..	225	176	Chambord	Joseph Gilbert.	19.51
723926	Par. Sault au Récollet..	226, 226A.	239 84.	De La Roche.	Mary Davenport, épouse de — wife of Daniel Witkinson.	16.72
724317	Par. Sault au Récollet..	228	708, P709	Ave St-Charles .	J. Quintin dit Dubois.	326.17
725826	Par. Sault au Récollet..	246	287	St-Denis.	J.-Arcadius-L. Gagnon.	25.36
725966	Par. Sault au Récollet..	248	34-44, 26-1.	Ave Henri-Julien.	Joseph-François Keyes.	26.89
730713	Par. Sault au Récollet .	262	275	Clark	Arthur W. Savage.	11.82
731336	Par. Sault au Récollet .	268	58	Waverley	Georges A. Martin	19.51
733622	Par. Sault au Récollet .	277	238	Meilleur	Marie Thérèse Parent	14.99
733868	Par. Sault au Récollet .	277 275	19 13.	Norwood Ave .	Nellie Florence Kelson, épouse de wife of William Roland Siep- lain	55.74
733869	Par. Sault au Récollet .	275	16	Norwood Ave .	Nellie Florence Kelson, épouse de wife of William Roland Siep- lain	69.67
734700	Par. Sault au Récollet .	164	P895	Fleury	Martha Helen Casswell	7.26
734840	Par. Sault au Récollet .	163	P61	Ave Daoust	Maria Amiot, épouse de-wife of Ernest Robert <i>et al.</i>	1,213.63
734901	Par. Sault au Récollet .	126	207	Ave Daoust	Raoul Chartrand.	62.88
734902	Par. Sault au Récollet .	126	208	Ave Daoust	Raoul Chartrand.	8.33
735116	Par. Sault au Récollet .	268	392	Fleury	Arthur W. Savage.	5.38
735117	Par. Sault au Récollet .	268	393	Fleury	Arthur W. Savage.	6.45
735160	Par. Sault au Récollet .	268	284	Fleury	Marie Louise Tousignant	5.38
735263	Par. Sault au Récollet .	217	204	Prieur	Cynthia Hill	38.13
740617	Par. Sault au Récollet .	277	20-1	Boul. Gouin O. .	Joseph Trefflé Z. Patenaude <i>et al.</i>	16.72
740618	Par. Sault au Récollet .	277, 275.	20-2, 14-1.	Boul. Gouin O. .	Joseph Trefflé Z. Patenaude <i>et al.</i>	16.73
740619	Par. Sault au Récollet .	277, 275.	20-3, 14-2.	Boul. Gouin O. .	Joseph Trefflé Z. Patenaude <i>et al.</i>	27.87

740620	Par. Sault au Récollet	277, 275.	20-4, 14-3.	Boul. Gouin O. . .	Joseph Treflé Z. Patenaude et al	27.87
742179	Par. St-Laurent	19. . .	569. . .	Filion	Charles G. Craib	5.38
742815	Par. St-Laurent	19. . .	360. . .	Guertin	Thomas Dunn	3.77
743687	Par. St-Laurent	25. . .	88. . .	Lavigne	Félix Sénécal	7.54
744153	Par. St-Laurent	26. . .	782. . .	Lavigne	Edward E. Hawkins	15.08
744668	Par. St-Laurent	26. . .	258. . .	O'Brien Boul. . .	Norman William Crawford et al	10.76
744981	Par. St-Laurent	26. . .	401. . .	Riopel	James Scott	54.11
744982	Par. St-Laurent	26. . .	400. . .	Riopel	James Scott	4.31
745246	Par. St-Laurent	26. . .	761A . . .	Riopel	R. Freedman	8.62
745247	Par. St-Laurent	26. . .	760A . . .	Riopel	R. Freedman	8.61
745248	Par. St-Laurent	26. . .	759A . . .	Riopel	R. Freedman	8.61
745249	Par. St-Laurent	26. . .	758A . . .	Riopel	R. Freedman	8.63
745864	Par. St-Laurent	40. . .	1.	12500 Ave. Dion	James Barclay Allen	529.31

Conformément au premier alinéa de l'article 401 de la Charte de la Cité de Montréal, tel qu'amendé par la loi 1 George VI, chap. 103, sec. 62, un dépôt de 10% du montant de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 10 octobre 1946.

16178-o

In accordance with the 1st paragraph of Art. 401 of the Charter of the City of Montreal, as amended by the Act 1 George VI, chap. 103, section 62, a deposit of 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 10th, 1946.

16178-o

Ventes pour taxes

AVIS PUBLIC

Prenez avis que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère, au bureau de l'Hôtel-de-Ville, à St-Joseph-de-Sorel, le 12 novembre 1946, à 10 heures a.m., par le soussigné.

Club des Raquetteurs, lot 501-1, cadastre St-Pierre; Emile Plourde, lot 202-80, cadastre St-Pierre; Léo Dansereau, lot 189-80, cadastre St-Pierre.

(Sceau)

St-Joseph de Sorel, le 17 septembre 1946.

Le Greffier,

16172-41-2-o

PAUL-A. PELOQUIN.

Province de Québec,—district de Roberval

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-AUGUSTIN

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 1er octobre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207) de vendre les immeubles ci-dessous décrits, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la commission scolaire de St-Augustin, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil de St-Augustin, à St-Augustin, le SIX NOVEMBRE 1946, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées de l'année 1945-46 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1. Henri Simard — Le lot 38, rang 5, sauf à distraire les emplacements appartenant à Theo-

Sales for Taxes

PUBLIC NOTICE

Hereby take notice that the following immovables will be sold by auction sale, the 12th of November 1946, at 10 o'clock, in the morning, at the City Hall.

Club des Raquetteurs, lot 501-1, cadastre St-Pierre; Emile Plourde, lot 202-80, cadastre St-Pierre; Léo Dansereau, lot 189-80, cadastre St-Pierre.

(Seal)

St. Joseph de Sorel, September 17, 1946.

PAUL-A. PELOQUIN,

City Clerk.

Province of Quebec, — District of Roberval

SCHOOL COMMISSION OF ST-AUGUSTIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated October 1, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the school commission of St-Augustin, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the council hall of St-Augustin, at St-Augustin, on the SIXTH of NOVEMBER, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes for the year 1945-46 and previous years shall have been paid before the sale.

1. Henri Simard:— Lot 38, range 5, save to be deducted the emplacements belonging to

phile Côté, Philippe Gaudreault, Arthur Gaudreault et la Société Coopérative Agricole de St-Augustin ou leurs représentants.

2. Pierre Côté:—a) Le lot 31, rang 7, sous billet de location. b) La demie nord-ouest du lot 32, rang 7, sous billet de location.

Ces lots ou parties de lots ci-haut mentionnés sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Dalmas.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Augustin, ce 8ème jour d'octobre 1946.

16179-41-2-o Le Secrétaire-trésorier,
MICHEL PEDNEAULT.

Théophile Côté, Philippe Gaudreault, Arthur Baudreault and the Cooperative Agricultural Association of St-Augustin or their representatives.

2. Pierre Côté:—a) Lot 31, range, 7, under location ticket. b) The northwest half of lot 32 range 7, under location ticket.

The lots or parts of lots above mentioned are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Dalmas.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Augustin, this 8th day of October 1946.

16179-41-2 MICHEL PEDNEAULT,
Secretary-Treasurer.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, cour supérieure, N°. Eva Grenier, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Adrien Lauzon, camionneur, du même lieu et dûment autorisée aux fins des présentes par jugement rendu le 1er octobre 1946, par l'Honorable Juge Philémon Cousineau, demanderesse, vs Le dit Adrien Lauzon, camionneur, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er octobre 1946.

16158-o Saint-Jérôme, ce 1er octobre 1946.
Le Procureur de la demanderesse,
JOSEPH FORTIER.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No. 247635. Dame Jeanne Rivest, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wellie Bacon, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Ledit Wellie Bacon, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 septembre 1946.

16159-o Montréal, le 30 septembre 1946.
Le Procureur de la demanderesse,
DIDIER LEROUX.

Actions for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, superior Court, No. Eva Grenier, of the town of St. Jérôme, district of Terrebonne, wife common as to property of Adrien Lauzon, carter, of the same place, and duly authorized for the purpose hereof by a judgment rendered the 1st of October 1946, by the Honorable Justice Philémon Cousineau, plaintiff, vs the said Adrien Lauzon, carter, of the town of St. Jérôme, district of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 1st of October 1946.

16158-o Saint. Jérôme, October 1, 1946.
JOSEPH FORTIER,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 247635. Dame Jeanne Rivest, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wellie Bacon, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs the said Wellie Bacon, clerk, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on September 17, 1946.

16159 Montreal, September 30, 1946.
DIDIER LEROUX,
Attorney for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, cour supérieure, N° 16361. Dame Aurore St-Jean, épouse commune en biens de Pierre Beaulieu, cultivateur, de Ste-Françoise, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Pierre Beaulieu, de Ste-Françoise, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée le 11ème jour de septembre 1946.

15160-o Rivière du Loup, 18 septembre 1946.
Les Procureurs de la demanderesse,
CASGRAIN & LIZOTTE.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 16361. Dame Aurore St-Jean, wife common as to property of Pierre Beaulieu, farmer, of Ste-Françoise, duly authorized to "ester en justice," plaintiff; vs Pierre Beaulieu, of Ste-Françoise, defendant.

An action for separation as to bed and board was taken on the 11th day of September, 1946.

15160 Rivière du Loup, September 18, 1946.
CASGRAIN & LIZOTTE,
Attorneys for plaintiff

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3997

Number 3997

Québec, le 3 octobre 1946.

Quebec, October 3, 1946.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil.

Present: the Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNANT la réserve de pêche de la Baie de l'Île de Grâce.

RESPECTING the Fishing Reserve of the Bay of "L'Île de Grâce".

ATTENDU qu'il n'existe aucun endroit mis à part dans les îles de Sorel où le pêcheur sportif puisse y faire la pêche, sans y trouver une exploitation commerciale avec filets, verveux et autres appareils du même genre;

WHEREAS, in the Sorel islands, no place has been set apart where a sportsman may fish without coming across commercial fisheries with nets, hoop-nets and other apparatus of the same kind;

ATTENDU qu'il est opportun de créer une réserve de pêche où la pêche à la ligne ou à la canne et ligne seulement sera permise, dans la baie de l'Île de Grâce et la baie de l'Île aux Corbeaux, comté de Richelieu;

WHEREAS it is expedient to create a fishing reserve where only angling shall be permitted, in the bay of "Île de Grâce" and the bay of "Île aux Corbeaux" in the county of Richelieu;

Vu le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

SEEING subsection 6 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

QUE toute l'étendue des baies de l'Île de Grâce et de l'Île aux Corbeaux, dans le comté de Richelieu, soit constituée en réserve de pêche où seule la pêche à la ligne ou canne et ligne soit permise, sujette aux conditions générales fixées par la loi et autres conditions spéciales qui pourront être subséquemment déterminées s'il y a lieu.

THAT the whole extent of the bays of "Île de Grâce" and of "Île aux Corbeaux", in the county of Richelieu, be constituted into a fishing reserve where only angling shall be permitted, subject to the general conditions enacted by law and other special conditions which may subsequently be determined, if required.

TOUT contrevenant aux dispositions des règlements concernant cette réserve est passible de l'amende et de l'emprisonnement tel que prévu à l'article 38 du chapitre 154 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Any one who infringes the provisions of any regulations respecting the said reserve shall be liable to fine and imprisonment, as provided by section 38 of chapter 154 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16174-o A. MORISSET.

A. MORISSET,
16174 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3998

Number 3998

Québec, le 3 octobre 1946.

Quebec, October 3, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'agrandissement de la réserve dite "Vieux Comptoir".

CONCERNING the enlarging of the "Vieux Comptoir" Reserve.

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2834, en date du 30 octobre 1941, une Réserve fut créée à l'est de Baie James, dans la région appelée Vieux Comptoir, en vue d'introduire et d'élever le castor à l'état naturel et d'en contrôler ensuite la chasse lorsque l'accroissement naturel le justifie;

WHEREAS in virtue of Order in Council No. 2834 of October 30th, 1941, a Reserve was created East of James Bay, in the region called "Vieux Comptoir", with a view to bringing in and raising beaver in its natural state and of later controlling the hunting of same natural reproduction justifies it;

ATTENDU QUE les Indiens sont très favorables à ce système qui leur assure, pour un avenir rapproché, des chasses plus fructueuses et, en conséquence, ils sollicitent que la Réserve du Vieux Comptoir soit agrandie, de façon à accorder les mêmes avantages à d'autres tribus qui vivent hors de la présente Réserve.

WHEREAS the Indians are very much in favour of this system which assures them, for the near future, more profitable hunting and, therefore, they petition that the "Vieux Comptoir" Reserve be enlarged, so as to afford the same advantages to other tribes who live beyond the present reserve.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

QUE l'arrêté en conseil portant numéro 2834, en date du 30 octobre 1941, soit amendé et que la désignation de la Réserve soit remplacée par la suivante:

THAT the Order in Council bearing number 2834, of October 30th, 1941, be amended and that the description of the Reserve be replaced by the following:

"Commençant au point où la rivière Eastmain se déverse dans la Baie James, en suivant la rive nord de ladite rivière Eastmain vers l'est jusqu'à la Gorge Ross; ensuite, vers l'est et le nord le long de la hauteur des terres entre les rivières Ross, Opinaka, Sakami et Eastmain jusqu'à son intersection avec la hauteur des terres entre le bras sud de la rivière Fort George et le lac Nichikun; delà, vers le nord-est le long de ladite hauteur des terres entre le bras sud de la rivière Fort George et le lac Nichikun jusqu'au bras nord de la rivière Fort George (Rivière la Grande) jusqu'à la décharge du lac Round-eyed, traversant ledit bras nord de la rivière Fort George à la décharge du lac Round-eyed; de là, vers le nord le long de la hauteur des terres entre la rivière Eagle et la rivière North Star jusqu'à son intersection avec la hauteur des terres entre les rivières Great Whale et Fort George; de là, vers l'ouest le long de ladite hauteur des terres jusqu'à son intersection avec la ligne de longitude 72ième; de là, vers le sud le long de ladite ligne de longitude 72ième jusqu'à son intersection avec la rive nord du bras nord de la rivière Fort George (Rivière la Grande); de là, vers l'ouest le long du bras nord de la rivière Fort George (Rivière la Grande) jusqu'où elle se déverse dans la Baie James; de là, vers le sud le long de la rive de la Baie James jusqu'au point de départ, le tout comprenant les territoires de piégeage des Indiens de Eastmain, Old Factory et Fort George, couvrant une superficie approximative de trente mille milles carrés (30,000), telle qu'apparaît sur la carte annexée à la proposition susdite.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16175-o A. MORISSET.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3991

Quebec, le 3 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de 10 milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 4269 du 14 novembre 1944, relatif à l'industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1946.

16184-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3992

Québec, le 3 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie de la

"Starting at a point where the Eastmain river empties into James Bay, following the north shore of the said Eastmain river Eastward as far as the George Ross river; thence, eastward and northward along the height of land between the Ross, Opinaka, Sakami and Eastmain rivers to its intersection with the height of land between the south branch of the Fort George river and Lake Nichikun; thence, northeastward along the said height of land between the south branch of the Fort George river and lake Nichikun to the north branch of the Fort George river (Rivière la Grande) as far as the discharge of lake Round-eyed, crossing the said north branch, of the Fort George river at the discharge of lake Round-eyed; thence northward along the height of land between the Eagle river and the North Star river to its intersection with the height of land between the Great Whale and Fort George rivers; thence, westward along the said height of land to its intersection with the 72nd line of longitude; thence southward along the said 72nd line of longitude to its intersection with the north bank or north branch of the Fort George river (Rivière la Grande); thence, westward along the north branch of the Fort George river (Rivière la Grande) to where it empties into James Bay; thence southward along the shore of James Bay to the starting point, the whole comprising the trap lines of the Indians of Eastmain, Old Factory and Fort George, covering an approximate superficial area of thirty thousand (30,000) square miles, as shown on the map annexed to the aforesaid recommendation.

A. MORISSET,
16175 Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3991

Quebec, October 3, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of 10 miles from its limits.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 4269, of November 14, 1944, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits, be extended until December 1st, 1946.

16184-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3992

Quebec, October 3, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Québec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 2375, of September 11, 1937, and amendments, relating to the

confection pour dames dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1946.

16185-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Number 3993

Québec, le 3 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 3500 du 1er septembre 1945, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1946.

16186-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3994

Québec, le 3 octobre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation du décret relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 2816 du 4 octobre 1943 et amendements, relatif au métier d'horloger dans l'Île de Montréal, l'Île Jésus et le comté de Terrebonne, soit de nouveau prolongé jusqu'au 9 octobre 1947.

16187-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec, be extended until December 1st, 1946.

16185-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER ON COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3993

Quebec, October 3, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 3500, of September 1, 1945, relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal, be extended until December 1, 1946.

16186-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3994

Quebec, October 3, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the decree relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 2816, of October 4, 1943, and amendments, relating to the clockmaking trade in the Island of Montreal, Jesus Island and the county of Terrebonne, be again extended until October 9, 1947.

16187-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

"COMMUNITY HOMES LTD."

Règlement spécial "D"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

Qu'il soit décrété, par les présentes, comme le règlement "D" de la compagnie, que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

Copie conforme certifiée d'un règlement spécial "D" passé à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 16 septembre 1946 et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie, tenue subséquemment à la même date, par le vote unanime de tous les actionnaires.

16190 Le Secrétaire,
THOS. W. LOVETT.

Miscellaneous Notices

"COMMUNITY HOMES LTD."

Special By-Law "D"

Being a By-law to increase the number of Directors of the Company.

Be it hereby enacted as Special By-law "D" of the company that the number of Directors of the company be and it is hereby increased from three to four.

Certified a true copy of a Special By-Law "D" passed at a meeting of the Directors of the company held on September 16th, 1946 and confirmed at a meeting of the Shareholders of the company subsequently held on the same date, by the unanimous vote of all the Shareholders.

16190-o THOS. W. LOVETT,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels) —

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 septembre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Saint-Polycarpe, comté de Soulanges.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16161-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Poseurs de Lattes Métalliques de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 1231 est, rue Demontigny, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16162-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Barraute", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 27 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Barraute, comté d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16163-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Chambly", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chambly Bassin, comté Chambly.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16164-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 septembre 1946.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a professional Syndicate under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Valleyfield", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Polycarpe, county of Soulanges.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16161

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Poseurs de Lattes Métalliques de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 1231 Demontigny street East, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16162

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Barraute" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on September 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Barraute, county of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16163

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Chambly" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chambly Basin, county Chambly.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16164

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 14, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Blaise, comté de St-Jean.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Blaise, county of St-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16165-o JEAN BRUCHÉSI.

16165 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-sur-Richelieu", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 septembre 1946.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-sur-Richelieu", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 18, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Denis comté de St-Hyacinthe.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Denis, county of St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16166-o JEAN BRUCHÉSI.

16166 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Catherine", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 septembre 1946.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Catherine" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 28, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Catherine, county of Portneuf.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16167-o JEAN BRUCHÉSI.

16167 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de la Cité de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 23 septembre 1946.

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de la Cité de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 23, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 1231 est, Demontigny, Montréal, district de Montréal.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 1231 Demontigny East, Montreal, district of Montreal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16168-o JEAN BRUCHÉSI.

16168 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques le Majeur", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 octobre 1946.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques le Majeur" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 2, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jacques le Majeur, comté de Wolfe.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jacques le Majeur, county of Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16170-o JEAN BRUCHÉSI.

16170 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY

MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY

Règlement Numéro 33

By-Law Number 33

Attendu que la compagnie Montréal Loan and Mortgage Company a cessé d'exercer ses affaires,

Whereas the Montreal Loan and Mortgage Company has ceased to carry on business, except

sauf pour fins de liquidation de ses affaires et n'a pas de dettes ou d'obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme étant le règlement numéro 33 de la compagnie:

Que l'actif de la compagnie soit distribué entre ses actionnaires selon leur détention du capital-actons de la compagnie et que M. W. Ernest Bolton, le président, M. Ross R. Hutchison, le vice-président, et M. Gilbert A. McColl, le gérant, ou deux d'entre eux, soient et ils sont, par les présentes, autorisés à faire tous actes pour effectuer cette distribution.

Je certifie, par les présentes, que le règlement ci-dessus a été décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie Montreal Loan and Mortgage Company légalement convoquée et tenue le 7ième jour d'octobre 1946.

16171 Le Gérant,
G. A. McCOLL.

for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

Be and it is hereby enacted as By-Law Number 33 of the Company:

That the assets of the Company be distributed amongst its shareholders in accordance with their holdings of the capital stock of the Company, and that Mr. W. Ernest Bolton, the President Mr. Ross R. Hutchison, the Vice-President, and Mr. Gilbert A. McColl, the Manager, or any two of them, be and they are hereby authorized to perform all acts to make this distribution.

I hereby certify that the above By-Law was enacted at a meeting of the Board of Directors of the Montreal Loan and Mortgage Company legally called and held on the 7th day of October, 1946.

16171-o G. A. McCOLL,
Manager.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Cercle St-Luc de La Motte", en date du 1er juin 1946, dont le siège social est situé à La Motte, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du secrétaire de la Province, le 27 septembre 1946.

16177-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Cercle St-Luc de La Motte" under date the 1st day of June, 1946, whereof the head office is at La Motte, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th of September, 1946.

16177 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Journaliers & Manceuvres de Montréal," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

16188-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Journaliers & Manceuvres de Montréal," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 17, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

16188 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Département de l'Agriculture

Avis est, par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de St-Hyacinthe, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Barnabé-Sud" et que son principal siège d'affaires est à St-Barnabé, comté de St-Hyacinthe.

Le ministre autorise la formation de cette société.

16156-o Québec, ce deuxième jour d'octobre 1946.
Le Sous-ministre de l'Agriculture.
JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of St-Hyacinthe, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q., 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Barnabé-Sud", and that its principal place of business is at St-Barnabé, county of St-Hyacinthe.

The Minister authorizes the formation of the said association.

16156 Deputy Minister of Agriculture.
JULES SIMARD.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Lepage (Maintenant municipalité du village de St-Benoît-

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the Township of Lepage (Now Municipality of the Village of St. Benoit-

Joseph-Labre) division d'enregistrement de Mata-
pédia.

Joseph-Labre) Registration division of Mata-
pédia.

Avis est, par la présente donné que le lot
89-4-14 est annulé et remplacé par le lot 89-6-1
conformément aux dispositions de l'article 2174A
du Code civil.

Notice is hereby given that lot 89-4-14 is can-
celled and replaced by lot 89-6-1 in virtue of Arti-
cle 2174A of the civil Code.

Québec, le 10 septembre 1946.

Quebec, September the 10th, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

16157-o

16157-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
Examens de novembre 1946 — Examinations of November 1946

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Antonuk	André	20	Montréal	Séminaire de philosophie
2.— Archambault	Pierre	26	Outremont	10 Geo. VI, ch. 45
3.— Arcouette	Georges	25	Montréal	Collège St-Laurent
4.— Aubut	Victor	31	Montréal	Université St-Joseph, N. B.
5.— Belleville	Marcel	23	Montréal	Externat Classique Ste-Croix
6.— Biega	Alexander	23	Montréal	Collège Loyola
7.— Black	E. P.	20	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
8.— Blain	P.-E.	20	Montréal	Collège André Grasset
9.— Brady	Francis	23	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
10.— Bruneau	A. A.	22	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
11.— Charpentier	P. E.	20	Montréal	Collège Dominicain de philosophie
12.— Chevalier	Maurice	20	Montréal	Collège Jean de Brébœuf
13.— Coderre	Jacques	20	Outremont	Collège Stanislas
14.— Corbeil	Gérard	26	Montréal	Collège André Grasset
15.— Cossette	Gilles	21	Montréal	Université d'Ottawa
16.— Dansereau	Pierré	22	Montréal	Externat Classique Ste-Croix
17.— Day	G. H.	22	Montréal	Université Laval
18.— de la Rochelle	Gilles	20	Montréal	Collège Ste-Marie
19.— Dodds	John O.	23	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
20.— Ducharme	Lucien	28	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
21.— Frenette	Jacques	22	Montréal	Collège Ste-Marie
22.— Gélinas	Hélène	22	Montréal	Collège Marie-Anne Lachine
23.— Gouin	Gilles	20	Montréal	Collège Stanislas
24.— Grant	W. A.	25	Montréal	Université McGill
25.— Hastings	T. R.	23	Montréal	Université McGill
26.— Henry	Ross A. C.	23	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
27.— Hepburn	R. G.	27	Montréal	Université McGill
28.— Lagarde	Roger	23	Montréal	Collège Bourget (Rigaud)
29.— Lanctôt	J. N.	20	Montréal	Collège Ste-Marie
30.— Leboeuf	Raymond	20	Montréal	Collège Ste-Marie
31.— Lefebvre	Yvon	19	Montréal	Collège Stanislas
32.— Léger	J. M.	19	Montréal	Collège André Grasset
33.— Létourneau	C. U.	34	Montréal	Université McGill
34.— Léveillé	Antoine	23	Montréal	Université de Montréal
35.— Loiseleur	J. O.	22	Montréal	Séminaire de St-Hyacinthe
36.— McCammon	J. W. M.	23	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
37.— McDonald	Geo. C.	27	Montréal	Université McGill
38.— McGoun	G. A.	23	Montréal	10 Geo. VI, ch. 45
39.— Mannings	C. T.	21	Montréal	Bishops University
40.— Maranda	J. G.	21	Montréal	Collège de Montréal
41.— Marcoux	Réal	23	Montréal	Institut Mongeau & St-Hilaire
42.— Mathieu	Guy	21	Montréal	Collège de Montréal
43.— Monet	Amédée Jr.	20	Montréal	Collège André Grasset
44.— Morel	François	21	Montréal	Collège Ste-Marie
45.— Noisieux	Roger	37	Montréal	Université de Montréal
46.— Paradis	Louis	21	Montréal	Séminaire de philosophie
47.— Parent	Roger	19	Montréal	Collège Ste-Marie
48.— Picard	Claude	22	Montréal	Séminaire de philosophie
49.— Pratt	Guy	21	Montréal	Collège Ste-Marie
50.— Riback	Marvin	20	Montréal	Université Queen's
51.— St-Cyr	Gérald	21	Montréal	Collège Loyola
52.— St-Germain	Roland	21	Montréal	Séminaire de philosophie
53.— Shatner	Conrad	20	Montréal	Université McGill
54.— Taschereau	Antoine	21	Montréal	Collège Jean de Brébœuf
55.— Taschereau	L. P.	19	Montréal	Collège Jean de Brébœuf
56.— Tasseur	Jacques	21	Montréal	Collège Ste-Marie
57.— Vallières	Joseph	23	Montréal	Collège Ste-Marie
58.— Wagner	Claude	21	Montréal	Université d'Ottawa
59.— Willis	R. S.	26	Montréal	Université McGill

Montréal, le 8 octobre 1946 — Montreal, October 8, 1946.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
MARC LACOSTE,
Secretary of the Bar of Montréal.

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annulled

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3925, en date du 3 octobre 1946, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10 Georges VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies mentionnées ci-après a été décrétée, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council No. 3925, dated October 3, 1946, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, annulment of the letters patent of the following companies, has been ordered, to wit:

Nom de la compagnie — Siège social:

Name of company — Head Office.

Abercorn House Limited — Abercorn, district de Bedford.
 Abt-Bernot, Canadian Incorporated — Québec.
 L'Académie Nationale de Comédie, Inc. — Montréal.
 Academy Apartment Company — Montréal.
 Académie Canadienne d'Art Dramatique Inc. — Montréal.
 Acadia Construction, Limited — Montréal.
 Acadia Exploration Company — Québec.
 Acadia Shipping Company (Quebec) Limited — Montréal.
 Les Accessoires de Sports (Limitée) — Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières.
 The Accessory Shop, Inc. — Montréal.
 Accordion Corporation of Canada — Montréal.
 Acer Investments Limited — Montréal.
 La Cie des Actionnaires-consommateurs — Montréal.
 ACME Bridge Club Incorporated — Montréal.
 ACME Cadillac Gold Mines Limited — Montréal.
 ACME Cartage Ltd. — Montréal.
 ACME Cleaners and Dyers Limited — Montréal.
 ACME DRESS Ltd. — Montréal.
 ACME Exterminating, Fumigating & Manufacturing Limited — Montréal.
 ACME Hardware & Sporting Goods Limited — Montréal.
 ACME Hat Manufacturing Company, Limited — Montréal.
 ACME Jewellers Incorporated — Montréal.
 ACME Mailing Service Limited — Montréal.
 The ACME Mining & Smelting Corporation Ltd. — Montréal.
 ACME Placer Mines Limited — Montréal.
 Acoustiques Phonographiques Limitée, Phonograph Acoustics Limited — Montréal.
 La Compagnie Actionnaire Pro-Larinese — Montréal.
 Acton Sales Company — Acton Vale, Cté Bagot.
 Claude Limitée, Claude Limited — Montréal.
 Lantigen (Canada) Limited — Montréal.
 Progress Engineering Products Limited — Montréal.
 Le Procureur général, par

Abercorn House Limited — Abercorn, district of Bedford.
 Abt-Bernot, Canadian Incorporated — Québec.
 L'Académie Nationale de Comédie Inc. — Montréal.
 Academy Apartment Company — Montréal.
 Académie Canadienne d'Art Dramatique Inc. — Montréal.
 Acadia Construction, Limited — Montréal.
 Acadia Exploration Company — Québec.
 Acadia Shipping Company (Quebec) Limited — Montréal.
 Les Accessoires de Sports (Limitée) — Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières.
 The Accessory Shop, Inc. — Montreal.
 Accordion Corporation of Canada — Montreal.
 Acer Investments Limited — Montreal.
 La Cie des Actionnaires-consommateurs — Montreal.
 ACME Bridge Club Incorporated — Montreal.
 ACME Cadillac Gold Mines Limited — Montreal.
 ACME Cartage Ltd. — Montreal.
 ACME Cleaners and Dyers Limited — Montreal.
 ACME DRESS Ltd. — Montreal.
 ACME Exterminating, Fumigating & Manufacturing Limited — Montreal.
 ACME Hardware & Sporting Goods Limited — Montreal.
 ACME Hat Manufacturing Company, Limited — Montreal.
 ACME Jewellers Incorporated — Montreal.
 ACME Mailing Service Limited — Montreal.
 The ACME Mining & Shelting Corporation Ltd. — Montreal.
 ACME Placer Mines Limited — Montreal.
 Phonograph Acoustics Limited — Acoustiques Phonographiques Limitée, — Montreal.
 La Compagnie Actionnaire Pro-Larinese — Montreal.
 Acton Sales Company — Acton Vale, cté Bagot.
 Claude Limitée, Claude Limited — Montreal.
 Lantigen (Canada) Limited — Montreal.
 Progress Engineering Products Limited — Montreal.
 The Attorney General,

L. DÉSILETS,

per L. DÉSILETS.

16183-o Assistant-procureur général.

16183 Deputy Attorney General.

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, par Me Paul Sylvestre, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de St-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Ernest Sylvestre, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de St-François. Québec, ce 30 septembre 1946.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Paul Sylvestre, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of St. Francis, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Ernest Sylvestre, retired notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, September 30, 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
 Under Secretary of the Province.

16058-40-5-o

16058-40-5

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Louis Saul Joyal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Cyrille de Wendover, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Walter A. Moisan, en son vivant notaire qui pratiquait à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: MM. P. E. Robillard, P.-I. Constant et partie du greffe de J.-E. Girouard. (1881-1897)

Québec, ce 26 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15959-39-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Louis Saul Joyal, notary, residing and practising at Saint-Cyrille de Wendover, judicial district of Arthabaska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Walter A. Moisan, in his lifetime notary who practised at Drummondville, judicial district of Arthabaska, and the records whereof the latter was assignee, to wit: Messrs. P. E. Robillard, P. I. Constant and a part of the records of J. E. Girouard. (1881-1897).

Quebec, September 26, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15959-39-5 Under Secretary of the Province.

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Denis Turenne, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Alcide Rivest, en son vivant notaire qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 27 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16051-40-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me. Denis Turenne, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Alcide Rivest, in his lifetime notary who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, September 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
16051-40-5 Under Secretary of the Province.

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, par Me J. Clément Masson, notaire, demeurant et pratiquant à St-Evariste Station, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Wilfrid Gilbert, en son vivant notaire qui pratiquait à St-Evariste Station, district judiciaire de Beauce.

Québec, ce 8 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16176-41-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Me J. Clément Masson, notary residing and practising at St-Evariste Station, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph Wilfrid Gilbert, in his lifetime notary, who practised at St-Evariste Station, judicial district of Beauce.

Quebec, October 8, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
16176-41-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 5 septembre 1946

MM. Louis Racicot et André Lamarre, de Longueuil: registrateur-conjoint de la division d'enregistrement de Chambly, à Longueuil, sous le nom de Racicot et Lamarre, à compter du 16 septembre 1946.

Québec, 18 septembre 1946.

M. Gustave Poisson, conseil en loi de Sa Majesté, membre du Barreau de la province de Québec, domicilié dans la cité des Trois-Rivières: sous-ministre du bien-être social et de la jeunesse.

Québec, 25 septembre 1946.

M. Henri Michaud, 301, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup: shérif du district de Kamouraska et officier spécial chargé de la confection et de la révision de la liste des jurés pour ce district.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, September 5, 1946.

Messrs. Louis Racicot and André Lamarre of Longueuil: to be Joint Registrar of the Registration Division of Chambly, at Longueuil, under the name of "Racicot et Lamarre", from and after September 16, 1946.

Quebec, September 18, 1946.

Mr. Gustave Poisson, King's Counsel, member of the Bar of the Province of Quebec, domiciled in the city of Trois-Rivières: to be Deputy Minister of Social Welfare and Youth.

Quebec, September 25, 1946

Mr. Henri Michaud, 301 Lafontaine street, Rivière-du-Loup: to be Sheriff of the district of Kamouraska and Special Officer entrusted with the compiling and revising of the list of jurors for this district.

MM. Joseph-Hermas Labrosse et Cyrille Gionet, de Duparquet: commissaires pour tenir, avec **M. Daniel Naud** (nommé par l'arrêté ministériel numéro 2840 du 1er août 1940), la Cour de commissaires de la ville de Duparquet.

16208-o

Messrs. Joseph-Hermas Labrosse and Cyrille Gionet, of Duparquet: to be Commissioners, for the holding, together with **Mr. Daniel Naud** (appointed by Order in Council number 2840 of August 1, 1940) of the Commissioners' Court of the town of Duparquet.

16208

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie **Norancon Exploration (Quebec) Limited** (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en date du 7ième jour de juin 1946, a établi son bureau en la ville de Noranda, dans la province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, ce 2ième jour d'octobre 1946.

Le Président,

ROBERT L. PEPALL.

16169

Avis est donné que **Montflex Inc.** constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 7 juin 1946, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 922 Place Victoria, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 9ième jour d'octobre 1946.

Le Président,

JOSEPH A. E. MONTMINY.

16191-o

"SMITH-CHICOINE LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie **Smith-Chicoine Limited**, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 276) le 28ième jour de février 1946, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au N° civique 70 rue St-Paul.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 10ième jour d'octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,

A. H. C. SMITH.

16192

Head Offices

Notice is hereby given that **Norancon Exploration (Quebec) Limited (No Personal Liability)** incorporated by letters patent on the 7th day of June, 1946, has established its head office at the Town of Noranda in the Province of Quebec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Toronto this 2nd day of October, 1946.

ROBERT L. PEPALL,

President.

16169-o

Notice is hereby given that **Montflex Inc.**, incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act on the 7th day of June, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 922 Victoria Square, in the city of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal this 9th day of October, 1946.

JOSEPH A. E. MONTMINY,

President.

16191-o

"SMITH-CHICOINE LIMITED"

Notice is hereby given that **Smith-Chicoine Limited**, a Company incorporated by Letters Patent, issued in virtue of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chap. 276) on the 28th day of February 1946, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at civic No. 70 St. Paul Street, therein.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec this 10th day of October 1946.

A. H. C. SMITH,

Secretary-Treasurer.

16192-o

Soumissions

Canada, Province de Québec

VILLE DE DUPARQUET

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Scolaire de Duparquet recevra jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 29 octobre 1946, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$15,000.00 d'obligations émises suivant résolutions de ladite Commission scolaire approuvées par le Surintendant de l'Instruction Publique de Québec et la Commission Municipale de Québec.

Tenders

Canada, Province of Québec

TOWN OF DUPARQUET

Public notice is hereby given that the Duparquet School Commission will receive until four o'clock in the afternoon, Tuesday, October 29th 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders endorsed "Tender for Bond" for the purchase of the Duparquet School Commission bonds amounting to \$15,000.00 issued in virtue of motions approved by the Superintendent of The Quebec Board of Education, and by the Quebec Municipal Commission.

Ces obligations sont datées du 1er octobre 1946 et écherront en séries suivant le tableau ci-après:

Année:	Capital
1948	\$2,000.00
1949	2,000.00
1950	2,000.00
1951	2,000.00
1952	2,000.00
1953	2,000.00
1954	2,000.00
1955	1,000.00

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% payable semi-annuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à Québec, Duparquet, et Montréal.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Commission Scolaire de Duparquet pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Ces soumissions seront prises en considération à une séance de MM. les Commissaires qui aura lieu jeudi le 29 octobre 1946 à 4 hrs p.m. au bureau du secrétaire-trésorier.

La Commission scolaire de Duparquet se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Duparquet ce 3 octobre 1946.

16193-o Le Secrétaire-trésorier,
GORDON MOORE.

These bonds are dated October 1st 1946, and will fall due in series as per the following schedule:

Year	Capital
1948	\$2,000.00
1949	2,000.00
1950	2,000.00
1951	2,000.00
1952	2,000.00
1953	2,000.00
1954	2,000.00
1955	1,000.00

The interest on these bonds will be of 3% payable semi-annually on the first of April and the first of October of each year at Québec, Duparquet, and Montreal.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Duparquet School Commission, equal to 1% of the amount of this issue, which deposit will not bear interest.

These tenders will be considered at a sitting of the Commissioners to be held on Tuesday, October 29th, at 4.00 p.m. at the Office of the Secretary-treasurer.

Duparquet School Commission reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Duparquet this 3rd day of October 1946.

16193-o GORDON MOORE,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec — District de Terrebonne

VILLE DE SAINT-JÉRÔME

Avis est, par les présentes donné que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le lundi, vingt-huitième jour d'octobre 1946, pour l'achat d'un montant de \$95,000.00 d'obligations, datées du 1er octobre 1946, émises sous l'autorité du règlement N° 433 Nouvelle Série.

Ces obligations seront remboursables en trente ans, du 1er jour d'octobre 1946 et l'intérêt au taux de 3% sera payable semi-annuellement.

Tableau des échéances

1er oct.	Montant
1947	\$2,000.00
1948	2,100.00
1949	2,100.00
1950	2,200.00
1951	2,300.00
1952	2,300.00
1953	2,400.00
1954	2,500.00
1955	2,500.00
1956	2,600.00
1957	2,700.00
1958	2,800.00
1959	2,900.00
1960	2,900.00
1961	3,000.00
1962	3,100.00
1963	3,200.00
1964	3,300.00
1965	3,400.00
1966	3,500.00
1967	3,600.00
1968	3,700.00
1969	3,800.00
1970	3,900.00
1971	4,100.00

Province of Quebec — District of Terrebonne

TOWN OF ST. JÉRÔME

Notice is hereby given that sealed tenders marked on the envelope: "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, on Monday, October twenty-eighth, 1946, for the purchase of \$95,000.00 in bonds, dated October 1st, 1946, and issued under the authority of by-law No. 433 New Series.

These bonds will be redeemable in thirty years from the first day of October 1946, and the interest at the rate of 3% payable semi-annually.

Table of maturities

Oct. 1st	Amount
1947	\$2,000.00
1948	2,100.00
1949	2,100.00
1950	2,200.00
1951	2,300.00
1952	2,300.00
1953	2,400.00
1954	2,500.00
1955	2,500.00
1956	2,600.00
1957	2,700.00
1958	2,800.00
1959	2,900.00
1960	2,900.00
1961	3,000.00
1962	3,100.00
1963	3,200.00
1964	3,300.00
1965	3,400.00
1966	3,500.00
1967	3,600.00
1968	3,700.00
1969	3,800.00
1970	3,900.00
1971	4,100.00

1972	4,200.00
1973	4,300.00
1974	4,400.00
1975	4,600.00
1976	4,600.00

1972	4,200.00
1973	4,300.00
1974	4,400.00
1975	4,600.00
1976	4,600.00

Le capital et l'intérêt seront payables à Saint-Jérôme ou à Montréal.

Capital and interests will be payable at St. Jérôme or at Montreal.

La Ville se réserve le droit de racheter par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, les obligations présentement émises, en commençant par celles à date des plus éloignées, c'est-à-dire par les dernières échéances du présent emprunt. Dans ce cas, un avis de tel rachat sera publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, pas moins de trente jours ni plus de soixante jours avant la date de rachat et sera affiché et publié en la manière prescrite pour les avis publics de la Ville de Saint-Jérôme. Le même avis sera, dans le même délai, déposé à la poste par le Trésorier de la Ville, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'obligations ainsi rachetables. Toutes obligations dont le rachat sera ordonné, cesseront de porter intérêt à compter de la date mentionnée aux avis ci-dessus cités.

The Town reserves itself the right to redeem in anticipation, at par, at the date of payment of interests, bonds presently issued, beginning by longer maturities. In this case, notice of repurchase will be published once in the *Quebec Official Gazette*, not less than thirty days nor more than sixty days before the date of repurchase and also published as prescribed for the Town of St. Jérôme for public notices. The same notice will be, in the same time, sent by registered mail by the Treasurer of the Town, to the last known address of every holder of such redeemable bonds. All bonds to be redeemed will cease bearing interest from the date given in above mentioned notices.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tenders.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La Ville de Saint-Jérôme ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions reçues.

The Town of St. Jérôme does not obligate itself to accept any of the tenders received.

Saint-Jérôme, ce huitième jour d'octobre 1946.

St. Jérôme, this eighth day of October 1946.

Le Greffier de la Ville,

OCT. TESSIER,

16194-o

OCT. TESSIER.

16194-o

Town Clerk.

Province de Québec—District de Terrebonne

Province of Quebec—District of Terrebonne

VILLE DE SAINT-JÉRÔME

TOWN OF ST. JÉRÔME

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le lundi, vingt-huitième jour d'octobre 1946, pour l'achat d'un montant de \$17,000.00 d'obligations, datées du 1er octobre 1946, émises sous l'autorité du règlement N° 434 Nouvelle Série.

Notice is hereby given that sealed tenders, marked on the envelope: "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, on Monday, October twenty-eighth, 1946, for the purchase of \$17,000.00 in bonds, dated October 1st, 1946, and issued under the authority of by-law No. 434 New Series.

Ces obligations seront remboursables en trente ans, du 1er jour d'octobre 1946 et l'intérêt au taux de 3% sera payable semi-annuellement.

These bonds will be redeemable in thirty years from the first day of October 1946, and the interest at the rate of 3% payable semi-annually.

Tableau des échéances

Table of maturities

1er oct.	Montant
1947	300.00
1948	400.00
1949	400.00
1950	400.00
1951	400.00
1952	400.00
1953	400.00
1954	400.00
1955	500.00
1956	500.00
1957	500.00
1958	500.00
1959	500.00
1960	500.00
1961	500.00
1962	600.00
1963	600.00
1964	600.00
1965	600.00
1966	600.00

Oct. 1st	Amount
1947	300.00
1948	400.00
1949	400.00
1950	400.00
1951	400.00
1952	400.00
1953	400.00
1954	400.00
1955	500.00
1956	500.00
1957	500.00
1958	500.00
1959	500.00
1960	500.00
1961	500.00
1962	600.00
1963	600.00
1964	600.00
1965	600.00
1966	600.00

1967	600.00
1968	700.00
1969	700.00
1970	700.00
1971	700.00
1972	700.00
1973	800.00
1974	800.00
1975	800.00
1976	900.00

1967	600.00
1968	700.00
1969	700.00
1970	700.00
1971	700.00
1972	700.00
1973	800.00
1974	800.00
1975	800.00
1976	900.00

Le capital et l'intérêt seront payables à Saint-Jérôme ou à Montréal.

La Ville se réserve le droit de racheter par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, les obligations présentement émises, en commençant par celles à date des plus éloignées, c'est-à-dire par les dernières échéances du présent emprunt. Dans ce cas, un avis de tel rachat sera publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, par moins de trente jours ni plus de soixante jours avant la date de rachat et sera affiché et publié en la manière prescrite pour les avis publics de la Ville de Saint-Jérôme. Le même avis sera, dans le même délai, déposé à la poste par le Trésorier de la Ville, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'obligations ainsi rachetables. Toutes obligations dont le rachat sera ordonné, cesseront de porter intérêt à compter de la date mentionnée aux avis ci-dessus cités.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

La Ville de Saint-Jérôme ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions reçues.

Saint-Jérôme, ce huitième jour d'octobre 1946.

Le Greffier de la Ville,

16195-0

OCT. TESSIER.

Capital and interests will be payable at St. Jérôme or at Montreal.

The Town reserves itself the right to redeem in anticipation, at par, at the date of payment of interests, bonds presently issued, beginning by longer maturities. In this case, notice of repurchase will be published once in the *Quebec Official Gazette*, not less than thirty days nor more than sixty days before the date of repurchase and also published as prescribed for the Town of St. Jérôme for public notices. The same notice will be, in the same time, sent by registered mail by the Treasurer of the Town, to the last known address of every holder of such redeemable bonds. All bonds to be redeemed, will cease bearing interest from the date given in above mentioned notices.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tenders.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Jérôme does not obligate itself to accept any of the tenders received.

St. Jérôme, this eighth day of October 1946

OCT. TESSIER,

Town Clerk.

16195-0

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 244995. Blanche Racette, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Rodolphe Belisle, employé civil et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, demanderesse, contre Dame Marie Louise Racette, veuve de Adhelme Dugal, en son vivant pharmacien, Dame Eugénie Racette, épouse séparée de biens de Louis Joseph Labrosse, courtier, et ce dernier pour assister son épouse aux présentes, Dame Anna Racette, épouse commune en biens de Philippe Nobert, tavernier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Albina Racette, épouse séparée de biens d'Ernest Laurence, rentier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Violette Jeannotte, épouse séparée de biens de Nazaire Olivier dit Demers et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, défendeurs.

Avis vous est par les présentes donné qu'un jugement de la Cour Supérieure séant à Montréal, district de Montréal, rendu le 11 septembre 1946, a ordonné la licitation des immeubles ainsi désignés:

a) "Un emplacement ayant front sur la rue du Parc Lafontaine et composé des lots numéros vingt-et-un et vingt-deux de la subdivision du lot numéro huit (8-21 et 22) aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean Baptiste,

Sale by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 244995. Blanche Racette, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Rodolphe Belisle, civil employee, and the latter in order to authorize his wife to the presents, plaintiff, vs Dame Marie-Louise Racette, widow of Adhelme Dugal, in his living druggist, Dame Eugénie Racette, wife separate as to property of Louis Joseph Labrosse, broker, and the latter in order to authorize his wife to the presents, Dame Anna Racette, wife common as to property of Philippe Nobert, tavern keeper, and the latter personally as well as in order to authorize his wife to the presents, Dame Albina Racette, wife separate as to property of Ernest Laurence gentleman, and the latter in order to authorize his wife to the presents, Dame Violette Jeannotte, wife separate as to property of Nazaire Olivier dit Demers and the latter in order to authorize his wife to the presents, defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal, district of Montreal, rendered on the 11th day of September 1946, the licitation of the immovable properties described as follows, was ordered:

a) An emplacement fronting on Park Lafontaine St. in the city of Montreal, and consisting of lots numbers twenty-one and twenty-two of the subdivision of lot number eight (8-21 & 22) on the Official Plan and Book of Reference of the

mesurant cinquante pieds de largeur par cent-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 4154 et 4164 de ladite rue du Parc Lafontaine et avec toutes les servitudes s'y rattachant.

b) Un emplacement situé à l'angle des rues Sainte-Catherine est et Plessis, connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-dix (690) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1451 à 1457 de la rue Ste-Catherine est à Montréal, et 1403 à 1411 de la rue Plessis, à Montréal, avec les servitudes s'y rattachant.

c) Un emplacement situé à Montréal, angle des rues Ste-Catherine est et Dorion, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur en front sur la rue Ste-Catherine est et cinquante-deux pieds de largeur en arrière, par une profondeur de cent onze pieds et huit pouces du côté de la rue Dorion et cent-dix pieds et quatre pouces de l'autre côté dudit emplacement, lequel est borné comme suit: en front par la rue Ste-Catherine; en arrière par une ruelle de dix-sept pieds de largeur faisant partie de la partie non subdivisée du lot numéro quatre cent quarante-six des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie; d'un côté par la rue Dorion et de l'autre côté par le lot numéro neuf de la subdivision du lot numéro cent quarante-quatre du même cadastre;

Cet emplacement est composé comme suit:

1° des lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-six (446-1 & 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

2° des lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-cinq (445-1 & 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

3° et du lot numéro dix de la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (444-10) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie;

avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros 1884 et 1894 de la rue Ste-Catherine est et le numéro 1286 de la rue Dorion avec les servitudes s'y rattachant.

d) Un emplacement situé à Montréal, rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le numéro deux cent trente-neuf de la subdivision du lot numéro douze cent trois (1203-239) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec les constructions dessus érigées portant les numéros 3904 à 3908 de ladite rue Saint-Hubert, et avec les servitudes s'y rattachant et notamment un droit de passage, en commun, avec qui de droit dans la ruelle en arrière.

e) Un emplacement situé à Montréal, rue Saint-Hubert, et composé comme suit:

1° D'une partie du lot numéro seize de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-quinze (1195 ptie 16) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques; mesurant sept pieds et neuf pouces de largeur par cent quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la rue Saint-Hubert; en arrière par la ruelle ci-après décrite et faisant partie du lot numéro vingt-cinq de ladite subdivision du même cadastre; d'un côté par la partie ci-après décrite du lot numéro

Village of St. Jean Baptiste measuring fifty feet in width by hundred ten feet in depth, English measure, more or less, with buildings thereon erected and bearing civics numbers 4154 to 4164 of Park Lafontaine St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

b) An emplacement situated at the corner of St. Catherine St. East and Plessis St., in the city of Montreal, known and designated under No. six hundred ninety (690) on the Official Plan and Book of reference of St. Mary's ward, measuring forty-five feet in width by ninety feet in depth, English measures more or less, with buildings thereon erected bearing civics numbers 1451 to 1457 of the said St. Catherine St. East, in Montreal, and 1403 to 1411 of the said Plessis St., Montreal, with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

c) An emplacement situated in Montreal, at the corner of St. Catherine St. East and Dorion St., measuring fifty-four feet in width in front on St. Catherine St. East and fifty-two feet in width at the rear, by a depth of one hundred eleven feet and eight inches on the side of Dorion St., and one hundred ten feet and four inches on the other side of the said emplacement, which is bounded as follows: at the front by St. Catherine St.; at the rear by a lane of seventeen feet in width being part of the unsubdivided part of lot No. four hundred forty-six on the official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward; on one side by Dorion St., and on the other side by lot number nine of the subdivision of lot number hundred forty-four of the same cadaster.

This emplacement is composed as follows:

1. of lots numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred forty-six (446-1 & 2) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

2. of lots numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred forty-five (445-1 & 2) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

3. and of lot number ten of the subdivision of lot number four hundred forty-four (444-10) on the Official Plan and Book of Reference of St. Mary's ward.

with the buildings thereon erected and bearing numbers 1884 to 1894 of St. Catherine St. East and the number 1286 Dorion St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement.

d) An emplacement situated in Montreal, on St. Hubert St., known and designated under number two hundred thirty-nine of the subdivision of lot no. twelve hundred three (1203-239) on the Official Plan and Book of Reference of St. James' ward, measuring twenty-five feet in width, by hundred nine feet in depth, English measure, more or less, with the buildings thereon erected and bearing civics numbers 3904 to 3908 of the said St. Hubert St., with all the servitudes pertaining to the said emplacement and specially a right of way, in common, with whom it may concern, in the lane at the rear.

e) An emplacement situated in Montreal, on St. Hubert St. and composed as follows:

1. Of a part of lot number sixteen of the subdivision of lot number eleven hundred ninety-five 1195 pt. 16) on the Official Plan and Book of Reference of St. James' ward, measuring seven feet and nine inches in width by one hundred forty-five feet in depth, English measure, more or less, bounded at the front by St. Hubert St., at the rear by the lane herein after described and being part of lot no. twenty five of the said subdivision of the same cadaster; on one side by the part herein after described of lot no.

1195-15 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-16;

2° et d'une partie du lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro onze cent quatre vingt-quinze (1195-ptie 15) dudit cadastre; mesurant seize pieds et trois pouces de largeur par toute la profondeur de ce lot, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par la rue Saint-Hubert; en arrière par ladite ruelle; d'un côté par ledit lot numéro 1195-16 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-15;

Avec la maison portant les numéros 2078 à 2082 de ladite rue Saint-Hubert, et les dépendances dessus érigées et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant et notamment droit de passage à perpétuité, en commun avec qui de droit, tant à pied qu'en voiture, dans la ruelle connue sous le numéro dix-neuf de la subdivision dudit lot numéro 1195 dudit cadastre; ainsi que dans celle située en arrière, composée du lot numéro quinze A de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-dix-huit dudit cadastre et d'une partie de la partie nord-ouest du lot numéro vingt-cinq de la subdivision dudit lot numéro 1195 du même cadastre; le canal d'égout de cette propriété étant mitoyen et devant servir aussi pour la propriété voisine; les murs latéraux de cette propriété étant aussi mitoyens; tel que le tout est plus amplement détaillé dans les titres de la propriété."

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 31 octobre 1946 à 10 h. 15 du matin, (heure de Montréal) en la salle d'audience n° 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou à telle autre chambre qui pourra être assignée à cette fin sujets aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite cour à Montréal.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre pour les immeubles décrits:

- au groupe a, d'une consignation de \$2,250.00;
- au groupe b, d'une consignation de \$3,500.00;
- au groupe c, d'une consignation de \$2,900.00;
- au groupe d, d'une consignation de \$860.00;
- au groupe e, d'une consignation de \$760.00.

Les oppositions à la vente s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard le 12e jour avant la date de la licitation et les oppositions, à fin de conserver, dans les six jours après l'adjudication à peine de forclusion.

Montréal, ce 23ième jour de septembre 1946.

Les procureurs de la demanderesse,
15928-39-2-o NANTEL & NANTEL.

1195-15 and on the other side by the residue of the said lot no. 1195-16;

2. and of a part of lot number fifteen of the subdivision of lot number eleven hundred ninety five (1195-pt. 15) of the said cadaster, measuring sixteen feet and three inches in width by all the depth of this lot, English measure, more or less, bounded at the front by St. Hubert St.; at the rear by the said lane; on one side by the said number 1195-16 and on the other side by the residue of the said lot number 1195-15.

With the house bearing numbers 2078 to 2082 of the said St. Hubert St., and dependences thereon erected with all active and passive servitudes pertaining and specially a perpetual right of way, in common, with whom it may concern, on foot and with vehicles, in the lane known under number nineteen of the subdivision of the said lot no. 1195 of the said cadaster; as well as in the one situated at the rear, composed of lot number fifteen A. of the subdivision of lot number eleven hundred ninety eight of the said cadaster and of one part of the North-west portion of lot number twenty-five of the subdivision of the said lot number 1195 of the same cadaster; the sewer pipe of this property being common and being for the common use of the next house, the side walls of this property being also mitoyen such as all is more fully described in the title deeds of the property.

The said immovable properties will be put up to auction and will be adjudged to the highest and last bidder on October 31st, 1946, at a quarter past ten o'clock (Montreal known time) in the forenoon, in Room no. 31, at the Court House, in the City of Montreal, or in such other Room as may be assigned for such purpose, subject to the charges, clauses and condition indicated in the list of charges deposited at the Office of the Protonotary of the said Court at Montreal.

A deposit must be made by each bidder of \$2,250.00 with every bid for group a, of \$3,500.00 with every bid for group b, of \$2,900.00 for every bid for group c, of \$860.00 for every bid for group d, and of \$760.00 for every bid for group e.

All opposition at the sale, if there may be, must be filed at least twelve days before the date fixed for the sale, and all opposition to payment within six days after the adjudication, under penalty of foreclosure.

Montreal, this 23rd day of September 1946.

(Signed) NANTEL & NANTEL,
15928-39-2-o Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi
N° V-977 } MOISE GRONDIN, de Val
d'Or versus HAYES CADILLAC MINES LIMITED, sans place d'affaires connue dans la province, à savoir:

Comme appartenant à la défenderesse les droits miniers sur les claims Nos A-99231, A-99232, A-99233, A-99234, A-99502, A-99503,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi
No. V-977 } MOISE GRONDIN, of Val
d'Or; versus HAYES CADILLAC MINES LIMITED, without any known place of business in the Province, to wit:
As belonging to the defendant the mining rights on claims Nos A-99231, A-99232, A-99233, A-99234, A-99502, A-99503, A-99504, A-99505.

A-99504, A-99505, A-99506, A-99507, A-99215, A-99216, A-99211 et A-99212, tous dans le canton Louvicourt, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus en bloc au Bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, MARDI le DOUZE NOVEMBRE 1946, à DIX heures du matin.

Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 9 octobre 1946. 16196-41-2-o
[Première insertion, 12 octobre 1946]

IBERVILLE

Cour supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, { PHILIPPE THIBERT, bour-
à savoir: { geois, de Saint-Édouard de Na-
N° 5541 { pierville, district d'Iberville, de-
mandeur, vs ÉMERY LEVERT, des mêmes
lieux, défendeur.

Comme étant en la possession du défendeur.
Une terre située dans la paroisse de Saint-Édouard, comté de Napierville, Qué., connue et désignée sous les numéros quatre cent neuf, quatre cent dix, quatre cent soixante-neuf et quatre cent soixante-douze (Nos. 409, 410, 469 et 472) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Édouard de la contenance de quatre-vingt-huit arpents en superficie, plus ou moins, avec une grange dessus construite.

Le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Édouard, comté de Napierville, le DOUXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET
Saint-Jean, le 8 octobre 1946. 16181-41-2-o
(Première insertion, le 12 octobre, 1946)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour supérieure — district de Montréal
Montréal, { CANADIAN PERSONAL LOAN
à savoir: { & FINANCE CO. INC., deman-
236527 { deresse, vs EVARISTE RANGER,
défendeur.

Un certain emplacement situé au N° civique 1930 chemin Chambly, dans Longueuil Annexe, connu et désigné comme étant les lots Nos cent deux, cent trois, cent quatre, quatre-vingt-dix et quatre-vingt-onze, subdivision du lot originaire numéro cent-trente-deux (132-102-103-104-90 & 91) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$750 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Rhéaume en date du 16 septembre 1946.

Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 18 septembre 1946. 15851-38-2
[Première insertion, 21 septembre 1946.]

A-99506, A-99507, A-99215, A-99216, A-99211 and A-99212, all in the township of Louvicourt — the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold "en bloc" at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on TUESDAY the TWELFTH of NOVEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J.-U. DUMONT, Sheriff.
Amos, October 9, 1946. 16196-41-2
[First insertion, October 12, 1946]

IBERVILLE

Superior Court — District of Iberville

Saint-Jean, { PHILIPPE THIBERT, burgher,
to wit: { of Saint-Édouard de Napier-
No. 5541 { ville, district of Iberville, plaintiff,
vs ÉMERY LEVERT, of the same place, de-
fendant.

As being in the defendants' possession.
A farm situated in the parish of Saint-Édouard, Napierville county, Qué., known and designated under numbers four hundred and nine, four hundred and ten, four hundred and sixty nine and four hundred and seventy two (Nos. 409, 410, 469 and 472) on the official plan and book of reference of the said parish of St-Edouard of an area of eighty-eight arpents, more or less, with a barn thereon erected.

The whole forming one and the same lot of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Édouard, Napierville county, on the TWELFTH day of NOVEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADÉLARD FORGET, Sheriff.
Saint-Jean, October 8, 1946 16181-41-2-o
(First insertion, 12, October, 1946.)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — district of Montreal
Montréal { CANADIAN PERSONAL LOAN
to wit: { & FINANCE CO. INC., plaintiff
236527 { vs EVARISTE RANGER, defendant

"A certain emplacement situated at civic No. 1930 Chambly Road, in Longueuil Annexe known and designated as Lots Numbers One Hundred and two, One Hundred and three, One Hundred and four, Ninety and Ninety-one, Subdivision of the Original lot Number One Hundred and thirty-two, (132-102-103-104-90 & 91) on the official Plan and Books of Reference of the Parish St. Antoine de Longueuil, County of Chambly, with buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Antoine Longueuil, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Judge Rheume dated September 16th 1946.

Sheriff's office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, September 18th 1946 15851-38-2-o
[First insertion, September 21, 1946]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
 Montréal à savoir: { **GEORGES BERTHIAU**,
 N° 246875 } **ME**, demandeur, vs
JEAN-SERGE PARTHENAIS, défendeur.

a) "Un immeuble situé en la cité de Montréal, rue Holt désigné sous le numéro deux mille deux cent neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent-soixante et douze (172-2209) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation avec toutes les bâtisses dessus construites notamment une maison portant les numéros civiques 2931 à 2935 rue Holt, en la cité et district de Montréal. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles."

b) "Un lot de terre situé à l'encoignure de la rue Holt et de la Septième Avenue à Rosemont, cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot subdivision numéro deux mille deux cent huit du lot originaire numéro cent soixante douze (172-2208) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation avec bâtisses comprenant les logements portant les numéros civiques 2937, 2939 et 2941 de la rue Holt."

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Un dépôt de \$750 quant au paragraphe A et de \$800 quant au paragraphe B sera exigé de tout enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge T. Rhéaume, daté le 19 septembre 1946.

Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
 Montréal, 8 octobre 1946. 16076-41-2-o-x
 (Première insertion, 5 octobre 1946 est nulle)
 (Première insertion, 12 octobre 1946)

QUÉBEC

Fieri Facias
 Cour du Recorder

Québec, à savoir: { **LA CITÉ DE QUÉBEC**
 N° 64/46 } contre PROPRIÉTAIRE
 INCONNU, à savoir:

1° Le lot N° 508-1712-A (cinq cent huit-mille sept cent douze-A) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant la partie sud-est de l'emprise du chemin de fer Canadien National, mesurant 60 pieds de largeur sur une profondeur moyenne de 182 pieds et cinq dixièmes, contenant une superficie de 10,950 pieds, mesure anglaise, bornée vers le nord-est par les subdivisions Nos 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, et 1646 du dit lot N° 508, vers le sud-est par le lot N° 508-1712 (25ième rue), vers le sud-ouest par les subdivisions Nos 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754 et 1755 du dit lot N° 508 et vers le nord-ouest par l'emprise du chemin de fer Canadien National, circonstances et dépendances.

2° Le lot 508-1712-A (cinq cent huit-mille sept cent douze-A) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la Cité de Québec, étant la partie nord-ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, mesurant 60 pieds de largeur sur une profondeur moyenne de 173 pieds, contenant en superficie 10,380 pieds mesure anglaise; borné vers le nord-est par les subdivisions 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665 et 1666 du dit lot 508, vers le sud-est par l'emprise du chemin de fer Canadien National,

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
 Montreal, to wit: { **GEORGES BERTHIAU**,
 No. 246875 } **ME**, plaintiff; vs **JEAN-SERGE PARTHENAIS**, defendant.

a) An immovable situate in the city of Montreal, on Holt Street, designated under number two thousand two hundred and nine of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy-two (172-2209) on the official plan and in the book of reference for the village of Côte de la Visitation—with all the buildings thereon erected, in particular the house bearing civic numbers 2931 to 2935 Holt Street, in the city and district of Montreal. As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

b) A lot of land situate at the corner of Holt Street and Seventh Avenue in Rosemont, city of Montreal, known and designated as being subdivision lot number two thousand two hundred and eight of original lot number one hundred and seventy-two (172-2208) on the official plan and in the book of reference for the village of Côte de la Visitation—with the buildings including the dwellings bearing civic numbers 2937, 2939 and 2941 Holt Street.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750 as regards paragraph A and \$800 as to paragraph B will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice T. Rheume, dated September 19, 1946.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
 Montreal, October 8, 1946. 16076-41-2-x
 (First insertion, October 5, 1946 is null)
 (First insertion, October 12, 1946)

QUEBEC

Fieri Facias
 Recorder's Court

Quebec, to wit: { **THE CITY OF QUEBEC**
 No. 64/46 } against UNKNOWN OWNER, to wit:

1. Lot No. 508-1712-A (five hundred and eighty-one thousand seven hundred and twelve-A) of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being the Southeast part of the Canadian National Railway right of way, measuring 60 feet in width by a mean depth of 182 feet and five tenths, containing a superficial area of 10,950 feet, English measure, bounded towards the Northeast by subdivisions Nos: 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645 and 1646 of said lot No. 508, towards the Southeast by lot No. 508-1712 (25th street), towards the Southwest by subdivisions Nos: 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754 and 1755 of said lot No. 508 and towards the Northwest by the Canadian National Railway right of way, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 508-1712-A (five hundred and eighty-one thousand seven hundred and twelve-A) of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the City of Quebec, being the Northwest part of the Canadian National Railway right of way, measuring 60 feet in width by a mean depth of 173 feet, containing a superficial area of 10,380 feet, English measure; bounded towards the Northeast by subdivisions 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665 and 1666 of said lot 508, towards the Southeast by the Ca-

vers le sud-ouest par les subdivisions 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, du dit lot N° 508 et vers le nord-ouest par le lot N° 508-1712-B (27ième rue), circonstances et dépendances.

3° Partie du lot N° 508-1746 (cinq cent huit-mille sept cent quarante six) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un lot de terre de forme triangulaire, mesurant 71 pieds dans la ligne sud-est et 34 pieds dans la ligne sud-ouest contenant une superficie de 1207 pieds, mesure anglaise; bornée vers le nord par l'emprise du chemin de fer Canadien National, vers le sud-est par les lots N° 508-1747 et 508-1756 et vers le sud-ouest par le lot No 726 du cadastre officiel de Charlesbourg, circonstances et dépendances

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 25 septembre 1946. 15941-39-2-o
[Première insertion: 28 septembre 1946.]
[Seconde insertion: 12 octobre 1946.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure
Rimouski
District de Rimouski { ARTHUR TREM-
N° 2382 BLAY, marchand
de Causapsal, district de
Rimouski, demandeur vs JOSEPH P. RIOUX,
du même lieu, dit district défendeur.

Le Lot N° 25 du rang 8 du canton Causapsal, avec bâtisses et dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste Marguerite-Marie de Matapédia à DIX heures de l'avant-midi, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1946.

Le Shérif,
Le bureau du shérif, CHARLES GARON.
8 octobre 1946. 16182-41-2-o
(Première insertion, 12 octobre 1946)

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure,

Canada,
Province de Québec, { Dans une cause dans la-
District des quelle: DAME SU-
Trois-Rivières, ZANNE CARIGNAN,
N° 7654, domiciliée à St-Georges de
Champlain, veuve de feu Henri Paquette,
en son vivant Journalier, domicilié à
St-Roch de Mékinac, était demanderesse; vs
OLIVIER LAMBERT, commerçant et proprié-
taire de taxis, et ALBERT LAMBERT, chauf-
feur de taxis, tous deux domiciliés au même
endroit, étaient défendeurs; le dit Olivier Lam-
bert, défendeur; la dite Dame Suzanne Carignan,
demanderesse.

1° Le tiers indivis d'un emplacement à St-Georges de Champlain, (anciennement St-Théophile du Lac), mesurant un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur, étant partie du lot mille trente deux (Ptie 1032) des plan et livre de renvoi faits pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, contenu dans les bornes suivantes; en front par le chemin public; en profondeur et d'un côté par les représentants de

nadian National Railway right of way, towards the Southwest by subdivisions 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742 of said lot No. 508 and towards the Northwest by lot No. 508-1712-B (27th street), circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 508-1746 (five hundred and eight-one thousand seven hundred and forty-six of the official cadastre for St. Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being a lot of land of triangular figure, measuring 71 feet in the Southeast line and 34 feet in the Southwest line, containing in superficial area 1207 feet, English measure; bounded towards the North by the Canadian National Railway right of way, towards the Southeast by lots Nos. 508-1747 and 508-1756 and towards the Southwest by lot No. 726 of the official cadastre for Charlesbourg, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 25, 1946. 15941-39-2
[First insertion: September 28, 1946]
[Second insertion: October 12, 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, Superior Court
Rimouski,
District of Rimouski, { ARTHUR TREM-
No. 2382 BLAY, merchant, of
Causapsal, district of
Rimouski, plaintiff; vs JOSEPH P. RIOUX, of
the same place, said district, defendant.

Lot N° 25 of range 8 of the township of Causapsal — with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of Ste-Marguerite-Marie de Matapédia, at TEN o'clock in the forenoon, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1946.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
October 8, 1946. 16182-41-2
(First insertion, October 12, 1946)

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada,
Province of Quebec, { In a case where in: DAME
District of SUZANNE CARI-
Trois-Rivières, GNAN, domiciled at St-
No. 7654, Georges de Champlain,
widow of the late Henri
Paquette, in his lifetime a laborer, domiciled at
St-Roch de Mékinac, was plaintiff; vs OLIVIER
LAMBERT, trader and taxi-cab owner, and
ALBERT LAMBERT, taxi-driver, both domici-
ciled at the same place, were defendants; the said
Olivier Lambert, defendant; the said Dame
Suzanne Carignan, plaintiff.

1. The undivided third of an emplacement at St-Georges de Champlain, (formerly St-Théophile du Lac), measuring one quarter of an arpent in width by one arpent in depth, being a part of lot one thousand and thirty two (Pt. 1032) of the official plan and book of reference made for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, contained within the following boundaries: in front by the public road, in depth and on one side by

Louis Plourde et d'autre côté par les représentants de Philorum Normandin; avec maison et bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le tiers indivis d'un terrain au même lieu, connu et désigné comme étant la subdivision soixante et quinze du lot original mille vingt six (75 de 1026) des plan et livre de renvoi de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, sans bâtisses.

Pour être vendus en bloc comme formant un même immeuble, à la porte de l'église de la paroisse de St-Georges de Champlain, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1946, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 16 sept 1946. 15853-38-2-o
[Première insertion, 21 septembre 1946]

the representatives of Louis Plourde and on the other side by the representatives of Philorum Normandin—with a house and buildings, circumstances and dependencies.

2. The undivided third of a lot of land at the same place, known and designated as being subdivision seventy-five of original lot one thousand and twenty-six (75 of 1026) on the official plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel—without buildings.

To be sold "en bloc" as forming one and the same immovable, at the church door of the parish of St-Georges de Champlain, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of OCTOBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, Sept. 16, 1946. 15853-38-2
(First insertion, September 21, 1946)

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de la Juridiction de St-Hyacinthe lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2689, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe. On demande:

Que les 2ième et 3ième alinéas du paragraphe "b" de l'article IV soient radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16173-o

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1988, du 17 mai 1940, amendés par les arrêtés numéros 1632, du 28 juin 1941 et 3117 du 19 novembre 1941, ont été de nouveau amendés par l'arrêté en conseil numéro 3985, du 3 octobre 1946.

L'article 18 desdits règlements est remplacé par le suivant:

"18. *Certificat de qualification* Le Comité paritaire décide que dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, un certificat de qualification est obligatoire pour tout salarié exerçant un des métiers suivants: briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier, menuisier, peintre, tapissier, finisseur de ciment."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16206-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers' and Hairdressers, Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe, has submitted to him a request to amend the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe. It is requested:

That the 2nd and 3rd paragraphs of subsection "b" of section IV be deleted.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16173-o

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers, approved by Order in Council number 1988, of May 17, 1940, amended by orders numbers 1632 of June 28, 1941, and 3117 of November 19, 1941, have again been amended by Order in Council number 3985, of October 3, 1946.

Article 18 of the said by-laws is replaced by the following:

"18. *Certificate of competency* The Parity Committee decides that, in the entire territorial jurisdiction of the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, a certificate of competency is obligatory for every employee carrying on one of the following trades: bricklayer, mason, plasterer, carpenter, joiner, painter, paper hanger, cement finisher."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16206-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec. On demande:

1° Que l'échelle de salaires apparaissant à l'article IV soit remplacée par la suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the Quebec region. It is requested:

1. That the scale of wages which appears in section IV be replaced by the following:

Métiers — Trades

Salaires horaires — Hourly rates

	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Bricketeurs, plâtriers, maçons — Bricklayers, plasterers, masons. . .	1.10	.95	.85	.80
Charpentiers-menuisiers — Carpenters joiners . . .	.90	.85	.75	.70
Calfats — Caulkers . . .	.70	.60	.55	.50
Peintres-Compagnons — Painters-Journeymen . . .	.81	.76	.66	.61
Peintres-Compagnons juniors (1 an) — Painters Junior journeymen (one year) . . .	.71	.66		
Manœuvres ou journaliers — Labourers . . .	.65	.60	.50	.50
Faiseurs de mortier — Mortar makers . . .	.65	.60	.50	.50
Brasseurs de celanite — Celanite mixers . . .	.65	.60	.50	.50
Couleurs de blanc — Plaster pourers . . .	.65	.60	.50	.50
Porteurs d'oiseau — Hod carriers . . .	.65	.60	.50	.50
Tireurs de joints — Joint pointers . . .	.80	.70	.65	.60
Finisseurs de ciment — Cement finishers . . .	.80	.70	.65	.60
Poseurs de tuile, marbre et terrazo — Tile, marble and terrazo layers	.80	.70	.65	.60
Polisseurs de terrazzo à la machine, 1er six mois (apprentissage) — Terrazzo polishing machine operator, 1st six months (apprenticeship) . . .	.60	.55	.45	.45
Polisseurs de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operators . . .	.70	.65	.60	.55
Foreurs — Drillers . . .	.75	.70	.60	.55
Préposés au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operators	.70	.65	.60	.55
Poseurs de lattes métalliques — Lathers (metal) . . .	.75	.70	.60	.55
Poseurs de lattes en bois — Lathers (wood) . . .	.75	.70	.60	.55
Préposés aux pelles mécaniques — Enginemen-mechanical shovels.	.80	.70	.60	.55
Préposés aux tracteurs — Enginemen-tractors . . .	.80	.70	.60	.55
Préposés aux grues — Enginemen-hoisting . . .	.80	.70	.60	.55
Préposés aux malaxeurs — Enginemen-mixers . . .	.81	.71	.66	.61
Préposés aux compresseurs — Enginemen-compressors . . .	.81	.71	.66	.61
Mécaniciens de machines fixes et portatives — Enginemen-stationary and portable machines . . .	.75	.70	.60	.55
Mécaniciens en tuyauterie (plomberie, poseurs d'appareils de chauffage et de réfrigération) — Pipe mechanics (plumbers, pipe fitters and refrigeration mechanics):				
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services) . . .	1.20	1.05	1.00	.95
Compagnons — Journeymen . . .	.90	.80	.75	.70
Compagnons juniors (1 an) — Junior journeymen (one year) . . .	.75	.65		
Electriciens — Electricians:				
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services) . . .	1.20	1.05	1.00	.95
Compagnons — Journeymen . . .	.90	.80	.75	.70
Ferblantiers-couvreurs — Tinsmiths-roofers:				
Compagnons — Journeymen . . .	.90	.80	.75	.70
Compagnons juniors (1 an) — Junior journeymen (one year) . . .	.80	.70		
Mécaniciens en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze mechanics:				
Compagnons — Journeymen . . .	.85	.80	.75	.70
Forgerons — Blacksmiths . . .	.85	.80	.75	.70
Ajusteurs — Fitters . . .	.75	.70	.65	.60
Gratteurs, polisseurs et sableurs de planchers à la main ou à la machine — Floor scrapers, polishers and sanders, by hand or with machine . . .	.80	.75	.70	.65
Gardiens sur chantier (nuit ou jour) maximum 72 heures par semaine — Job watchmen (night or day), a maximum of 72 hours per week . . .	.40	.40	.40	.40

2° Que les montants de \$30.00, \$23.00, \$25.00 et \$21.00, apparaissant aux alinéas 1 et 2 de l'article XIa, soient remplacés par les suivants: \$32.00, \$25.00, \$27.00 et \$23.00.

2. That the amounts of \$30.00, \$23.00, \$25.00 and \$21.00, mentioned in paragraphs 1 and 2 of section XIa, be replaced by the following: \$32.00, \$25.00, \$27.00 and \$23.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 octobre 1946. 16197-o

AVIS D'AMENDEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la broderie dans la province de Québec, rendue obligatoire par l'arrêté en conseil numéro 4269, du 14 novembre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite convention de la façon suivante:

1. En radiant les noms des parties contractantes et en les remplaçant par les suivants:

"D'une part:

"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

et d'autre part:

"Embroidery Pleaters, Stitchers and Button Makers Union", Local 315 de "International Ladies Garment Workers Union".

2. En modifiant l'article II comme suit:

i) Après les mots "comprenant les opérations suivantes" à la troisième ligne, les mots "travail à l'aiguille d'ornementation à la main ou à la machine, broderie "bonnaz" sont ajoutés.

ii) Après les mots "d'ourlets à jour" à la sixième ligne, les mots "posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin" sont ajoutés.

3. En remplaçant le paragraphe "a" de l'article IV par le suivant:

"a) Les ouvriers et salariés suivants doivent travailler selon les taux horaires minima suivants:

	<i>l'heure</i>
Mécanicien "bonnaz"	\$0.97
Plisseur et faiseur de patrons	0.58
Perleur au crochet	0.39
Étampeur	0.42
Mécanicien de machines spéciales	0.42
Brodeur à la main	0.33
Employé général	0.33
Assistant-plisseur	0.33
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	0.33

4. En remplaçant l'article V par le suivant:

"V. Heures de travail: Une semaine de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq jours ouvrables du lundi au vendredi inclusivement de chaque semaine, comme suit:

Le travail commence à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m. avec un arrêt d'une heure pour le repas du midi, de 12.00 (midi) à 1.00 p.m.

Aucun travail ne peut être exécuté le samedi."

5. En amendement l'article VI comme suit:

i) Le paragraphe "b" est remplacé par le suivant:

"Aucun travail supplémentaire n'est permis le vendredi."

ii) Le paragraphe "d" est radié.

iii) Les mots "Sauf les samedis", au début du paragraphe "e", sont radiés.

6. En amendement l'article XI comme suit:

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16197-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the embroidery industry in the province of Quebec, rendered obligatory by Order in Council number 4269, of November 14, 1944, have submitted to him a request to amend the said agreement in the following manner:

1. By deleting the names of the contracting parties and replacing same by the following:

On the one Part:

"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

and on the Other Part:

"Embroidery Pleaters, Stitchers, and Button Makers Union, Local 315, of the International Ladies Garment Workers Union."

2. By amending section II as follows:

i) After the words "in the following operations" in the third line, the words "Needlework ornamentation by hand or machine, Bonnaz embroidering," are added.

ii) After the word "hemstitching" in the fifth line, the words "Nailhead and rhinestone setting" are added.

3. By replacing subsection "a" of section IV by the following:

"a) The following workers or employees shall work for the following minimum hourly rates of wages:

	<i>per hour</i>
Bonnaz Operator	\$0.97
Pleater and Pattern Maker	0.58
Crochet Beader	0.39
Stamper	0.42
Special Machine Operator	0.42
Hand Embroidery Worker	0.33
Floor Help	0.33
Pleater's assistant	0.33

Covered Button and Buckle Maker 0.33"

4. By replacing section V by the following:

"V. Working hours: A week's work shall consist of 40 hours divisible into five working days from Monday to Friday inclusive of each week as follows:

Work shall begin at 8.00 a.m. and shall continue until 5.00 p.m. with an interval of one hour for lunch from noon to 1 P.M.

No work shall be permitted or done on Saturday."

5. By amending section VI as follows:

i) Subsection "b" is replaced by the following:

"No overtime shall be permitted on Friday"

ii) Subsection "d" is deleted.

iii) The words "except on Saturdays", at the beginning of subsection "e", are deleted

6. By amending section XI as follows:

i) Le paragraphe "c" est remplacé par le suivant:

"c) Un apprenti employé-général commence à \$0.21 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.04 l'heure à tous les six mois jusqu'à sa qualification."

ii) Le paragraphe "d" est remplacé par le suivant:

"d) Un apprenti mécanicien de machine ou un apprenti étampeur est promu à la classe du mécanicien de machine ou d'étampeur qualifié après deux ans et demi (2½) de service."

Un apprenti mécanicien de machine ou un apprenti étampeur commence à \$0.21 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.04 l'heure après chaque six mois jusqu'à sa qualification comme mécanicien de machine ou comme étampeur alors qu'il doit recevoir une augmentation de \$0.05 l'heure."

iii) L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "f" est remplacée par la suivante:

	<i>l'heure</i>
1 ^{er} semestre	\$0.21
2 ^{ème} semestre	0.29
3 ^{ème} semestre	0.37
4 ^{ème} semestre	0.42
5 ^{ème} semestre	0.47
6 ^{ème} semestre	0.55
7 ^{ème} semestre	0.63
8 ^{ème} semestre	0.70

7. En remplaçant la première phrase de l'article XVI par la suivante:

"XVI. *Durée du décret*: Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1947."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16199-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 2683, du 9 octobre 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3987, du 3 octobre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 11 octobre 1946 au 11 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret

i) Subsection "c" is replaced by the following:

"c) An apprentice floor helper shall begin at 0.21 cents per hour and be increased .04 cents per hour every six months until graduation."

ii) Subsection "d" is replaced by the following:

"d) An apprentice machine operator or apprentice stamper, shall be graduated in two and a half years (2½ years) into the class of full skilled machine operator or stamper."

An apprentice machine operator or apprentice stamper shall begin at .21c. per hour and shall be increased every six months at the rate of .04c. per hour until graduation into the craft of full skilled machine operator or stamper when such employee shall receive an increase of .05c. per hour."

iii) The schedule of wages which appears in subsection "f" is replaced by the following:

	<i>per hour</i>
First six months	\$0.21
After 6 months	0.29
After 12 months	0.37
After 18 months	0.42
After 24 months	0.47
After 30 months	0.55
After 36 months	0.63
After 42 months	0.70

7. By replacing the first sentence of section XVI by the following:

"XVI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until the 31st day of July 1947."

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12th, 1946. 16199-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, formed under decree No. 2683, of October 9th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3987, of October 3, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from October 11, 1946, to October 11, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed in the decree for

pour le compagnon le moins rémunéré, soit pour les barbiers, \$20.00 dans la zone I, \$20.00 dans la zone II, \$19.00 dans la zone III, \$19.00 dans la zone IV, et \$12.00 dans les zones V, VI, VII et VIII; pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, \$12.50 dans les zones I, II et III et \$8.00 dans la zone IV.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et le pourcentage payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et retourné au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à tous les mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration pour laquelle il est exigible.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au siège social du Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à chaque mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe pour la période comprise entre le 11 octobre 1946 et le 11 octobre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS
DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE
1695, rue Marguerite-Bourgeoys,
Saint-Hyacinthe.

État des recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 11 octobre 1946 et le 11 octobre 1947.

Recettes:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 260.00
Salariés	260.00
Artisans	740.00
Divers: examens	40.00
	\$1,300.00

Déboursés:
Salaire du secrétaire-gérant \$ 520.00

the journeyman receiving the lowest pay, namely, for barbers, \$20.00 in zone I, \$20.00 in zone II, \$19.00 in zone III, \$19.00 in zone IV, and \$12.00 in zones V, VI, VII and VIII; for ladies' male and female hairdressers, \$12.50 in zones I, II and III, and \$8.00 in zone IV.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms giving the hours of labour, the money collected during any one week, the wages and percentage paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report filled and sent to the Parity Committee, or remitted to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and mail same to the said Committee or to the local inspector together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee or to the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the corporate seat of the Parity Committee or remit same to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which they are requirable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30 and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, for the period comprised between October 11, 1946, and October 11, 1947.

THE BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY
COMMITTEE, JURISDICTION OF ST. HYACINTHE
1695 Marguerite-Bourgeoys Street,
St. Hyacinthe.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 11, 1946, and October 11, 1947.

Receipts	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 260.00
Employees	260.00
Artisans	740.00
Miscellaneous: examinations	40.00
	\$1,300.00

Disbursements
Salary of the secretary-manager \$ 520.00

Salaire des inspecteurs	384.00	Inspectors' salary	384.00
Frais d'enquêtes et de déplacement des membres du Comité et des ins- pecteurs	110.00	Committee members' and inspectors' travelling and investigation expen- ses	110.00
Loyer	60.00	Rent	60.00
Jetons de présence	60.00	Attendance fees	60.00
Bureau des examinateurs	30.00	Board of examiners	30.00
Frais de bureau, papeterie, timbres, etc.	95.00	Office expenses, stationery, stamps etc.	95.00
Vérification	20.00	Audition	20.00
Divers	21.00	Miscellaneous	21.00
	\$1,300.00		\$1,300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16203-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16203-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'horlogerie, établi en exécution du décret numéro 2816, du 4 octobre 1943, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3867, du 25 septembre 1946, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 9 octobre 1946 au 9 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$35.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport de l'employeur professionnel accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire dans un délai de dix (10) jours

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives a notice that the Parity Committee of Horology, formed under decree number 2816, of October 4, 1943, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3867, of September 25, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessment

The period of assessment shall extend from October 9th, 1946, to October 9th, 1947, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for journeymen, namely: \$35.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which they shall mention the hours of work, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that such forms be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within ten (10) days after

après l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

the expiration of the period for which the said report is exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire de l'horlogerie, pour la période comprise entre le 9 octobre 1946 et le 9 octobre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE L'HORLOGERIE Siège social, Montréal.

Estimé des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 9 octobre 1946 et le 9 octobre 1947.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,150.00
Salariés	2,150.00
Artisans	1,000.00
	\$5,300.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire et personnel du bureau	\$3,000.00
Frais de déplacements	300.00
Inspection	500.00
Loyer	200.00
Téléphone et timbres	150.00
Frais légaux	400.00
Vérifications	180.00
Papeterie	240.00
Ameublement	200.00
Taxe	30.00
	\$5,300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16200-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure district de Québec, établi en exécution du décret numéro 3746, du 17 octobre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3988 du 3 octobre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 19 octobre 1946 au 19 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3746 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1946, March 31st, June 30th and September 30th, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursement of the Parity Committee of Horology, for the period between October 9th, 1946, and October 9th, 1947.

PARITY COMMITTEE OF HOROLOGY Corporate seat: Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 9th, 1946, and October 9th, 1947.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$2,150.00
Employees	2,150.00
Artisans	1,000.00
	\$5,300.00

Disbursements:

Salaries: secretary and office staff	\$3,000.00
Travelling expenses	300.00
Inspection	500.00
Rent	200.00
Telephone and stamps	150.00
Legal expenses	400.00
Audition	180.00
Stationery	240.00
Furniture	200.00
Taxe	30.00
	\$5,300.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16200-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, formed under decree number 3746, of the 17th of October 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3988 of October 3, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 19th, 1946, to October 19th, 1947, and shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 3746 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay list.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans assujettis audit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. Mode de perception

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun des salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport, dûment signé par l'employeur professionnel, doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire, entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, pour la période comprise entre le 19 octobre 1946 et le 19 octobre 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE District de Québec

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 19 octobre 1946 et le 19 octobre 1947.

Recettes:	
Cotisation des employeurs professionnels.....	\$1,200.00
Cotisation des salariés.....	1,200.00
Cotisation des artisans.....	250.00
Recettes diverses, honoraires d'exa- mens.....	150.00
	\$2,800.00
Dépenses:	
Salaire du secrétaire et bureau.....	\$ 800.00
Inspecteur, salaire et frais de dépla- cement.....	1,500.00
Papeterie et vérification.....	200.00
Jetons de présence et autres dépenses.....	300.00
	\$2,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16201-o

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the employee receiving the lowest pay, according to their occupation.

2. Mode of collection

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee on the printed forms supplied for that purpose by the Parity Committee, a report indicating the hours of labour and the wages earned by each one of his employees governed by the decree, and the sums sent to the Parity Committee; such report, signed by the employer, shall be sent together with the assessments payable by the professional employer and by his employees. All such sums shall be paid in money having legal currency in this province.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allocations owed to each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, as assessments.

These assessments shall be payable every month to the Parity Committee, between the 1st and the 10th day of each month.

The Parity Committee shall have the right and power to exact sworn monthly reports, when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st, 1946, March 31st, June 30th and September 30th, 1947.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, for the period between October 19th, 1946, and October 19th, 1947.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUR INDUSTRY District of Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 19th, 1946, and October 19th, 1947.

Receipts:	
Professional employers' assessments	\$1,200.00
Employees' assessments.....	1,200.00
Artisans' assessments.....	250.00
Various receipts, examination fees....	150.00
	\$2,800.00
Expenses:	
Salaries — secretary and office.....	\$ 800.00
Inspector, salary and travelling ex- penses.....	1,500.00
Stationery and audition.....	200.00
Attendance fees and other expenses.....	300.00
	\$2,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16201-o.

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, établi en exécution du décret numéro 3022, du 21 octobre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3986, du 3 octobre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 octobre 1946 au 15 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des deux sexes assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$27.36 pour une semaine de 48 heures.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. L'artisan est soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne le paiement de sa propre cotisation.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, pour la période comprise entre le 15 octobre 1946 et le 15 octobre 1947.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, formed under Decree number 3022, of October 21st, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3986, of October 3, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 15, 1946, to October 15, 1947; this levy will be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their male and female employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, namely \$27.36 for a 48-hour week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is requirable. Artisans are subject to the same obligations respecting the payment of their own contribution.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30 and September 30 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, for the period between October 15, 1946, and October 15, 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS
GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

THE JOINT COMMITTEE OF THE GRAPHIC ARTS
INDUSTRY OF QUEBEC AND DISTRICT

Etat des recettes et des déboursés probables
pour la période comprise entre le 15 octobre
1946 et le 15 octobre 1947.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between October 15, 1946, and
October 15, 1947.

Recettes:

Receipts:

Cotisation des employeurs profession-	
nels.	\$2,800.00
Cotisation des salariés.	2,800.00
Cotisation des artisans.	400.00
	\$6,000.00

Professional employers' assessments. .	\$2,800.00
Employees' assessments.	2,800.00
Artisans' assessments.	400.00
	\$6,000.00

Dépenses:

Expenses:

Salaires.	\$2,800.00
Frais de voyages.	500.00
Loyer du bureau.	300.00
Timbres.	70.00
Commissions de banque.	25.00
Aviseur légal.	300.00
Frais légaux.	300.00
Papeterie et fournitures.	200.00
Vérification des livres.	80.00
Rémunérations des contrôleurs et ex-	
amineurs.	625.00
Jetons de présence aux membres du	
Comité.	500.00
Frais généraux.	200.00
Imprévus.	100.00
	\$6,000.00

Salaries.	\$2,800.00
Travelling expenses.	500.00
Office rent.	300.00
Stamps.	70.00
Bank commissions.	25.00
Legal adviser.	300.00
Legal charges.	300.00
Stationery and equipment.	200.00
Audition.	80.00
Checkers' and examiners' remunera-	
tion.	625.00
Attendance fees to members of the	
Committee.	500.00
General expenses.	200.00
Unforeseen expenses.	100.00
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16202-o

Department of Labour,
October 12, 1946. 16202-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du
Travail, donne avis par les présentes, conformé-
ment aux dispositions de la Loi de la convention
collective (Statuts refondus de Québec 1941,
chapitre 163), que l'Association des Maîtres-
Barbiers du district de Hull et le Syndicat inter-
professionnel représentant les employés-barbiers
du district de Hull lui ont présenté une requête
à l'effet de modifier le décret numéro 2246, du
27 août 1941, et amendements, relatif aux métiers
de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région
de Hull. On demande que:

The Honourable Antonio Barrette, Minister
of Labour, hereby gives notice, pursuant to the
provision of the Collective Agreement Act (Re-
vised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163),
that "L'Association des Maîtres-Barbiers du
District de Hull" and the "Syndicat interprofes-
sionnel" representing the barber employees of
the district of Hull, have submitted to him a
petition for the purpose of amending decree
number 2246, of August 27, 1941, and amend-
ments, relating to the barber and male and female
hardresser trades in the District of Hull. It is
requested that:

L'article IV soit remplacé par le suivant:

Section IV be replaced by the following:

"IV. Salaires minima Le salaire minimum
pour le travail régulier est le suivant:

"IV. Minimum wages The minimum wages
for regular time is the following:

a) Dans la zone I, les barbiers reçoivent \$20.00
par semaine plus 60% de toute recette au-dessus
de \$30.00 faite par l'employé au cours de la
semaine.

a) In zone I, barbers receive \$20.00 per week
plus 60% of all receipts in excess of \$30.00 made
by the employee during the week.

b) Dans la zone II, les barbiers reçoivent
\$16.00 par semaine, plus 60% de toute recette
au-dessus de \$25.00 faite par l'employé-barbier
au cours de la semaine de travail.

b) In zone II, barbers receive \$16.00 per
week, plus 60% of all receipts in excess of \$25.00
made by the barber-employee during the week
of work.

c) Aucun employeur n'a le droit de réduire
le salaire d'un employé recevant plus que les
minima ci-haut mentionnés lors de la signature
de cette convention."

c) No employer shall have the right to reduce
the wages of an employee receiving more than
the rates mentioned hereinabove at the time of
the signature of this agreement."

Durant les trente jours à compter de la date
de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*
de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra
les objections que les intéressés pourront désirer
formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of
publication of this notice in the *Quebec Official*
Gazette, the Honourable Minister of Labour will
receive the objections which the interested parties
may wish to make against the said petition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16207-o

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16207-o

AVIS DE MODIFICATION

L'Honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 639 du 21 février 1946.

Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"Sur entente entre l'employeur et les salariés, il n'y a pas de travail le samedi. En tel cas, la journée régulière de travail ne doit pas toutefois excéder dix (10) heures par jour, avec rémunération à temps simple sans prime pour temps supplémentaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, ce 12 octobre 1946.

16198-o

NOTICE OF AMENDMENT

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec has submitted to him a request to amend in the following manner the decree number 639 of February 21, 1946;

The second paragraph of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"Upon agreement between the employer and the employees, there may be no work on Saturdays. In such a case, the normal working day must not exceed ten (10) hours per day to be remunerated at regular time without overtime premium."

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, October 12, 1946.

16198-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Marchands de Magog, établi en exécution du décret numéro 3585, du 4 octobre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3990 du 3 octobre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 12 octobre 1946 au 11 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formulaires de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

À la fin de chaque mois, l'inspecteur, qui est en même temps secrétaire du Comité paritaire, va requérir le rapport mensuel de chaque employeur professionnel et percevoir les cotisations dudit employeur professionnel et de ses salariés.

Ce rapport mensuel doit être signé avant d'être remis à l'inspecteur du Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Merchants of Magog, formed under decree No. 3585, of October 4th, 1940 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3990 of October 3, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from October 12th, 1946, to October 11th, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employer with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

At the end of each month the inspector, who, at the same time is the secretary of the Parity Committee, shall request the report from every professional employer and collect the assessments of the said professional employer and of his employees.

This monthly report shall be signed before being remitted to the inspector of the Parity Committee.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos, et cela, soit par l'employeur professionnel et ses salariés ou l'un d'eux, soit par l'employeur professionnel seul, soit par un ou plusieurs de ses salariés.

L'inspecteur requiert le rapport et les cotisations qui doivent l'accompagner, dans les quatre semaines suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire des marchands de Magog pour la période comprise entre le 12 octobre 1946 et le 11 octobre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES MARCHANDS DE MAGOG

Estimé des recettes et des dépenses prévues pour la période comprise entre le 12 octobre 1946 et le 11 octobre 1947.

Recettes.

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 525.00
Salariés.	525.00
	\$1,050.00

Dépenses:

Téléphone	\$ 24.00
Loyer	60.00
Papeterie	30.00
Vérification des livres	20.00
Salaire de l'inspecteur	780.00
Imprévu.	36.00
Jetons de présence aux membres du Comité.	100.00
	\$1,050.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16205-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 3825, du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3989, du 3 octobre, 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 21 octobre 1946 au 21 octobre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une

The Parity Committee has the right to exact sworn reports, when deemed advisable, whether from the professional employer and his employees or one thereof, whether from the professional employer alone or from one or more of his employees.

The inspector must receive the report and the assessments in the four weeks following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st, 1946, March 31st, June 30th and September 30th, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Parity Committee of the Merchants of Magog, for the period comprised between October 12th, 1946, and October 11th, 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE MERCHANTS OF MAGOG

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between October 12th, 1946, and October 11th, 1947.

Receipts

Professional employers (1/2 of 1%) . .	\$ 525.00
Employees (1/2 of 1%).	525.00
	\$1,050.00

Expenses

Telephone	\$ 24.00
Rent.	60.00
Stationery	30.00
Audition.	20.00
Inspector's salary.	780.00
Unforeseen.	36.00
Attendance fees to members of the Committee.	100.00
	\$1,050.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16205-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Sherbrooke Hospitals Parity Committee, established under Decree number 3825, of October 12, 1944 has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3989, of October 3, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from October 21, 1946 to October 21, 1947; such levy shall apply as mentioned hereinafter:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a

somme équivalente à 1-5 de 1% des salaires fixes, boni et pourcentage payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1-5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1-5 de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 21 octobre 1946 et le 21 octobre 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DES HÔPITAUX DE SHERBROOKE 29, rue Gordon

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 21 octobre 1946 et le 21 octobre 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1-5 de 1%): Employeurs professionnels.	\$ 805.50
Salariés.	805.50
	\$1,611.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire, secrétaire-trésorier	\$ 260.00
Salaire de l'inspecteur.	780.00
Frais de déplacement.	80.00
Loyer du bureau.	300.00
Papeterie.	10.00
Téléphone, timbres, etc.	10.00
Taxe d'affaires.	6.00
Vérification.	115.00

sum equivalent to 1-5 of 1% of the fixed wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-5 of 1% of the wages established in the decree for the lowest paid clerk namely \$8.00 per week.

c) All the employees subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-5 of 1% of their fixed wages, bonuses and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms upon which they shall inscribe the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports are filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and shall send them himself to the Committee.

The professional employer's report must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30, and September 30, 1947.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Sherbrooke Hospitals Parity Committee for the period comprised between October 21, 1946, and October 21, 1947 is annexed thereto.

THE SHERBROOKE HOSPITAL PARITY COMMITTEE 29, Gordon street

Estimated receipts and disbursements for the period extending from October 21, 1946, to October 21, 1947.

<i>Receipts</i>	
Levies (1-5 of 1%): Professional employers.	\$ 805.50
Employees.	805.50
	\$1,611.00

<i>Expenses</i>	
Secretary-treasurer's salary.	260.00
Inspector's salary.	780.00
Travelling expenses.	80.00
Office rent.	300.00
Stationery.	10.00
Telephone, stamps, etc.	10.00
Business tax.	6.00
Auditing.	115.00

Frais légaux.	50.00	Legal fees.	50.00
	\$1,611.00		\$1,611.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 12 octobre 1946. 16204-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, October 12, 1946. 16204-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 41

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Grenier vs Lauzon	2785
Rivest vs Bacon	2785

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

St-Jean vs Beaulieu	2785
-------------------------------	------

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3991 — Industrie de la broderie dans l'île de Montréal	2787
3992 — Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec	2787
3993 — Industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal	2788
3994 — Métier d'horloger dans l'île de Montréal	2788
3997 — Concernant la réserve de pêche de la Baie de l'île de Grâce	2786
3998 — Concernant l'agrandissement de a réserve dite "Vieux Comptoir"	2786

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2747

AVIS DIVERS:

Association des Journaliers & Manœuvres de Montréal (Formation)	2891
Cercle St-Luc de La Motte (Fondation)	2791
Community Homes Ltd. (Directeurs)	2788
La Fédération de l'U.C.C. de Valleyfield (Formation)	2789
L'Association des Poseurs de Lattes Métalliques de la Province de Québec (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de Barraute (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de Chambly (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-sur-Richelieu (Formation)	2790
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Catherine (Formation)	2790
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques le Majeur (Formation)	2790
L'Union des Employés de la Cité de Montréal (Formation)	2790
Montréal Loan and Mortgage Company (Distribution de l'actif)	2790

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Barnabé-Sud	2791
--	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Grenier vs Lauzon	2785
Rivest vs Bacon	2785

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

St-Jean vs Beaulieu	2785
-------------------------------	------

ORDERS IN COUNCIL:

3991 — Embroidery industry in the Island of Montreal	2787
3992 — Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec	2787
3993 — Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal	2788
3994 — Clockmaking trade in the Island of Montreal	2788
3997 — Concerning the fishing reserve of the Bay of Ile de Grâce	2786
3998 — Concerning the enlarging of the "Vieux Comptoir" reserve	2786

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2747

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Journaliers & Manœuvres de Montréal (Formation)	2791
Cercle St-Luc de La Motte (Fondation)	2791
Community Homes Ltd. (Directeurs)	2788
La Fédération de l'U.C.C. de Valleyfield (Formation)	2789
L'Association des Poseurs de Lattes Métalliques de la Province de Québec (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de Barraute (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de Chambly (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Blaise (Formation)	2789
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis-sur-Richelieu (Formation)	2790
Le Syncaicat de l'U.C.C. de Ste-Catherine (Formation)	2790
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jacques le Majeur (Formation)	2790
L'Union des Employés de la Cité de Montréal (Formation)	2790
Montreal Loan and Mortgage Company (Distribution of the assets)	2790

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Barnabé-Sud	2791
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Aubert Gallion, munic. scolaire de	2776
Bouchette-Sud, munic. scolaire de.	2776

TERRES ET FORÊTS:

Lepage, canton de	2791
-----------------------------	------

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Modification)	2805
Comité paritaire de l'horlogerie (Prélèvement).	2809
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec (Prélèvement).	2810
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec (Prélèvement)	2812
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Modification).	2814
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe (Modification).	2804
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement).	2807
Comité paritaire des hôpitaux de Sherbrooke (Prélèvement).	2815
Comité paritaire des marchands de Magog (Prélèvement).	2814
Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières (Modification de règlements).	2804
Industrie de la broderie dans la province de Québec (Amendement).	2806
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull (Modification)	2813

EXAMEN DU BARREAU:

Montréal: étude du droit	2792
------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

A. E. Gauthier, Limitée	2748
Amusements Regal, Limitée — Regal Amusements, Limited	2749
Archambault et Roy, Limitée	2749
Association des Pères de Famille Incorporée.	2750
Barmont Mines Limited.	2750
Chester Holdings Inc.	2751
Compagnie Philatélique de Montréal Ltée — Montreal Philatelic Company Ltd	2751
D. Lamothe Ltd.	2752
Donnell Inc.	2752
D & H Company Limited	2753
Edgar Dechêne Limitée.	2753
Embassy Enterprises Inc..	2753
Eurique Inc.	2754
Fairmount Realities Ltd.	2755
Farm Equipment Specialties Limited.	2755
Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec	2756
Fort Chimo Mines Limited.	2756
Gareau-Perrault Motors Ltd	2756
George Klein Inc..	2757
Hill Express Depot Ltd.	2757
Hy Cooper Inc..	2758
Imprimerie St-Eustache Ltée — St-Eustache Printing Limited.	2758
Inbro Incorporated.	2759
Jackson Boat Co. Ltd.	2760
Jano Inc.	2760

EDUCATION:

Aubert Gallion, school munic. of.	2776
Bouchette-Sud, school munic. of.	2776

LANDS AND FORESTS:

Lepage, township of.	2791
------------------------------	------

LABOUR:

Joint Committee of the construction industry of Quebec (Amendment).	2805
Parity Committee of horology (Levy).	2809
Parity Committee of the fur industry, District of Quebec (Levy).	2810
Joint Committee of the graphic arts industry of Quebec (Levy).	2812
Joint Committee of the furniture industry of Quebec (Amendment).	2814
Barbers' and hairdressers' parity committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe (Amendment).	2804
Barbers' and hairdressers' parity committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe (Levy).	2807
Sherbrooke hospitals parity committee (Levy).	2815
Parity Committee of the merchants of Magog (Levy).	2814
Joint Committee of the building trades, district of Trois-Rivières (Amendment of by-laws).	2804
Embroidery industry in the Province of Quebec (Amendment).	2806
Barber and male and female hairdressing trades in the district of Hull (Amendment).	2813

BAR EXAMINATION:

Montréal: study of law.	2792
---------------------------------	------

LETTERS PATENT:

A. E. Gauthier, Limitée	2748
Regal Amusements, Limited — Amusements Regal, Limitée.	2749
Archambault et Roy, Limitée	2749
Association des Pères de Famille Incorporée.	2750
Barmont Mines Limited.	2750
Chester Holdings Inc.	2751
Montreal Philatelic Company Ltd. — Compagnie Philatélique de Montréal Ltée.	2751
D. Lamothe Ltd.	2752
Donnell Inc.	2752
D & H Company Limited.	2753
Edgar Dechêne Limitée.	2753
Embassy Enterprises Inc..	2753
Eurique Inc.	2754
Fairmount Realities Ltd.	2755
Farm Equipment Specialties Limited.	2755
Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec	2756
Fort Chimo Mines Limited.	2756
Gareau-Perrault Motors Ltd	2756
George Klein Inc..	2757
Hill Express Depot Ltd.	2757
Hy Cooper Inc..	2758
St-Eustache Printing Limited — Imprimerie St-Eustache Ltée.	2758
Inbro Incorporated.	2759
Jackson Boat Co. Ltd	2760
Jano Inc.	2760

La Cie de Bois A. Z. Limitée — A. Z. Lumber Company Limited.....	2761
La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée.....	2761
La Compagnie d'Importation Valleyfield Limitée — Valleyfield Import Company Limited.....	2762
Laiterie Montmagny Inc.....	2762
L'Auberge des Monts Inc.....	2763
L'Avenir de Mégantic, Limitée.....	2763
La Visonnière de Laterrière Ltée.....	2764
Les Epicerie Coronet Ltée — Coronet Groceries Ltd.....	2764
Les Meubliers Canadiens Limitée.....	2764
L'Industrie Linière Salaberry Limitée — Salaberry Linen Limited.....	2765
Lindys Recreation Inc.....	2765
Martin Sales Corporation.....	2765
Miners' and Drillers' Supply Company Ltd.....	2766
Mines Electrical Service Company Limited.....	2767
Montmorency Birch Square Co. Ltd.....	2767
National Accessories Company Limited.....	2768
Norwegian Woodcraft Limited.....	2768
Noseworthy Fuel Company Limited.....	2769
Overseas Chemicals Co. Ltd.....	2769
Provisions Châteaubriand Limitée.....	2770
Rustic Art Products Ltd.....	2770
Rustic Art Shop Ltd.....	2771
Sabiston & Company Incorporated.....	2771
Sherbrooke Music and Novelty Company Limited.....	2771
Stanray Company Limited.....	2772
Stewart Machine Works Limited.....	2772
St. Helen's School Corporation.....	2773
Street Photographic Supply Co. Inc.....	2773
The Cormac Chinchilla Ranch Limited.....	2774
Thetford Autos Loués Limitée — Thetford Drive Yourself Limited.....	2775
Union House Furnishing Company Incorporated.....	2775
United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd.....	2775
Wood Exporters Ltd.....	2776

A. Z. Lumber Company Limited — La Cie de Bois A. Z. Limitée.....	2761
La Cie d'Expansion de St-Gérard de Wolfe Ltée.....	2761
Valleyfield Import Company Limited — La Compagnie d'Importation Valleyfield Limitée.....	2762
Laiterie Montmagny Inc.....	2762
L'Auberge des Monts Inc.....	2763
L'Avenir de Mégantic, Limitée.....	2763
La Visonnière de Laterrière Ltée.....	2764
Coronet Groceries Ltd. — Les Epicerie Coronet Ltée.....	2764
Les Meubliers Canadiens Limitée.....	2764
Salaberry Linen Limited — L'Industrie Linière Salaberry Limitée.....	2765
Lindys Recreation Inc.....	2765
Martin Sales Corporation.....	2766
Miners' and Drillers' Supply Company Ltd.....	2766
Mines Electrical Service Company Limited.....	2767
Montmorency Birch Square Co. Ltd.....	2767
National Accessories Company Limited.....	2768
Norwegian Woodcraft Limited.....	2768
Noseworthy Fuel Company Limited.....	2769
Overseas Chemicals Co. Ltd.....	2769
Provisions Châteaubriand Limitée.....	2770
Rustic Art Products Ltd.....	2770
Rustic Art Shop Ltd.....	2771
Sabiston & Company Incorporated.....	2771
Sherbrooke Music and Novelty Company Limited.....	2771
Stanray Company Limited.....	2772
Stewart Machine Works Limited.....	2772
St. Helen's School Corporation.....	2773
Street Photographic Supply Co. Inc.....	2773
The Cormac Chinchilla Ranch Limited.....	2774
Thetford Drive Yourself Limited — Thetford Autos Loués Limitée.....	2775
Union House Furnishing Company Incorporated.....	2775
United Auto Parts (Mont-Laurier) Ltd.....	2775
Wood Exporters Ltd.....	2776

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

LETTERS PATENT ANNULLED:

Diverses.....	2793
---------------	------

Miscellaneous.....	2793
--------------------	------

MINUTES DE NOTAIRES:

NOTARIAL MINUTES:

Joyal, Louis-Saul.....	2794
Masson, J.-Clément.....	2794
Sylvestre, Paul.....	2793
Turenne, Denis.....	2794

Joyal, Louis-Saul.....	2794
Masson, J.-Clément.....	2794
Sylvestre, Paul.....	2793
Turenne, Denis.....	2794

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Diverses.....	2794
---------------	------

Miscellaneous.....	2794
--------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Montflex Inc.....	2795
Norancon Exploration (Quebec) Limited.....	2795
Smith-Chicoine Limited.....	2795

Montflex Inc.....	2795
Norancon Exploration (Quebec) Limited.....	2795
Smith-Chicoine Limited.....	2795

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Commission scolaire de Duparquet.....	2795
Saint-Jérôme, ville de.....	2796
Saint-Jérôme, ville de.....	2797

School Commission of Duparquet.....	2795
Saint-Jérôme, town of.....	2796
Saint-Jérôme, town of.....	2797

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Racette et vir vs Racette et al.....	2798
--------------------------------------	------

Racette et vir vs Racette et al.....	2798
--------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Commission scolaire de St-Augustin.....	2784
---	------

School Commission of St-Augustin.....	2784
---------------------------------------	------

Montréal, cité de	2777	Montreal, city of	2777
St-Joseph de Sorel, ville de	2784	St-Joseph de Sorel, town of	2784

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

ABITIBI:

Grondin vs Hayes Cadillac Mines Limited	2800	Grondin vs Hayes Cadillac Mines Limited	2800
---	------	---	------

IBERVILLE:

IBERVILLE:

Thibert vs Levert.	2801	Thibert vs Levert.	2801
----------------------------	------	----------------------------	------

MONTREAL:

MONTREAL:

Berthiaume vs Parthenais.	2802	Berthiaume vs Parthenais.	2802
Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Ranger	2801	Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Ranger	2801

QUÉBEC:

QUEBEC:

Cité de Québec vs Propriétaire inconnu	2802	City of Quebec vs Unknown owner	2802
--	------	---	------

RIMOUSKI:

RIMOUSKI:

Tremblay vs Rioux	2803	Tremblay vs Rioux	2803
-----------------------------	------	-----------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:

TROIS-RIVIÈRES:

Carignan vs Lambert <i>et al</i>	2803	Carignan vs Lambert <i>et al</i>	2803
--	------	--	------

16209-o

16209-o